

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Corporations de Métiers
et les
Chambres consultatives en Yougoslavie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 8 Juin 1923, à 3 heures 1/2

PAR

Stevan S. POPOVITCH

Né à Belgrade, le 26 Janvier 1893.

Président : M. CHARLES RIST, professeur
Suffragants } M. FERNANDE FAURE, professeur
 } M. DESCHAMPS, professeur

PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE
HENRI D'ARTHEZ
3, PLACE DE LA SORBONNE, 3

1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Corporations de Métiers et les Chambres consultatives en Yougoslavie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Ès Sciences Politiques et Economiques)

Présentée et soutenue le 8 Juin 1923, à 3 heures 1/2

PAR

Stevan S. POPOVITCH

Né à Belgrade, le 26 Janvier 1893.

Président : M. CHARLES RIST, professeur
Suffragants } M. FERNANDE FAURE, professeur
 } M. DESCHAMPS, professeur

PARIS

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE

HENRI D'ARTHEZ

3, PLACE DE LA SORBONNE, 3

1923

INTRODUCTION

Tous les pays ont connu, dans leur évolution industrielle, le régime corporatif qui fut le droit commun au xviii^e siècle.

Les artisans s'unissent, sous ce régime, dans des corporations obligatoires qui par leurs statuts réglementent les conditions du travail. L'autorité des maîtres est toute puissante dans la corporation et le personnel subit son sort sans pouvoir participer à la réglementation du travail. Tous les maîtres sont obligatoirement membres de la corporation à l'aide de laquelle ils maintiennent leur monopole. L'ascension à la maîtrise est rendue difficile par le double stage de l'apprentissage et de compagnonnage et par l'examen capacitaire. Celui qui est reconnu maître par la corporation peut, seul, exercer le métier.

L'Etat n'intervient en rien dans la réglementation du travail, la corporation est souveraine.

Les théories individualistes du xviii^e siècle, des droits imprescriptibles de l'homme, amenèrent en France l'abolition des Corporations par le décret du 2-17 mars 1791, qui proclama le principe de la liberté du travail.

la production même sacrifiée au monopole des maîtres.

Cependant, malgré l'opposition des corporations, le progrès a marché et les grandes inventions du xviii^e siècle modifièrent profondément les procédés de la production. Enfermés dans leur monopole, les artisans n'ont pas évolué avec le temps et se sont montrés incapables de s'adapter aux conditions nouvelles. Leur monopole était réalisé à la fin de l'ancien régime, et la corporation accablée par les impositions royales montra une tendance à exagérer le prix de la vente et à diminuer le salaire. La réaction devait venir et la corporation a vécu.

Il faut cependant faire figurer à son actif le principe de la solidarité de l'association professionnelle qui, comme le dit M. Saint-Léon (1), ne pouvait être anéanti par le décret de 1791, qui a abouti par la loi de 1884, à la liberté d'association.

Le principe de la liberté du travail fut adopté par la plupart des Etats européens. La corporation archaïque ne resta que dans l'Empire Russe où elle fut tardivement introduite par Catherine II.

Cependant, il se produisit au milieu du xix^e siècle une renaissance du régime corporatif qui, partie de l'Autriche, gagna l'Allemagne et inspira les législations des Etats balkaniques.

La liberté industrielle et la libre concurrence ont

(1) Etienne-Martin SAINT-LÉON. — *Histoire des Corporations des métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791*. — Paris, 1909, 2^e édit. Félix Alcan.

porté un coup mortel aux métiers alors que les artisans formaient encore une des plus intéressantes classes de la Société. Contrairement à la doctrine française, la doctrine germanique proclama le devoir de l'Etat d'aider les artisans dans leur lutte pour l'existence.

Les partisans de la corporation trouvent que la libre concurrence a favorisé l'essor prodigieux de la grande industrie au détriment des petits entrepreneurs et des travailleurs qui ne trouvent plus cette sécurité dont ils jouissaient dans le régime corporatif. De plus, la liberté a amené des conflits aigus entre deux principaux facteurs de la production, le travail et le capital, conflits dont on ne souffrait pas dans le régime corporatif.

Devant le danger, les artisans s'unissent en Autriche, forment la Handwerkpartei et obtiennent le retour à la corporation obligatoire. Le mouvement mené dans d'autres pays par les ouvriers est mené, en Autriche et en Allemagne, par les artisans.

La loi autrichienne du 15 mars 1883, la loi hongroise du 21 mai 1884 et la loi allemande du 26 juillet 1897 introduisent les corporations obligatoires. Mais la corporation nouvelle germanique ne ressemble plus à la corporation archaïque, elle n'est plus exclusiviste; largement ouverte à tous, créée par l'autorité administrative en Autriche, elle est soumise à un contrôle étroit de l'autorité publique. Le socialisme d'Etat est nettement sanctionné par cette législation nouvelle.

Ce rôle consultatif est rempli par des corps composés d'hommes compétents, corps qui ont pris le nom de Chambres de Commerce, bien qu'ils représentent le plus souvent aussi les intérêts de la petite et de la grande industrie, de la finance et souvent de la navigation.

L'utilité des Chambres de Commerce est universellement reconnue, surtout dans les grands ports maritimes. La France leur doit l'amélioration et l'aménagement des ports de Marseille et du Havre.

A côté de leur rôle consultatif, elles ont l'avantage de décharger les autorités publiques d'un travail considérable en assumant l'administration d'institutions, souvent très importantes, créées pour le besoin du commerce et de l'industrie et en contribuant à l'exécution de grands travaux publics qui tarderaient souvent sans leur collaboration.

C'est ainsi que la Chambre de Commerce de Paris a contribué à l'achèvement du réseau téléphonique de la capitale ; elle administre la Bourse du Commerce, la manutention de la douane, le banc d'épreuves des armes à feu, la gare d'eau d'Ivry, le laboratoire d'analyse des papiers, ainsi que l'Ecole Supérieure de Commerce et l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales. A elle seule, elle remplit les fonctions de tout un ministère.

L'origine des Chambres de Commerce est dans la volonté spontanée des négociants marseillais qui élirent en 1599 quatre d'entre eux « *pour s'occuper des intérêts généraux du commerce* ». Comme M.

Guilland (1) le dit, toute la genèse des Chambres de Commerce est dans ces quelques mots. C'est encore sous l'influence de la France que le système se généralisa dans tous les pays soumis à sa domination lors des guerres napoléoniennes.

Pour développer une action de grande envergure, les Chambres de Commerce ont besoin d'une grande liberté et de l'indépendance vis-à-vis du pouvoir central. Cette indépendance se montre surtout dans l'importance des droits reconnus aux Chambres, dans l'organisation libérale des élections et dans la limitation de l'ingérence de l'Etat dans leur fonctionnement.

Seuls, le pays qui ont atteint le maximum du progrès économique et qui sont de longue date familiarisés avec les principes démocratiques, sont arrivés à reconnaître la liberté complète aux Chambres de Commerce.

Le principal représentant de ces pays est l'*Angleterre*. Nées de l'initiative privée, les Chambres anglaises n'ont rien d'officiel et prennent, pour la plupart des cas, la forme de sociétés limited. Toute l'intervention de l'Etat consiste pour elles dans l'enregistrement de leurs statuts par le bureau de commerce. Elles ne sont soumises à aucun contrôle de l'Etat sauf à des prescriptions légales qui régissent les associations en général.

(1) Michel GUILLAND et Maurice HAMDELT. — *Les Chambres de Commerce*, Paris, 1908. S^é du Recueil Sirey.

Libérées de toute entrave administrative les Chambres anglaises développent une grande activité pour la protection des intérêts qui leurs sont confiés.

Les *Etats-Unis* qui ont conservé l'esprit de la législation anglaise dans la plupart de leurs institutions, concèdent aussi toute la liberté à leurs Chambres. Depuis quelque temps seulement, le gouvernement a créé des organes officiels comme « Bureau of foreign and Domestic commerce » et « L'Office of foreign Trade advisers », mais ces corps officiels n'ont en rien entravé l'action des Chambres privées et se sont bornés à appuyer leur activité (1).

La loi *belge* du 19 juin 1875 supprima les treize Chambres existantes et de nouvelles sociétés libres ne tardèrent pas à se former. La Suisse non plus n'a pas de Chambres officielles, le pouvoir fédéral s'adresse pour renseignements aux associations libres qui ne sont pas soumises à son contrôle.

Les autres législations reconnaissent plus ou moins la liberté aux Chambres de Commerce mais les rattachent encore étroitement à l'administration. Cependant, même dans ces pays, la législation évolue vers la reconnaissance de l'autonomie des Chambres; parties du rôle purement consultatif, les Chambres de ces pays obtiennent par chaque loi nouvelle un droit nouveau et tendent à se rapprocher du type de l'association libre.

Dans la plupart de ces pays, les Chambres ont ac-

(1) C.-G. DROSSINS. — *Les Chambres de Commerce à l'Etranger*, Paris, Payot, 1921.

•

quis la personnalité morale avec ses attributs : droit de posséder, droit de contracter et le droit d'ester en justice, mais cette reconnaissance est faite au prix de restrictions à l'indépendance des Chambres et à leur liberté d'action. Créées par la loi ou par une décision ministérielle, ces Chambres comptent des fonctionnaires de l'Etat comme membres de droit et sont soumises au contrôle de l'Etat pour chaque acte important, notamment au point de vue financier.

A la tête de ces législations on peut placer la législation *française*.

Partie du rôle consultatif avec la présidence forcée de l'intendant ou du préfet, élues par un nombre limité « de négociants distingués », les Chambres françaises ont obtenu par la loi du 3 septembre 1851 le droit d'administrer les établissements à l'usage du commerce et de l'industrie, même dans le cas où ces établissements sont créés en vertu de dons, de legs ou par l'Etat lui-même.

La loi du 9 avril 1898 reconnaît expressément leur personnalité morale, leur concède le droit de correspondre directement entre elles ou avec les autorités, et de se concentrer, par l'intermédiaire de leurs présidents, pour la discussion des intérêts communs et les libère de la présidence forcée des préfets.

La loi du 19 février 1908 vient compléter la réforme en introduisant le suffrage universel des patentés. Elle prévoit des questions pour lesquelles le gouvernement est tenu obligatoirement de consulter les Chambres.

La législation *espagnole* a passé par plusieurs phases avant d'arriver au décret du 12 août 1888 qui rapproche beaucoup les Chambres espagnoles du type des associations libres.

La Prusse, la Suède, la Hollande, l'Italie, le Japon ont des Chambres officielles régies par des lois plus ou moins semblables à la législation française.

Un petit nombre d'Etats dont l'industrie n'est qu'à ses débuts, ne donnent à leurs Chambres que le rôle purement consultatif, avec le contrôle accentué de l'administration et la limitation du droit électoral. Ce régime était celui de la Russie, de l'Autriche-Hongrie et des pays balkaniques.

Pour coordonner leurs actions et centraliser leurs efforts, les Chambres forment dans la plupart des pays de puissantes fédérations qui sont les représentants directs de leurs revendications auprès des gouvernements.

La Fédération des Chambres anglaises développe une grande activité dans les agissements politiques par lesquels elle obtient le vote des lois nécessaires au progrès du commerce et de l'industrie. Particulièrement imposant est le *Deutsche Handelstag*, véritable parlement économique fondé en 1861 par l'initiative de la Chambre de Commerce de Bade. Mais la plus puissante association commerciale du monde est la Chambre des Etats-Unis de Washington ; fondée en 1918, elle comptait déjà, en 1919, 1.177 associations et Chambres avec environ 670.000 membres.

Mais l'activité des Chambres de Commerce dé-

passé même les frontières nationales. Dès 1905, plusieurs congrès internationaux sont tenus dans divers pays pour la discussion des questions qui intéressent également les milieux économiques de tous les Etats.

La grande guerre avec ses nombreux traités où figurent souvent trente ou quarante nations, les progrès techniques et le perfectionnement des moyens de communication ont eu comme conséquence un plus grand rapprochement de divers Etats. D'autre part, la création du Bureau International du Travail auprès de la Société des Nations, est une manifestation évidente du désir d'unification des législations en matière de travail et de la production en général.

Ce rapprochement officiel, en vue de l'unification des conditions économiques, a provoqué chez les hommes d'affaires un mouvement analogue. Pour les conférences internationales il fallait une organisation internationale, et le grand pas fût fait par le Congrès constitutif tenu à Paris, le 24 juin 1920 qui adopta la constitution de la *Chambre Internationale de Commerce*.

Fondée en dehors de toute action politique ou diplomatique au moment où tous les compromis stériles de la diplomatie ne font qu'aggraver l'agonie dans laquelle se débat l'Europe depuis plusieurs années, cette puissante fédération peut servir utilement à l'œuvre de rétablissement économique du monde, par les buts qu'elle se propose. Hier encore, son Congrès de Rome a discuté le grave problème des répa-

rations et les gouvernements seront obligés de tenir compte de l'opinion des hommes qui représentent le commerce, l'industrie et la finance mondiales.

La Fédération se propose de faciliter les relations d'échange entre les Nations, d'assurer la coordination des efforts dans toutes les questions internationales qui touchent le commerce et l'industrie et de contribuer au progrès et au maintien de la paix en assurant des relations cordiales entre les Nations et entre les sujets de divers Etats.

Au moment où les égoïsmes nationaux sont si forts et peuvent à chaque moment faire ranimer les conflits, le rôle pacificateur de la Chambre Internationale de Commerce aura une influence bienfaitrice.

La Fédération comptait, au début de 1922, 385 corporations commerciales et industrielles, appartenant à 15 Nations et 524 membres associés, c'est-à-dire des entreprises privées ou des hommes d'affaires...

La petite Serbie d'avant-guerre a fait place à l'Etat des Serbes, Croâtes et Slovènes qui est appelé à jouer un rôle important dans le concert des Etats Européens. Au moment où le législateur du nouvel Etat se trouve devant le problème de l'unification législative du travail, et où la législation serbe va servir de base à la réforme, il nous a paru utile de montrer sous quelle influence la Serbie est arrivée après soixante-trois ans du règne d'une loi archaïque, à la loi moderne de 1910.

Nous avons choisi deux objets à notre étude, la corporation de métiers et les chambres consultatives. Le premier a une grande importance actuellement dans un Etat dans lequel toutes les provinces réunies vivent encore légalement sous le régime corporatif, où la classe d'artisans est très importante, et où la grande industrie n'est qu'à ses débuts. Le problème de métiers s'agite en ce moment en Yougoslavie, et la réclamation du maintien du régime corporatif se fait entendre dans les milieux d'artisans.

Non moins importante est l'autre partie : la Chambre de Commerce. La loi Serbe de 1910 institue des Chambres séparées pour chaque profession, tandis que les provinces réunies étaient régies par la législation austro-hongroise et ont, par conséquent, les Chambres communes ; les milieux de métiers sont unanimes à réclamer le maintien des Chambres de Métiers instituées par la loi serbe, mais le commerce et l'industrie vont-ils être dotés de Chambres séparées ou communes ?

L'histoire enseigne et surtout les erreurs, il est bon de jeter un regard sur l'histoire au moment où on doit réaliser des réformes.

Nous regrettons que notre étude ne soit plus objective, mais toute documentation manque dans un pays où on a si peu écrit et dans lequel toute statistique industrielle fait défaut. La Serbie était, de plus, occupée pendant la guerre, et l'ennemi a systémati-

quement pillé toutes les archives et toutes les bibliothèques.

La Bibliothèque Nationale a voyagé quatre ans de Sofia, où les Bulgares l'avaient transportée, à Belgrade et n'est pas encore définitivement réorganisée pour qu'on puisse s'en servir. Il fallait s'adresser aux hommes privés, ceux-ci ont vu aussi leurs bibliothèques brûlées par les soldats ennemis, un bon nombre de ceux qui pouvaient fournir quelque documentation sont morts pendant la guerre et quelques-uns qui sont restés manquaient de temps, et souvent, si étrange que cela puisse paraître, de bonne volonté.

PREMIÈRE PARTIE

*L'époque entre la libération
et la loi de 1910*

CHAPITRE PREMIER

Le droit coutumier

Pendant les cinq siècles d'esclavage, sous la domination turque, l'état économique de la Serbie était lamentable. Le manque absolu des moyens de communication, l'insécurité des routes empêchaient tout échange. Le commerce et l'industrie n'existaient pour ainsi dire pas. Persécutés par les Turcs, les Serbes se réfugièrent dans les montagnes et dans les campagnes d'où il leur était plus facile de lutter. Là, ils se consacrèrent à la culture de la terre et à l'élevage du bétail. L'industrie domestique fut le mode exclusif de travail.

Autant que possible, le paysan serbe tâche d'éviter chaque contact avec la ville. Enfermé dans les

grandes communautés familiales, connues sous le nom de « Zadrouga » (1) il essaye de se suffire à lui-même.

Les membres de la Zadrouga étaient parents ; son patrimoine leur appartenait collectivement. Le travail était commun selon la devise communiste : « Chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins. » Le répartiteur du travail était le chef de la Zadrouga qui n'était pas nécessairement la personne la plus âgée, mais qui jouissait d'une autorité incontestable et auquel tous les membres obéissaient aveuglément.

Dans ces communautés familiales qui comptaient généralement 30-40 membres, les femmes tissaient le coton et la laine dont elles faisaient le costume national et le linge. Les peaux de bœuf donnaient les « opanaks » (2). A côté de leurs occupations avec la terre et le bétail, presque tous les membres de la Zadrouga connaissaient un métier. Il restait très peu de besoins pour lesquels on était obligé de s'adresser à la ville.

Les Zadrouga se sont maintenues jusqu'à ces derniers temps. D'après l'annuaire statistique du Royaume de Serbie de 1891, il y avait en Serbie, en 1890 encore, 43,03 % des familles avec 6 à 10 membres et 0,05 avec plus de 35 membres. En 1905, la proportion est restée presque la même, 42,65 % de familles

(1) Le mot Zadrouga est composé de deux mots serbes : Za = pour et droug = ami, camarade.

(2) Chaussure nationale très légère, faite de peau de bœuf.

avec 6 à 10 membres, et 0,04 avec plus de 30 membres.

Aujourd'hui, ces communautés se désagrègent sous l'influence de nouveaux faits économiques : internationalisation des marchés, machinisme, développement des grandes villes, qui ont contribué à la création de l'esprit individualiste chez le paysan serbe. Outre le mérite qu'elles ont eu d'avoir empêché la création du prolétariat agricole, elles ont eu celui plus grand d'avoir posé les bases des coopératives agricoles qui ont servi si utilement au développement de l'agriculture serbe et dont le nombre, seulement pour celles de crédit, était de 600 avant la Grande Guerre.

En souvenir des communautés familiales, les coopératives serbes ont conservé le nom de Zadruga.

Les guerres successives entre la Turquie et l'Autriche empêchaient le développement de la population. Au moment de la première insurrection, il n'y avait que 401.315 habitants ; ce chiffre s'est élevé à 956.893 en 1850. La densité de la population était très faible. En 1850 encore, il n'y avait que 26,4 habitants par kilomètre carré.

Dans les villes, les Turcs avaient le monopole des métiers. Les artisans serbes étaient extrêmement rares.

Cette vie d'économie agricole primitive ne donnait lieu à aucune organisation professionnelle.

Après la première insurrection de Kara Georges, en 1804, qui ne réussit pas, vint la seconde du prince

Miloch Obrénovitch qui parvint, en 1815, à se faire reconnaître par la Porte comme chef des Serbes. En 1830, il prend le titre de prince héréditaire et se fait reconnaître par le Sultan. La Serbie est devenue une principauté vassale de la sublime Porte.

Une fois libérés des seigneurs féodaux turcs, les Serbes commencent à affluer dans les villes, le paysan serbe commence à connaître de nouveaux besoins. Il achète et pour acheter il lui faut donner quelque chose en échange. Une fois l'argent comptant dépensé, la Zadrouga est obligée de vendre.

L'échange commence, le marché local se crée avec le bétail d'abord, avec d'autres produits agricoles ensuite. Les besoins du nouvel Etat augmentent et avec eux l'appel à l'impôt. Sous les Turcs, le paysan payait peu d'impôts en argent ; le principal se payait en nature. Le prince Miloch, en 1835, convertit tous les impôts en argent.

Devant tous ces besoins nouveaux, les membres de la Zadrouga commencent à se spécialiser. Ils avaient besoin de leur bétail, et pour répondre à ce besoin il a fallu échanger d'autres choses — le travail. Une fois spécialisés, les nouveaux artisans viennent s'installer en ville et leur nombre va en s'augmentant.

Cependant les nouveaux artisans ne sont pas capables de lutter contre la concurrence des étrangers et du commerce naissant. Le besoin d'association s'impose et les premiers corps de métier se créent ; d'abord à Belgrade, puis dans les autres villes. En

1830 il y en avait dix-huit ; ces corporations prennent le nom d' « esnaf », (mot turc).

Déjà, dans ses premières assemblées, le peuple demande les lois écrites. Après de nombreuses promesses, le prince Miloch nomme, en 1829, une commission qui devait donner au pays un code civil. La commission était chargée de traduire et d'appliquer à la situation sociale du peuple le Code Napoléon ou le code civil autrichien. De cette commission rien n'est sorti. Pendant tout son règne, du reste, le prince Miloch n'a pas donné de lois.

La première constitution serbe de 1838 ne mentionnait même pas le Parlement. Le prince Miloch continuait à régner par ses ordonnances et par le Conseil des Ministres nommé par lui.

L'œuvre de la législation et de la codification devait venir plus tard avec le prince Alexandre Karageorgevitch.

Succédant au régime turc qui, à côté de son incapacité ne se souciait guère du progrès et des réformes nécessaires au peuple serbe, le prince Miloch commence par édicter une réglementation des plus sévères. Comme le pays est essentiellement agricole, c'est par l'agriculture qu'il débute. Par son règlement sur la « campagne » du 5 juillet 1837, numéro 1.033 (1), il prescrit quel terrain chaque paysan doit ensemençer, la nature de la semence et à quelle époque les travaux agricoles doivent être finis.

(1) Slobodan Ionanovitch, Svetosar Markovitch- Belgrade 1910.

Ensuite, il réglemente l'emploi de l'outillage agricole.

Les moyens de culture étaient tout-à-fait rudimentaires ; la terre ne donnait que peu de produits que l'on ne pouvait exporter. Le prince Miloch remarqua que les principaux revenus devaient provenir de l'exportation des produits de la terre et qu'il faut une réglementation minutieuse pour inciter le paysan à perfectionner ses moyens de culture.

Il maintient en vigueur l'ordonnance de Karageorge qui fixait les salaires. D'après cette ordonnance, les ouvriers qui travaillent chez les particuliers et sont nourris par eux ne toucheront que 30 paras (1) par jour ; s'ils se nourrissent à leurs frais, ils auront le salaire de 50 paras. Les ouvriers agricoles qui sont ordinairement nourris par les personnes qui les occupent n'auront que 25 paras, (une para est égale à un centime). A côté des peines sévères, ceux qui ont touché ou payé en plus du salaire prévu par l'ordonnance, payeront une amende égale aux sommes touchées ou payées en plus. Telle était la sanction de l'ordonnance.

En 1831, il crée le premier atelier important. L'imprimerie de l'Etat pour laquelle le personnel et les ouvriers étaient appelés de l'étranger et payés plus que les ouvriers nationaux. D'ailleurs, pour tous les métiers qui n'existaient pas encore en Serbie, le

(1) Dragicha LAPTCHÉVITCH. -- *Histoire du Socialisme en Serbie*, Belgrade 1922.

prince Miloeh faisait appel aux artisans et ouvriers étrangers auxquels on offrait de nombreux privilèges.

Pendant ce temps, le marché local se développe. L'artisan travaille encore sur commande avec la matière qu'on lui apporte ou celle qu'il se procure. Les artisans serbes protestent contre les privilèges des artisans étrangers et se groupent dans les corps de métiers où ils tâchent d'obtenir le monopole des métiers avec la preuve de leur capacité. C'est la corporation obligatoire qui est le but de leurs revendications.

Ces corporations se fondent selon le type des corporations turques existantes ou le type des corporations autrichiennes.

Malheureusement, on n'a aucune documentation sur l'organisation et le fonctionnement de ces corporations, M. Krikner en a trouvé quelques traces dans les archives de l'Etat, dans la correspondance des corporations avec le prince Miloeh, le Conseil d'Etat et les pouvoirs administratifs. M. Ranoyevitch a plutôt puisé dans la tradition et le droit coutumier. C'est de ces deux sources que nous nous servons pour la description sommaire de ces premières corporations.

Une lettre de la corporation des potiers, du 22 IV 1825, conservée dans les Archives de l'Etat dans laquelle les potiers prient le prince Miloeh de leur accorder la permission de fonder la corporation obligatoire fermée (en serbe *esnaf*), nous prouve

qu'au début c'était lui qui autorisait la création des esnafs.

D'une décision du Conseil d'Etat du 21 mars 1840, n° 285, il ressort que plus tard, on a eu besoin d'une homologation des statuts par le pouvoir administratif.

De plusieurs autres lettres adressées au prince Miloeh, au Conseil d'Etat et autres pouvoirs administratifs, par lesquelles les artisans demandent l'autorisation de fonder un esnaf, on voit qu'ils se proposaient comme but la protection des artisans indigènes contre la concurrence des commerçants et des artisans étrangers et la défense de leurs privilèges.

Dans la lettre précitée des potiers, on découvre que les conditions d'admission pour les artisans étrangers étaient plus rigoureuses, au point de vue financier ; les marchands qui vendaient les objets fabriqués par la corporation devaient payer une contribution à la caisse de cette corporation.

En parlant des recettes de la nouvelle corporation, cette lettre dit (1) :

- 1° L'étranger qui viendrait exercer notre métier (ou ouvrirait une boutique où il vendrait la marchandise fabriquée par nous) doit payer à notre caisse 250 piastres.
- 2° Le compagnon qui a travaillé dans notre ville, doit payer 100 piastres à la caisse d'es-

(1) Dr Iovan, KRIKNER. — *Industrie and Industriepolitik Serbiens* Thèse, Leipzig, 1913,

naf au moment où il veut s'établir à son compte.

- 3° Celui qui arrive d'un autre esnaf et veut exercer dans notre ville le métier de la corporation, doit payer à celle-ci 150 piastres.
- 4° Chaque membre de l'esnaf payera une cotisation de 5 paras par semaine.
- 5° De même les marchands de la Save qui vendent les objets produits par la corporation et ne veulent pas être ses membres, payeront à sa caisse 10 paras par semaine.
- 6° Celui qui n'observe pas les règlements et les observations de la corporation, sera tenu à envoyer à l'église 1 à 5 ocas (1) de cire et à verser à la caisse d'esnaf 5 à 25 piastres.
- 7° Pour les fautes très graves, l'esnaf est libre d'appliquer l'amende qu'il veut.

Le désir d'obtenir le monopole est nettement exprimé.

Le contrôle des esnafs est exercé par la police. Ils étaient formés par les artisans et les marchands d'une ville ou d'un département et ses décisions ne concernaient que les artisans de cette ville.

Dès le début, les esnafs luttent pour devenir obligatoires, fermés et pour englober tous les artisans et marchands. Cependant, le sens de l'organisation leur manquait. L'autorité des esnafs souffrait des conflits incessants qui s'élevaient entre les divers esnafs ; les pouvoirs publics étaient accablés par les

(1) Une oca = 1,250 grammes.

nombreuses plaintes où divers esnafs réclamaient concurremment leur compétence sur les mêmes métiers.

Mais le plus grand obstacle à leurs efforts était l'absence de légalité des corporations elles-mêmes. Elles n'existaient et n'étaient régies que par le droit coutumier et la tolérance des pouvoirs publics et ne pouvait s'adresser à ces pouvoirs pour la sanction efficace de leurs décisions et la réalisation de leur but.

Bien plus, l'article 45 de la Constitution serbe de 1838 proclamait le principe de la liberté de commerce. En l'absence de toute autre réglementation, cet article était interprété dans le sens de la plus large liberté du commerce et du travail. M. Ranoyevitch trouve la preuve de cette interprétation officielle dans une instruction du Ministre de l'Intérieur du 2 septembre 1844 qui finit par :

« ... il ressort qu'on ne peut interdire à personne
« l'exercice libre de son métier. »

Cette interprétation large de l'article 45 et le manque de sanctions légales faisaient que les artisans étrangers et les marchands n'attribuaient aucune importance aux esnafs existants et que la lutte de ces derniers pour les englober devait être stérile.

Le sort des *compagnons* et des *apprentis* et leurs rapports avec les maîtres n'était régi par aucun règlement. Les conflits sont tranchés par le juge qui n'est tenu par aucune obligation légale, sauf la coutume existant sur le territoire de la corporation,

Cet état de choses ne pouvait se prolonger. Devant le nombre de plus en plus considérable des conflits et des plaintes, les pouvoirs publics se rendirent compte de la nécessité d'une réglementation légale du travail.

De leur côté, malgré toute absence de protection légale, les esnafs croissaient en nombre. De 18 en 1830, leur nombre atteint 79 en 1847. Au moment où la loi fut votée, il existait 79 esnafs de métiers suivants (1) :

Tailleurs costume national.....	13
— — civil	8
Boulangers	8
Pêletiers	7
Teinturiers	4
Selliers	4
Savonniers	4
Menuisiers	3
Forgerons	3
Coiffeurs	2
Cordonniers	2
Potiers	2
Armuriers	1
Limonadiers	1
Pêcheurs	1
Joailliers	1
Marchands de légumes.....	1
Tapissiers	1
Menuisiers	1

(1) D'après Ranoyevitch.

Artisans en peau.....	1
Artisans en couverture.....	1
Artisans en coutellerie.....	1
Artisans en bâtiment.....	1

La classe croissante des artisans a trouvé déjà un appui dans l'organisation corporative. Non contente de ses associations sans sanctions légales, elle commence, dès 1825, à réclamer une réglementation du travail.

Le journal du Ministère de l'Intérieur des années 1839, 1840, 1844, 1847, contient de nombreuses réclamations dans ce sens.

Comme le pouvoir législatif était réuni à cette époque au pouvoir administratif dans les attributions du Conseil d'Etat qui seul avait l'initiative des lois, poussé par de nombreuses réclamations, le Ministre de l'Intérieur soumet, en 1844, à cette assemblée, le texte de cette proposition :

« Sur l'instigation de nombreux préfets priés par
 « les corporations intéressées de me proposer une
 « réglementation des corporations qui règlera le tra-
 « vail des artisans et des marchands, je soumets ces
 « demandes au Conseil d'Etat...»

En même temps, le Conseil d'Etat était saisi par un projet de règlement de la part de la Municipalité de Belgrade qui devait réglementer le travail des artisans et des marchands de cette ville.

Se rendant compte que le mouvement devenait très fort, le Conseil d'Etat s'empresse de nommer une commission qui devait élaborer un projet de loi. Le

projet élaboré par cette commission est soumis, par l'intermédiaire du Ministre de l'Intérieur aux corporations, pour qu'elles puissent formuler leurs observations et desiderata.

Sous le n° 313 i du 22-VI-1845, le Ministre de l'Intérieur renvoie le projet au Conseil d'Etat avec les observations de quatre corporations.

Le Conseil d'Etat nomme alors une commission de cinq membres qui était chargée d'élaborer de ces deux projets un projet définitif de la loi.

C'est ce nouveau projet, avec des modifications sans importance, qui est promulgué le 14 août 1847 par le prince Alexandre Karageorgevitch et qui est devenu « la loi des corporations », la première loi du travail dans la nouvelle Serbie.

CHAPITRE II

La loi des esnafs du 14 août 1847

La loi contient cinq titres avec 138 articles, une conclusion et un supplément. Nous allons faire l'exposé de ses dispositions en respectant l'ordre que le législateur lui a donné.

Les apprentis. — Le consentement du père ou du tuteur est indispensable pour l'apprenti mineur ou orphelin. Les apprentis lettrés seuls peuvent entrer dans le commerce ; dans les métiers on admet temporairement les illettrés (1). La durée de l'apprentissage est laissée à la libre volonté des parties contractantes et à la coutume de l'esnaf. Le patron peut exiger une rémunération pour son enseignement, laquelle lui sera payée en argent ou par un apprentissage prolongé.

L'apprenti doit le plus grand respect et obéis-

(1) En 1866 il n'y avait en Serbie que 4,2 % d'habitants lettrés.

sance à son maître, à la femme de celui-ci et aux compagnons. Il doit exécuter avec bonne volonté et zèle tous les travaux domestiques que le contrat prévoit ou que les apprentis font habituellement.

Le devoir du maître envers son apprenti est de l'enseigner de telle manière qu'il puisse passer l'examen de compagnon à la date fixée dans le contrat.

Même dans le cas où il serait capable de passer l'examen avant ce terme, l'apprenti doit rester chez son maître jusqu'à l'expiration de son contrat. Le maître est également tenu de le garder pendant ce temps.

Avant le terme, le maître peut congédier l'apprenti dans les cas suivants :

a) Si l'apprenti devient malade, d'une maladie contagieuse, dangereuse pour les familiers de la maison ou s'il devient physiquement ou mentalement si faible qu'il ne puisse travailler et s'instruire régulièrement.

b) Si l'apprenti vole, cause du dommage, vagabonde ; s'il complote avec quelqu'un de la maison pour la perte ou le déshonneur du maître, et, en général, s'il se conduit mal et s'il ne veut ou ne peut pas se corriger.

L'apprenti pourra quitter son maître :

Si le patron ne remplit pas ses obligations contractuelles, ne lui enseigne pas suffisamment le métier, le traite trop sévèrement, abusant de son pouvoir, lui apprend ou l'oblige à commettre des actions mauvaises, contraires aux lois et aux bonnes mœurs,

ou si le patron est tombé dans une misère telle qu'il ne peut plus instruire son apprenti dans la mesure nécessaire ni lui donner le travail qu'il faut.

Dans tous les cas, le chef de l'esnaf doit être averti. Il fera une rapide enquête, établira la faute et rayera l'apprenti du registre s'il doit quitter son maître.

La mort d'une des parties contractantes met fin au contrat. Dans le cas de décès du patron, l'apprenti est libre de s'engager chez un autre maître ; mais au cas où la veuve continuerait le travail de son mari, il pourra rester sous la direction du compagnon choisi par elle.

Tout dommage causé intentionnellement ou par négligence par l'apprenti sera payé par lui ou par la personne qui se sera portée garante pour lui.

L'examen d'apprenti. — Avant de devenir compagnon, l'apprenti doit passer l'examen.

Après avoir constaté dans le registre que le temps de l'apprentissage est écoulé, le chef de l'esnaf formera une commission d'examen qui sera composée : de lui-même, du vice-président et d'un des meilleurs membres de l'esnaf. L'examen consistera dans des interrogations sur le travail du métier, les outils et le matériel employé. Pour prouver ses connaissances pratiques, l'apprenti exécutera un certain travail devant la commission.

Ceux qui auront fait leur apprentissage dans une école professionnelle ne seront examinés que sur le côté technique du métier.

Le chef de l'esnaf inscrira le candidat admis dans

le registre des compagnons de l'esnaf et lui délivrera le brevet d'apprentissage. En cas d'insuccès, la Commission examinera à qui en revient la faute. Si elle décide que l'incapacité de l'apprenti est imputable au patron, le chef de l'esnaf, au nom de l'esnaf, décidera de faire continuer l'enseignement de l'apprenti par un autre maître, aux frais du premier. Si le patron n'est pas responsable de l'échec, l'apprenti continuera son enseignement chez lui et se présentera pour l'examen quand il sera capable de le passer.

Les parties peuvent se pourvoir contre ces décisions devant le commissaire de l'esnaf qui fera une enquête avec le chef de la corporation et enverra le dossier, s'il le juge utile, à l'autorité administrative compétente. Celle-ci pourra soit ordonner la formation d'une nouvelle commission impartiale devant laquelle l'apprenti passera l'examen, soit sanctionner la décision de la première commission.

Les taxes suivantes seront perçues par l'esnaf :

Pour l'inscription dans le registre des compagnons : 1 zvanzik (1).

Pour le brevet d'apprentissage : 3 zvanzik.

Pour chaque membre de la commission d'examen : 2 zvanziks.

Les taxes ne seront pas payées par les apprentis, fils d'un membre de la corporation, et l'indemnité dûe aux membres de la commission sera, dans ce cas, payée par la caisse de l'esnaf.

(1) Un Zvanzik — 0 fr. 80.

L'apprenti est libre après l'examen de se chercher un patron dans n'importe quelle localité, si toutefois le contrat d'apprentissage ne prévoit pas qu'il doive rester encore quelque temps chez son maître.

Les compagnons. — Chaque compagnon arrivant dans une localité doit se présenter devant l'autorité administrative ou devant le chef de l'esnaf compétent. Le chef l'inscrira dans le registre des compagnons, après avoir vérifié son brevet d'apprentissage, et lui désignera le patron chez lequel il trouvera du travail ou lui laissera le libre choix du patron.

Au patron, l'apprenti présentera son brevet d'apprentissage avec ses autres certificats et arrêtera avec lui les conditions du travail. La durée du travail sera fixée d'après la coutume de la corporation, mais on prendra comme principe que le travail est stipulé pour six mois ou un an. Pour le travail à façon, on n'observera pas la condition du temps.

Le compagnon peut entrer chez le patron qu'il veut. S'il s'adresse à l'esnaf pour lui en trouver un, on lui indiquera d'abord celui qui s'est le premier adressé à l'esnaf pour avoir un compagnon. Toutefois, on donne la priorité, sous des conditions égales du travail, au patron malade ou à la veuve d'un patron décédé.

Si le compagnon ne veut pas rester chez son maître, à l'expiration du contrat, il doit l'en avertir quatorze jours à l'avance. Le patron, par réciprocité, doit observer le même délai.

Le compagnon doit respecter son patron, défendre les intérêts et la bonne renommée de celui-ci et exécuter avec le plus grand zèle les travaux qui lui sont confiés.

En retour, le patron doit le traiter convenablement, comme son aide, et ne pas lui confier les travaux des apprentis et des domestiques.

Avant le terme convenu et à tout moment, le patron, l'artisan ou le marchand, peut congédier son compagnon :

- 1° Si le compagnon n'exécute pas les travaux comme l'indique le contrat.
- 2° S'il ne se conduit pas convenablement envers son patron ou les familiers de la maison, ou s'il répand de faux bruits qui nuisent à l'honneur ou au crédit du maître.
- 3° S'il trouble la paix et l'ordre de la maison, ou s'il est devenu gravement malade d'une maladie contagieuse.
- 4° S'il vole ou cause du dommage, ou influence d'autres personnes à ces deux actions ; s'il veut déshonorer le patron dans la maison, et enfin s'il ne traite pas ses apprentis avec humanité.
- 5° S'il est devenu incapable physiquement ou mentalement de bien travailler ou si le patron est tombé dans une misère telle qu'il ne peut plus ni lui donner du travail ni l'entretenir.

Le patron doit avertir le chef de l'esnaf du congé

qu'il a donné à son compagnon pour un des motifs sus-mentionnés.

Le compagnon pourra quitter son patron avant le terme sans être tenu d'observer le délai de congé :

S'il est devenu physiquement ou mentalement incapable de continuer le travail, si le patron le traite trop sévèrement d'une manière évidente, si le patron l'oblige aux actions contraires aux lois et aux bonnes mœurs, s'il lui retient son salaire sans raison plausible ou s'il ne lui donne pas régulièrement la nourriture.

Si le patron congédie son compagnon sans s'appuyer sur des raisons basées sur la loi, il doit lui payer tout le temps du contrat, plus quatorze jours du délai de congé.

Dans le même cas, le compagnon sera forcé par l'esnaf ou la police, de travailler jusqu'à l'expiration du délai, ou si cela ne lui est pas possible, de payer au patron des dommages-intérêts pour l'avoir quitté subitement. Jusqu'à ce qu'il se soit exécuté, on ne lui délivrera pas son brevet d'apprentissage ni ses certificats.

Au moment où le compagnon quitte son travail, le patron doit lui donner un certificat où il sera mentionné combien de temps il a été occupé par lui et comment il a exécuté les travaux qui lui ont été confiés.

Le compagnon est libre d'entrer chez un patron de la même localité, ou d'aller dans une autre.

Les compagnons sont tenus d'aller à l'église et

d'assister à la messe les jours fériés et de communier, d'après le rituel de l'Eglise, pendant le Carême. L'esnaf veillera à ce qu'ils remplissent leurs devoirs de chrétiens.

Si le compagnon s'occupe temporairement des travaux d'un autre genre, il ne perd ni ses droits ni ses prérogatives.

Des patrons et des marchands membres d'esnaf. — Tous ceux qui désirent exercer un métier ou le commerce privilégié, doivent passer l'examen prouvant qu'ils ont les capacités nécessaires pour accomplir le travail désiré.

La commission d'examen est composée d'artisans ou de commerçants reconnus honnêtes et capables et qui ne sont ni parents ni ennemis du candidat. Le chef de l'esnaf ou son substitut présidera la commission.

Deux membres seront choisis par l'esnaf, un par la police et un quatrième par le candidat lui-même. De cette manière, la Commission sera toujours composée de quatre membres et d'un président.

L'examen de maîtrise. — L'artisan doit d'abord produire devant la Préfecture :

- 1° La preuve qu'il est majeur, ou comme tel, reconnu par la loi.
- 2° Les certificats sur son travail antérieur dans le métier et l'enseignement acquis.

Après l'examen des certificats, la préfecture enverra le dossier au chef de l'esnaf par l'intermédiaire du commissaire de l'esnaf, avec le nom du patron

choisi par elle comme membre de la Commission d'examen.

D'accord avec le commissaire, le chef convoquera l'assemblée de l'esnaf et lui présentera la demande.

Si l'assemblée trouve tout en ordre, elle désignera deux membres de la Commission d'examen.

Après la décision de l'assemblée, l'esnaf convoquera la commission d'examen qui examinera le candidat impartialement.

L'examen portera sur deux épreuves: l'une orale et l'autre technique. Dans la première, le candidat sera interrogé sur le matériel avec lequel on produit les articles, la préparation de ce matériel et la façon de reconnaître sa bonne ou sa mauvaise qualité.

La seconde épreuve est le fameux « chef-d'œuvre ». Ce travail pratique sera exécuté devant la commission ou devant les personnes désignées par elle pour surveiller tous les détails de l'exécution. Par cet article, le candidat doit prouver sa capacité technique.

Les marchands qui ont fait des études commerciales dans une école professionnelle du pays ou de l'étranger, ou qui ont fait l'apprentissage en règle et au moins pendant deux ans le compagnonnage dans une bonne maison de commerce, seront libérés de l'examen.

La procédure préalable de l'examen est ici la même que pour les artisans. Le candidat doit démontrer sa connaissance de la comptabilité et de la correspondance commerciale, du commerce et des articles du commerce qu'il désire exercer.

La Commission sera d'autant plus exigeante que le commerce est plus important et que le candidat possède moins de certificats sur son travail antérieur dans ce genre de commerce.

L'assemblée de l'esnaf examinera le rapport de la Commission d'examen et, si elle le juge favorable, reconnaîtra le candidat comme maître et lui délivrera la lettre de maîtrise signée par le chef et muni du cachet de l'esnaf. La lettre de la maîtrise sera enregistrée à la préfecture.

Si le rapport de la commission est défavorable, l'assemblée refusera l'admission. Le candidat pourra se représenter dans le délai d'un an pour subir les épreuves d'un nouvel examen.

Le candidat peut se pourvoir contre la décision de la commission d'examen devant le Ministre de l'Intérieur qui validera la décision ou ordonnera un nouvel examen. Dans le cas où l'enquête démontrerait une irrégularité, la première commission où le candidat seront punis d'après les sanctions que la loi prévoit.

Le candidat payera les droits suivants :

- 1° Pour l'inscription dans le registre des maîtres, 2 impériales (1) l'artisan et 4 impériales le marchand.
- 2° Pour la lettre de maîtrise, 2 impériales l'artisan et 4 impériales le marchand.
- 3° Pour la réunion de l'esnaf, s'il est convoqué

(1) Un impérial avait la valeur de dix couronnes autrichiennes en or.

par lui, 1 impériale l'artisan et 2 impériales le marchand.

4° A chaque membre de la commission d'examen, par jour 3 zvanzik.

Ceux qui, dans les faubourgs des grandes villes ou dans les petites villes, tiennent des boutiques sans importance avec marchandise mixte (épiceries, pour la plupart) dont la valeur ne dépasse pas 1.000 piastres et qui n'ont pas besoin d'apprentis ou de compagnons, n'entrent pas dans l'ordre des commerçants. Ils peuvent obtenir l'autorisation d'ouvrir la boutique après avoir produit à la préfecture le certificat de bonnes mœurs de leur commune.

Si, plus tard, ils veulent agrandir leur boutique et exercer un commerce privilégié, ils doivent se conformer à toutes les règles de cette loi.

Les droits des membres de la corporation. — Le maître d'un métier privilégié doit être reconnu maître de tous les esnafs du même métier et il pourra exercer son travail dans n'importe quelle localité. Il sera tenu seulement, en cas de déménagement, de se faire rayer du registre de la corporation à laquelle il a appartenu jusqu'à ce jour, et de se faire inscrire dans la nouvelle corporation à laquelle il ne payera que le droit d'inscription.

Les droits du maître d'un corps privilégié sont les suivants :

- 1° Il peut recevoir des commandes, même des personnes qui ne sont pas de sa localité.
- 2° Il peut vendre des objets produits dans son

atelier, dans tous les marchés et foires du pays.

3° En tout temps, il peut envoyer dans les localités qui n'ont pas suffisamment d'artisans, ses articles pour être vendus pour son compte par les artisans et marchands de ces localités.

4° Il peut se procurer partout, ou faire lui-même, le matériel et les outils nécessaires pour son travail.

5° Il peut avoir des apprentis ou des compagnons en nombre illimité.

Il aura aussi le droit de s'occuper de tous les métiers libres, sans aucune procédure spéciale, de sorte que, dans les petites localités et les villages où il n'y a pas de commerce organisé en corporation, les maîtres pourront vendre la marchandise mixte de divers commerces et les articles produits par différents métiers pour la consommation quotidienne des habitants. Cependant, pour l'exercice de ce dernier droit, les maîtres doivent obtenir l'autorisation du pouvoir local.

Le maître pourra tenir une quantité illimitée du matériel de son métier et vendre ledit matériel en pièces, mais pas au détail. Ainsi, un tailleur peut vendre des pièces d'étoffe, un fourreur des peaux non préparées, etc...

L'atelier pourra continuer le travail au profit des orphelins d'un maître décédé, sous la direction d'un compagnon et la surveillance d'un tuteur.

Les marchands privilégiés ont les droits suivants:

1° En outre du magasin attenant à leur domicile, d'en ouvrir d'autres dans n'importe quelle localité avec l'autorisation des pouvoirs locaux et des esnafs intéressés.

2°. Comme les artisans, d'employer un nombre illimité d'apprentis et de compagnons.

Le marchand qui a obtenu la lettre de maîtrise, fera partie ipso facto de l'esnaf de son commerce. Le principe est qu'il ne pourra vendre que les articles du commerce qui entrent dans la compétence de la corporation. Mais les articles suivants de la loi s'éloignent pour beaucoup du principe posé et donnent aux commerçants de nombreuses prérogatives. Un mercier ne vendra que de la mercerie, l'épicier de l'épicerie, un potier de la poterie, etc., d'après le principe. Mais, chaque marchand privilégié pourra aussi, en plus de son commerce spécial, s'occuper de l'achat et de la vente des produits agricoles : blé, nourriture, céréales, farine, légumes, cire, miel ; de même le bétail et les produits de celui-ci : peaux, laine, graisse ; puis, le bois, le vin, l'eau-de-vie, etc., etc.

Ils pourront, en outre, tenir dans leurs boutiques, tous les produits des métiers qui n'existent pas encore dans le pays ou ne sont pas produits en qualité ou en quantité suffisante pour répondre aux exigences des consommateurs. De même les articles pris par les artisans en commission. Il peut aussi vendre tous les produits des métiers libres qui ne sont pas organisés en corporation.

Enfin, un marchand peut toujours, auprès de son commerce principal, en créer un autre, après avoir obtenu la permission de l'esnaf. Ainsi, un magasin d'objets et d'outils en fer peut en même temps vendre des pots et du linge.

Les mêmes privilèges sont concédés par la loi aux veuves et aux orphelins des marchands et des artisans.

Le maître ou le marchand ne peuvent perdre leurs droits ni temporairement, ni pour toujours, qu'en vertu d'une décision légale judiciaire.

Organisation de l'esnaf. — Dans toutes les communes où cela sera possible, les maîtres formeront des corporations d'un seul métier qui porteront le nom d'esnaf.

Comme pour le moment, on ne peut former des corporations pour chaque métier et chaque commerce, dans chaque commune, avec le nombre de membres nécessaires, il est permis aux artisans des métiers similaires de ne former qu'une corporation unique.

Si, même en ce cas, la formation de l'esnaf n'est pas possible, les artisans et les marchands de plusieurs communes formeront un esnaf.

L'esnaf doit avoir au moins douze membres. Cependant, le Ministre de l'Intérieur pourra en permettre la formation avec un plus petit nombre s'il voit l'utilité pour certaines branches d'être constituées en esnaf.

Les esnafs qui ont existé d'après le droit coutumier doivent se conformer le plus vite possible aux dispositions de cette loi. Les esnafs des métiers qui ne sont pas énumérés dans le paragraphe 92 sont supprimés par cette loi.

Le paragraphe 92 énumère les métiers et les commerces qui seront obligés de former immédiatement les corporations obligatoires sous la forme prescrite par cette loi.

- I. *Commerce* : 1° Magasins de mode ; 2° épiceries ; 3° poteries.
- II. *Métiers* : 1° Tailleurs ; 2° tailleurs de costumes nationaux ; 3° fourreurs et pelletiers ; 4° bottiers et marchands de pantoufles ; 5° cordonniers en chaussures nationales (opantchari) ; 6° boulangers et pâtissiers ; 7° savonniers et marchands de bougies ; 8° forgerons, serruriers ; 9° ferblantiers et quincailliers ; 10° menuisiers ; 11° charretiers ; 12° tanneurs ; 13° potiers ; 14° teinturiers ; 15° vanniers ; 16° tonneliers ; 17° joailliers ; 18° armuriers ; 19° coiffeurs ; 20° métiers du bâtiment.

Si, dans un esnaf mixte, les membres d'un métier deviennent après quelques temps si nombreux qu'ils puissent à eux seuls former leur propre esnaf, et si les deux tiers d'entre eux se prononcent pour cette fondation, ils peuvent se retirer et former l'esnaf à eux seuls.

Si plusieurs esnafs existants veulent se fusionner

en un seul, leurs fonds entrent dans la caisse du nouvel esnaf commun.

Le Ministre de l'Intérieur seul pourra autoriser la fondation d'un esnaf. Il veillera à ce que ceux qui existent et ne sont pas supprimés par la présente loi se conforment aux dispositions de cette loi ; il donnera les autorisations demandées et, de sa propre initiative, il créera des nouveaux esnafs dès que leur utilité se fera sentir.

Tous les esnafs demeurent sous le contrôle du pouvoir administratif et doivent exécuter toutes les demandes et tous les ordres de celui-ci.

Le but principal des nouveaux esnafs est d'agir pour le bien de la classe des artisans et marchands, d'après les dispositions légales, afin que les métiers et le commerce du pays progressent et fleurissent.

Pour atteindre ce but, les esnafs veilleront à ce que les apprentis et les compagnons soient régulièrement pris dans le travail, à ce qu'on leur donne un enseignement nécessaire et à ce qu'ils se conduisent bien. Ils veilleront encore à ce que leurs membres, maîtres et marchands, répondent à leurs obligations selon les règles de cette loi et mènent une vie exemplaire.

Si les recettes ne suffisent pas pour les frais de l'esnaf, l'assemblée pourra décider qu'une cotisation sera perçue par les membres, proportionnellement à leur fortune et à l'importance de leurs boutiques.

La loi prévoit pour les *dépenses* :

1° Aide aux membres âgés ou malades qui sont

dans la misère et ne peuvent gagner leur vie.

- 2° Frais d'enterrement des membres pauvres.
- 3° Allocations aux veuves et aux orphelins des membres. Aide surtout à ces derniers afin d'apprendre un métier ou de recevoir une instruction autre.
- 4° Frais de voyage alloués aux bons compagnons, quand ils sont dans le besoin et surtout au cas où ils tomberaient malades.
- 5° Frais de service, à l'église, pour la messe anniversaire de la fête du patron de l'esnaf.

Le chef de l'esnaf et son aide rempliront leurs fonctions gratuitement.

L'esnaf aura son cachet qui sera apposé sur chaque acte.

Les assemblées de l'esnaf. — L'assemblée sera tenue au moins une fois par an, mais si le besoin s'en fait sentir, elle pourra se réunir plusieurs fois.

Tous les membres de l'esnaf peuvent assister à l'assemblée. Le commissaire de l'esnaf la préside ; à sa droite est placé le chef, à sa gauche le substitut, puis les autres membres, d'après l'âge. Le protocole sera tenu par le membre désigné à cet effet.

Les principales questions dont l'assemblée s'occupera sont :

- 1° Vérification des comptes.
- 2° L'autorisation des dépenses prévues de l'année courante et de celles que le chef ne peut

faire sans autorisation préalable de l'assemblée.

- 3° Fixation des cotisations s'il y a lieu.
- 4° L'admission des compagnons dans le rang des maîtres et marchands, et leur admission au sein de l'esnaf.
- 5° Election du chef de l'esnaf et de son aide ; nomination d'un garçon qui convoquera les membres et percevra les cotisations.
- 6° Conciliation et arbitrage des différends entre les membres de l'esnaf et entre les membres et leurs apprentis ou compagnons ; différends que le chef ne pourra concilier lui-même ; discussions de toutes les questions qui intéressent l'esnaf et qui ne peuvent être réglées que par l'assemblée.
- 7° Propositions aux pouvoirs publics pour le progrès et le développement des métiers et du commerce.
- 8° Lecture des avis et ordres des pouvoirs publics concernant les esnafs ou les métiers et commerce en général.

La majorité simple des membres suffit, mais pour que la décision soit valable, il faut qu'au moins deux tiers des membres soient présents.

Les devoirs du commissaire, du chef et des membres de l'esnaf. — Le préfet ou un de ses fonctionnaires serait le commissaire des esnafs de Belgrade. Dans les autres communes, ce serait le vice-préfet

ou un des sous-préfets. La même personne peut remplir le rôle du commissaire dans plusieurs esnafs.

Ces devoirs sont :

Présider les assemblées des esnafs, veiller qu'aux assemblées on ne discute que des questions intéressant les esnafs et à ce que la discussion se poursuive en ordre et légalement. Signer en ajoutant les mots « en ma présence » toutes les demandes que l'esnaf adressera aux pouvoirs publics. Contrôler les opérations financières et les livres de l'esnaf. Contrôler le travail du chef et de son aide, de manière que personne ne soit victime d'une injustice.

Le chef de l'esnaf est élu au début de chaque année parmi les plus âgés et les plus respectables membres. Chaque membre doit accepter l'élection. Seuls, les chefs sortant ont la possibilité de ne pas accepter la charge pendant deux ans.

Le chef de l'esnaf veille sur les intérêts de la corporation et sur l'observation de la loi, manie les fonds, perçoit les cotisations, concilie les différends, tient les registres, forme les commissions d'examen, autorise les dépenses moins importantes, signe tous les actes de la corporation et représente celle-ci dans toutes ses actions.

Pendant son absence le chef est remplacé par son aide.

Les devoirs des membres de l'esnaf sont :

1° Assister aux assemblées d'esnaf. Maladie,

voyage, raisons de famille et intempéries sont les seules excuses.

2° Exécuter les recommandations et ordres des esnafs et des autorités.

3° Exercer seulement les travaux auxquels cette loi leur donne droit.

4° Tenir les livres et inventaires de leurs boutiques.

Les métiers non énumérés dans l'article 92 restent libres et une simple déclaration suffit pour leur exercice.

CHAPITRE III

Analyse critique de la loi

Au milieu du xix^e siècle, quand la plupart des Etats eurent adopté le principe de la liberté du travail, proclamé par la Révolution française et l'incompatibilité de ce principe avec le régime corporatif, la première loi générale du travail en Serbie, introduisit ce régime.

On connaît trop le régime turc pour ne pas se rendre compte des conditions intellectuelles dans lesquelles ont vécu les peuples qui y étaient soumis.

Après un esclavage de plus de quatre siècles (1389-1806) sous le joug turc, le premier soin des chefs révolutionnaires fut de créer des écoles qui n'existaient pas sous les Turcs, mais ce fut là un travail qui ne pouvait se faire rapidement. Quelques années après la libération, en 1820, il n'y avait encore que 20 écoles avec autant d'instituteurs et 450 écoliers

dans toute la Serbie. Les intellectuels qui devaient poser la base de la première législation du nouvel Etat et le doter des institutions nécessaires, manquaient.

De l'autre côté de la Save et du Danube, existait le puissant Empire autrichien dans lequel il y avait plus de Serbes que dans la Serbie libre.

Les Serbes de l'Autriche ayant vécu sous un régime plus avancé qui permettait le développement intellectuel, comptaient parmi eux un grand nombre d'hommes d'une culture réelle. Il est tout naturel que les premiers princes serbes ne trouvant pas un nombre suffisant de collaborateurs capables de les aider dans l'œuvre difficile de la constitution du nouvel Etat, aient fait appel aux Serbes de la monarchie voisine.

Ceux-ci répondirent à cet appel et apportèrent tout leur concours à l'œuvre de l'instruction publique et à la législation en Serbie. Imbus de la culture germanique, ces hommes ont transporté en Serbie les institutions autrichiennes qu'ils connaissaient.

Sortie à peine de l'économie familiale, la Serbie avait à ce moment besoin de former des artisans capables de lutter contre la concurrence étrangère et les marchands, et de développer la petite industrie naissante. La corporation obligatoire devait les aider à atteindre ce but ainsi que de contribuer à la consolidation de l'ordre social avec sa discipline intérieure.

Une analyse critique des dispositions de la loi et

l'étude de son application nous montrera dans quelle mesure le législateur y a réussi.

Ce qui frappe à première vue, c'est le manque de contrôle de la part de l'État sur les agissements de l'esnaf et les grands pouvoirs que la loi concède à l'esnaf, même dans des questions primordiales qui devraient intéresser au plus haut point l'autorité administrative. L'institution du commissaire de l'État devrait être une sauvegarde d'intérêts du personnel et du consommateur, mais cette utile fonction fut supprimée après quelques années et la puissance des maîtres devint absolue.

Un autre défaut de la loi était la défense faite aux compagnons de s'associer. Ils devaient subir leur sort sans pouvoir exercer aucune influence sur les agissements de l'esnaf.

La loi ne prévoit presque aucune protection *pour l'apprenti*. L'article 8 donne toute liberté aux parties contractantes qui ne sont tenues que d'observer « les coutumes de la corporation ». Terme trop vague. Ce sont les maîtres seuls qui siègent dans la corporation et il est évident qu'ils en profiteront pour exiger un temps plus long qu'il n'est nécessaire pour la formation d'apprentis, de telle manière que vers la fin de l'apprentissage les apprentis étant déjà des compagnons formés, assurent au maître une main-d'œuvre qui leur fournit un travail gratuit pendant un temps assez long. Cette main-d'œuvre gratuite s'augmentait encore par la faculté pour le maître de prendre autant d'apprentis qu'il voulait, car

la loi ne limite nulle part le nombre des apprentis.

La conséquence de cette faculté fut que les compagnons, après avoir passé leur examen d'apprentissage, ne pouvant trouver du travail, chômaient ou travaillaient clandestinement pour leur compte; ils produisaient ainsi des objets d'une qualité souvent inférieure et faisaient concurrence aux maîtres. Le contrôle des pouvoirs publics était faible et ne pouvait empêcher leur travail clandestin.

Ce défaut de protection des apprentis se retrouve encore dans l'article 13 de la loi qui permet expressément aux maîtres d'employer l'apprenti dans tous les travaux domestiques. Les maîtres pouvant occuper un nombre illimité d'apprentis, étaient assurés de tous les travaux de la maison sans avoir à payer des domestiques ou des journaliers. Non seulement ils ont profité, mais encore ils ont abusé de cette concession nouvelle de la loi. Il n'était pas rare de voir en Serbie, trente ans après la promulgation de cette loi, les apprentis exécutant dans la neige, pieds nus, les travaux les plus difficiles; d'ailleurs, leurs principales occupations étaient de traîner d'énormes seaux d'eau et de garder les enfants.

Les tuteurs et les parents n'opposaient aucune résistance aux maîtres à l'occasion de l'exécution du contrat. Le plus souvent, c'étaient des enfants très pauvres ou des orphelins qu'on donnait comme apprentis. Tout ce que le tuteur voulait savoir, c'est que l'enfant ne lui coûterait plus rien; la durée de l'apprentissage l'intéressait peu et on ne connaît que

trop en Serbie, les mots avec lesquels un tuteur laissait l'enfant au maître :

« A toi la chair, à moi les os ».

Ce qui voulait dire que le maître avait toute liberté pour battre l'enfant s'il n'était pas obéissant, jusqu'au moment où, n'ayant plus de chair il ne lui resterait que les os ; il pourrait alors le renvoyer à la maison.

Pour comble, l'article 16 donne au maître le droit de congédier son apprenti pour cette simple raison : « qu'il se conduit mal ». Encore une expression trop vague. Ce prétexte permettait aux maîtres de congédier à tout moment leurs apprentis et notamment à l'époque proche du terme de l'examen. Il est vrai que la loi prévoyait que l'esnaf devait régler le différend mais l'esnaf, c'était en quelque sorte le maître.

Toute entente secrète suivie de la cessation collective du travail est punie, d'après la loi, d'un à six mois d'emprisonnement. La loi laisse les ouvriers complètement à la merci des maîtres.

Les examens d'apprentis se passaient sans aucun contrôle de l'autorité administrative ; c'est seulement au moment où on lui demandait l'enregistrement du brevet d'apprentissage que la police pouvait vérifier si l'esnaf était compétant et si l'examen avait porté sur les deux parties prévues par la loi.

De même pour l'examen de la maîtrise, il n'y avait aucun contrôle administratif. Comme chaque nouveau candidat représentait un concurrent sur le mar-

ché local et une diminution du travail pour les autres membres, il est évident que les maîtres ont usé de cette liberté pour refuser les nouveaux candidats, même s'ils démontraient leurs capacités. Il fallait sauvegarder le monopole.

Le vœu platonique de la loi qui faisait appel à la conscience des examinateurs était lettre morte du moment qu'elle n'avait pas prévu la surveillance nécessaire de cette conscience. D'autre part, on n'était pas sûr souvent, des capacités des candidats qui étaient admis à l'examen. La loi n'a pas fait l'énumération des métiers similaires et connexes ; ainsi les corporations se sont formées de métiers extrêmement divers et il arrivait souvent, dans les corporations mixtes, qu'un tailleur était examiné par un jury composé de cordonniers et de barbiers.

Ainsi cet examen de maîtrise, ce chef-d'œuvre par lequel le législateur espérait surtout former une classe d'artisans capables, a perdu son importance parce que la loi n'a pas déterminé quels métiers similaires pouvaient former une corporation et parce que les autorités permettaient aux métiers les plus différents de former une corporation unique qui pouvait désigner librement les commissions d'examen pour tous les métiers qui la composent sans être tenues d'observer la spécialisation des membres du jury.

Profitant de cette lacune, les membres des esnafs mixtes considèrent comme leur droit d'exercer tous les métiers qui entrent dans la corporation mixte, sans passer d'examens spéciaux.

Les dispositions de l'art. 55, en vertu de laquelle le candidat qui désire devenir maître doit être domicilié dans la commune de son esnaf, n'était pas non plus respecté. Très souvent, invité par l'esnaf compétent à se conformer, un artisan qui n'avait pas le brevet d'apprentissage et la lettre de maîtrise, passait dans une ville voisine qui avait un esnaf mixte et rentrait après vingt-quatre heures muni de ces certificats, après avoir payé des taxes élevées.

Cette lacune détruisit le principe posé par l'article 3 de la distinction des métiers libres et de ceux soumis à un examen préalable et a, de plus, entraîné de nombreux conflits entre diverses corporations sur leur compétence réciproque.

On est allé si loin qu'on a même formé des corporations entre les artisans et les marchands bien que la loi n'ait prévu nulle part ce genre de corporation mixtes.

Le nombre de membres d'un métier doit être *au moins de cinq* afin de pouvoir, à chaque moment, composer une commission d'examen de la maîtrise ; cependant, l'article 90 donne le pouvoir au Ministre de l'Intérieur de permettre, si le besoin s'en fait sentir, la formation d'un esnaf avec moins de douze membres. Ces permissions sont données sans observation de l'article 54, et nombreux étaient les esnafs mixtes dans lesquels il n'y avait pas cinq membres d'un même métier. C'est ainsi, comme nous l'avons déjà dit, qu'un barbier était examiné par des cordonniers ou des tailleurs et que plusieurs corporations

se faisaient des procès éternels à propos de leur compétence réciproque sur divers métiers.

Ce manque de précision de la loi et de contrôle des autorités empêchait la formation des artisans capables, mais, d'un autre côté, nous allons voir que le second but des législateurs de développer les métiers ne pouvait être atteint à cause des privilèges que la loi accordait aux marchands et que les artisans n'avaient pas.

La délimitation des droits des artisans et des marchands est très mal définie par la loi.

La confusion de ses articles a provoqué de nombreux procès et une loi postérieure devait intervenir pour éclaircir cette question.

L'article 80 donne aux *marchands* le droit de tenir des boutiques dans plusieurs localités et de vendre leurs articles sur le territoire de plusieurs esnafs.

L'artisan ne jouit pas de cette liberté. Il est vrai que l'article 72 pose le principe qu'un maître doit être reconnu comme tel par chaque esnaf sur le territoire duquel il vient s'installer, mais il doit se faire rayer du registre de l'ancienne corporation, avant de s'installer et s'inscrire dans la nouvelle.

De plus, d'après l'article 83, les marchands, membres des corporations, pourront vendre dans leurs boutiques les objets produits par les métiers qui n'existent pas encore dans le pays ou qui, s'ils existent, ne donnent pas de produits en quantité suffisante et dans la qualité exigée par le consommateur,

De plus, ils peuvent vendre pour le compte des artisans indigènes les articles produits par ceux-ci.

L'autorité administrative était juge de l'origine et de la qualité de la marchandise. Si on se rend compte que la Serbie ne pouvait, pour longtemps encore, former un cadre de fonctionnaires; que ces hommes étaient d'une instruction minime qui ne leur permettait pas d'être compétents dans cette tâche et qu'ils étaient déjà surchargés par d'innombrables travaux de nature des plus diverses, on comprendra pourquoi cette disposition ne pouvait que nuire au développement des métiers. Il était facile aux marchands d'obtenir de la police l'autorisation de vendre tel ou tel objet. Une fois ce privilège obtenu, il n'y avait plus aucun contrôle et il était impossible de savoir si l'article venait vraiment de l'étranger. Le marchand le faisait faire par des ouvriers du pays, souvent sans capacité et sans aucune compétence.

Nous avons vu que pour obtenir la maîtrise, les artisans devaient toujours passer un examen, tandis que les marchands pouvaient s'en dispenser, s'ils produisaient le diplôme d'une école professionnelle ou pouvaient prouver un stage de compagnonnage de deux ans.

En pratique, la maîtrise était devenue une source de recettes pour les caisses des corporations; on donnait des lettres de maîtrise sans observer les normes de la loi, ce qui nuisait aux maîtres eux-mêmes, créant un grand nombre de patrons incapables de lutter avec la concurrence étrangère.

Cette facilité d'obtenir une lettre de maîtrise a peu à peu décidé les paysans à abandonner la terre pour se consacrer au commerce. Cet exode rural grandissant de plus en plus, le Ministre de la Justice s'en émut et, pour garder des bras à la terre en même temps que pour sauver d'une ruine certaine les paysans incapables de mener à bien leur commerce, il adressa, le 15 janvier 1896, sur la demande du Ministre de l'Economie Nationale, une circulaire à tous les tribunaux du pays, ordonnant de ne délivrer de certificats d'enregistrement qu'aux personnes munies d'un certificat du Ministre de l'Economie Nationale; ce certificat devait attester que ces personnes se trouvaient dans les conditions exigées par la loi pour exercer le commerce.

Bien qu'elle ne concernât que le commerce, la circulaire était aussi appliquée aux métiers par les fonctionnaires. Elle devait avoir ainsi un effet salutaire sur les abus des esnafs dans la délivrance des lettres de maîtrise.

Cependant, au Ministère de l'Economie Nationale, le contrôle n'était pas efficace. On ne vérifiait la lettre que sous le rapport de la forme : la signature du chef de l'esnaf compétent, de l'autorité administrative et le cachet de la corporation. De sorte que la circulaire du Ministre de la Justice devenait inutile.

Comme les abus grandissaient, on décida alors de vérifier aussi toute la procédure. C'est alors que le Ministre de l'Economie Nationale annula plusieurs

lettres de maîtrise de diverses corporations, délivrées contrairement aux règles de la loi.

Ces annulations furent très critiquées. On affirmait que la loi ne donnait pas ce droit aux ministres car l'article 82 stipule que :

« Ni l'artisan ni le marchand ne peuvent perdre
« leur droit de maîtrise, temporairement, ou pour
« toujours, qu'en vertu d'une décision légale du
« Tribunal. »

M. Hristitch a réfuté bien ces critiques. Il ne s'agissait pas, en l'espèce, de retirer un droit légalement acquis, mais d'établir qui est compétent pour annuler des lettres illégalement délivrées.

D'après lui, la loi de 1877 a chargé la police de contrôler le fonctionnement des corporations et de surveiller leurs organes. Par conséquent, ce pouvoir peut annuler une lettre illégale au moment où on la lui apporte pour l'enregistrement. L'article 7 de la loi sur le Pouvoir Central, donne le pouvoir de contrôle à tous les ministres sur les organes subalternes et d'après les ar. 3 et 13 de la loi sur les préfectures ; le pouvoir de la police est subordonné à tous les ministres selon la nature des affaires.

Le Ministre de l'Economie Nationale avait alors le droit d'annuler ou d'approuver la décision de la police. Le maître qui se trouvait lésé pouvait se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

(1) M. N. HRISTITCH. — *Devant la Réforme imminente de la loi corporative*, dans le *Courrier du droit, jurisprudence et administration*, 1903, p. 577-638. Belgrade.

Le pouvoir de conciliateur et d'arbitre que la loi accordait au chef et à l'assemblée de l'esnaf était grand. Comme l'élément « personnel » n'entrait pas dans la corporation, en pratique tous les différends étaient réglés au profit des maîtres.

Malgré ces pouvoirs étendus concédés par la loi dans leur vie intérieure, les métiers ne pouvaient être protégés efficacement pour d'autres raisons. En effet, la loi ne réglemente pas du tout les métiers domestiques qui jouent en Serbie un très grand rôle. D'autre part, nous avons vu que la loi ne demande aucune preuve de capacité aux réparateurs. En l'absence d'un contrôle efficace de la part des esnafs et des pouvoirs publics, ils ne s'arrêtaient pas seulement aux réparations, mais ils faisaient une grande concurrence aux maîtres en produisant des objets entiers dont la qualité n'était pas toujours parfaite.

L'examen critique de la loi que nous venons de faire nous a démontré suffisamment les plus grandes lacunes qu'elle contenait et que le législateur de 1847 ne donnait aucune garantie de la bonne réglementation du travail.

La loi ne prévoyait pas la limitation de la durée du travail ; elle était de 16 et de 18 heures par jour (1). Le logement et la nourriture étaient au-dessous de tout. (En 1908, une commission de médecins et ingé-

(1) Rapport de la Chambre du Travail pour 1911. Les conditions du travail en 1908 : la durée moyenne, 14 heures par jour, salaire 2,82 d.

nieurs a constaté que les menuisiers, forgerons, boulangers, dorment dans leurs ateliers de travail).

Les esnafs n'ont montré aucune capacité ni dans la création d'écoles professionnelles, ni comme intermédiaires pour le placement des travailleurs, ni dans la surveillance des conditions dans lesquelles les ouvriers travaillaient, toutes charges dont la loi les avait investis.

CHAPITRE IV

L'évolution économique de la Serbie à la fin du XIX^e siècle

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la Serbie entre dans la phase de l'économie nationale.

Les villes se développent et le marché s'élargit. L'annuaire statistique (1) donne ce tableau comparatif sur la progression de la population urbaine.

Année	Population urbaine	Population rurale	Population totale
1863	97.692	1.010.976	1.108.668
1890	286.446	1.875.495	2.161.961
1908	350.682	2.470.334	2.821.015

(1) L'annuaire statistique du Royaume de Serbie, t. VII. 1907-08.

La densité de la population passe de 17,9 par kilomètre carré en 1834, à 39,7 en 1884 et à 51,6 en 1900.

C'est en 1866 seulement que le premier recensement d'après les professions est fait en Serbie. Ce recensement nous montre que 90,08 % de la population s'occupe de l'agriculture, 5,32 % de métiers, 1,54 % du commerce et 3,06 % d'autres professions.

Dès le premier traité de commerce, le besoin de créer les établissements de crédit se fit sentir et la « Banque Nationale Privilegiée », qui était en même temps une banque d'émission fut fondée en 1883. Les banques privées, dont la première fut fondée en 1870, atteignent en 1888 le nombre de 33, et en 1906 de 140. Le montant de leurs opérations annuelles passe de 956.101.179 dinars en 1888, à 3.572.878.842 en 1906.

Pendant ce temps, les métiers se développent et il s'en crée de nouveaux, de 75 en 1866, leur nombre passe à 119 en 1895. Le régime corporatif assure leur monopole et vers 1870 les métiers atteignent leur âge d'or.

Depuis 1870 plusieurs faits concourent au déclin des métiers.

La population reste toujours agricole, mais les métiers commencent à se développer au détriment de la production domestique.

Cependant, la plupart des artisans continuent à travailler seuls, ou avec l'aide d'un unique apprenti. En 1866, en effet, sur un nombre de 19.304 entre-

preneurs, on ne compte que 16.160 ouvriers. La statistique comparative ci-dessous nous prouve que même à la fin du xix^e siècle, cet état de choses n'a pas changé.

Année	Nombre d'entrepreneurs	Nombre d'ouvriers	Populations vivant de métiers ou du commerce
1866	49.304	16.160	84.459
1890	47.031	22.695	191.487
1900	31.833	28.298	222.957

Avec l'augmentation du nombre des personnes qui s'occupent de la production, le nombre d'entrepreneurs autonomes augmente également.

Cependant, le Pouvoir Central entreprend des réformes importantes qui devaient conduire le pays vers un essor économique.

Pour faciliter le développement du commerce intérieur et international en Serbie, le prince Michel Obrénovitch promulga en 1864 la loi de la voirie, posant ainsi une base légale à l'amélioration des voies de communication.

En 1855, on installe le télégraphe dont le réseau devait atteindre, en 1905, la longueur de 1.000 kilomètres. Les bureaux de poste passent de 224 en 1894, à 1.674 en 1910.

Le Danube est aménagé aux Portes-de-Fer et la « Compagnie Serbe de Navigation Fluviale » est créée en 1888.

En 1880, on inaugure la première voie ferrée et bientôt la Serbie est reliée avec tous les Etats d'Occident.

Avec l'arrivée de l'élément serbe dans les villes, l'élément turc se perd, et avec lui se perdent également ses habitudes et sa culture. Un des plus florissants métiers était alors celui d' « abadjiya », (tailleur pour costumes nationaux). Ce fut le premier attaqué.

Les premiers fonctionnaires commencent à s'habiller à l'européenne ; la population urbaine les suit bientôt et les adadjiya ne trouvent plus de clients dans les villes. Ils tâchent, il est vrai, de s'adapter à la nouvelle mode ; mais cette adaptation est lente à se produire et il arrive même que quelques nouveaux artisans, tailleurs civils, ne trouvent plus de travail, car le vêtement arrive confectionné par les fabriques autrichiennes, et, grâce aux tarifs favorables dont ceux-ci jouissaient, leurs produits se vendent meilleur marché que les produits des nouveaux artisans.

Le goût change ; la mode est aux objets fins et beaux. On ne demande plus la bonne qualité de la marchandise. Le marché est envahi par les produits de la grande industrie étrangère, et plusieurs autres métiers sont aussi condamnés à périr. Le chapeau remplace le fez et le voile turc, le lit en fer le divan, la chaussure de fabrique l'opanak, etc.

Le commerce international de la Serbie consistait à cette époque dans un simple échange de céréales et

de bétail, contre les objets manufacturés et les produits coloniaux. Or, la statistique nous montre une augmentation constante des importations, ce qui prouve que des besoins du pays se satisfaisaient à l'étranger, au détriment des métiers du pays.

Devant ce danger, les corporations s'adressèrent au gouvernement en lui demandant protection contre la concurrence étrangère, mais la Serbie, étant vassale de la Porte, jusqu'au Congrès de Berlin, ne put satisfaire à ces demandes. Elle n'avait pas la liberté d'établir des tarifs protectionnistes et l'Autriche s'était assurée de grands privilèges sur le marché serbe lors de la conclusion du traité de paix de Pojarevatz, en 1718. Du reste, pendant tout le cours du xix^e siècle l'Autriche a réussi à garder son monopole pour l'exploitation du marché serbe. C'est seulement la guerre douanière de 1906 qui vint y mettre fin.

Les mêmes défauts du régime corporatif qui se sont montrés en France au xviii^e siècle, se retrouvent en Serbie au xix^e siècle.

Tant que le marché local fut limité et que la clientèle fut obligée de faire ses commandes aux seuls maîtres auxquels la corporation conservait le monopole, les métiers furent florissants, mais dès que le marché s'élargit et dès qu'il devint international, les artisans montrèrent toute leur incapacité d'organisation et d'adaptation aux nouvelles conditions de production, bien qu'assurées de la protection de la corporation.

Le peu de bonne volonté dont les artisans ont fait preuve pour la création des écoles, a été cause qu'ils n'ont pas eu l'enseignement nécessaire pour appliquer de nouvelles inventions aux métiers et pour améliorer les procédés techniques. L'esprit commercial aurait dû entrer dans la production avec ses calculs et ses prévisions, la connaissance du goût du public et l'adaptation des procédés de la production à ce goût ; tout ce qui distingue un entrepreneur moderne manquait aux artisans serbes. Enfermés dans la forteresse de la corporation, ils n'ont pas suivi l'évolution de leur pays et un grand nombre d'entre eux sont restés illettrés pendant tout le règne de la loi corporative.

Ce qui leur manquait encore, c'était le crédit. La loi ne prévoyait nulle part les institutions de crédit et les artisans n'ont rien fait de leur côté pour créer ces institutions.

A côté de cet esprit nouveau, dans les villes, et de la concurrence de l'industrie étrangère, un troisième fait vient porter aux métiers un coup très dur. C'est, au début de ce siècle, la création de la grande industrie nationale. Toutes les réformes réalisées pendant le siècle dernier n'étaient que l'avant-garde de la grande industrie ; l'amélioration des communications, la création du capital commercial et des établissements de crédit devaient inévitablement activer son apparition. L'esclavage turc n'a fait que retarder cette phase d'un siècle.

La grande industrie vient déposséder les métiers,

même ceux nouvellement créés et adoptés aux besoins nouveaux : tailleurs, cordonniers, tisserands, armuriers, artisans en peau, etc.

Les premières industries créées étaient celles qui trouvaient toute leur matière première dans le pays, essentiellement agricole, et abondant en immenses forêts inexploitées. Lors de la conclusion du premier traité avec l'Autriche, il n'y avait en Serbie que 22 entreprises industrielles dont 14 moulins, 2 scieries, 2 brasseries et 6 autres. Ces premières entreprises étaient d'une importance minime, elles occupaient un nombre d'ouvriers insignifiant et leur capital n'atteignait pas un million de francs.

Après le traité de 1881 et les plaintes contre les privilèges que le traité accordait à l'industrie autrichienne, un fort courant se dessine qui réclame l'émancipation et la création d'une grande industrie nationale. Le gouvernement donne l'exemple avec la loi de 1873 qui, pour inciter les entrepreneurs, les libère de tous droits de douane pour les matières premières et les machines nécessaires aux entreprises, leur concède une réduction sur les tarifs de transport à l'intérieur du pays et oblige l'Etat à accepter les offres des adjudicataires serbes pour les fournitures de l'Etat, même dans le cas où leurs conditions seraient de 10 % supérieures aux conditions des maisons étrangères. Les banques ouvrent les crédits et le nombre d'entreprises industrielles est, en 1893, déjà de 141 pour dépasser 200 en 1900.

On ne possède, malheureusement, en Serbie au-

cune statistique industrielle. La meilleure dont on pourrait se servir est celle publiée par la Chambre de l'Industrie dans son rapport en 1911.

D'après cette statistique, il y avait en 1910, en Serbie, 565 entreprises.

Le capital investi dans les bâtiments et machines était de 62.048.979 ; les matières premières représentaient un capital de 19.897.705. La production annuelle était de 74.378.000 francs.

Cette industrie occupait 15.460 ouvriers dont 2.560 femmes, et avait une force motrice de 24.030 HP.

La statistique de l'importation des machines nous montre une augmentation constante, ainsi que l'établit le tableau suivant :

Période	Kgs	Augmenta- tion %	Valeur frs	Augmenta- tion %
1897-1900	4.963.965		6.410.652	
1901-1904	5.471.332	10 ⁰ / ₁₀	7.009.735	9 ⁰ / ₁₀
1904-1908	13.319.133	173 ⁰ / ₁₀	14.537.669	100 ⁰ / ₁₀

On voit que le machinisme entre dans les habitudes et que les moyens de production se perfectionnent.

Toutes les industries créées augmentent chaque année leur production. Ainsi l'industrie minière, d'une production de 2.325.257 en 1905, arrive en 1911 à 14.990.171 francs.

Dans l'industrie de la bière, en 1895, le capital

investi n'était que de 2.684.728 francs. En 1909, il est déjà de 4.482.326 francs, et la production monte de 61.362 à 112.336 hectolitres.

L'industrie meunière marque dans les dix premières années de ce siècle une augmentation du nombre des moulins de 41 % et de 94 % du capital investi.

L'industrie du bois marque, de 1905 à 1911, une augmentation de production annuelle de 100 %, et le nombre de ses entreprises monte de 3 à 16.

L'industrie textile marque une augmentation de 150 %. La production passe de 4 millions en 1905 à 10 millions en 1911.

La production de l'industrie sucrière monte sensiblement par le perfectionnement de la fabrique de Belgrade et la création d'une nouvelle fabrique à Tchoupriya.

Le plus grand essor est atteint entre 1905 et 1912. Pendant ce temps, on fonde 2 verreries, 2 fabriques de peaux, 1 de chaussures, 1 de chapeaux, 3 de cartonnage, 2 d'ameublement, 5 fabriques de céramiques, plusieurs abattoirs dans les principaux centres du pays et une quinzaine d'autres entreprises.

C'est l'époque du plus grand progrès économique; le bénéfice net des banques atteint 10 et 15 % et va même de 24 à 30 % pour celles qui ont placé leurs capitaux dans les entreprises industrielles.

Pour caractéristique de cette prospérité économique, nous mentionnons que la pièce d'or de 20 francs était cotée officiellement, à Belgrade, à 19 fr. 80, et la traite sur Paris 99,30 dinars.

CHAPITRE V

Modifications de la loi de 1847

Création des premiers corps consultatifs et discussion de la loi de 1910

Pendant ce temps, la loi de 1847 réglementait seule le travail. Très vite, on s'est rendu compte de tous ses défauts et dès son retour en Serbie, le prince Miloch essaya de la supprimer par son décret de 1859, décret qui proclama la liberté du travail.

Mais une loi ne pouvait être abolie par un simple décret ; la loi de 1847 resta en vigueur pendant soixante-trois ans. Il a fallu que la grande industrie fit son apparition avec son corollaire le prolétariat et que les conflits devinssent aigus pour qu'une loi moderne fut votée.

Cependant, comme l'imprécision de la loi de 1847 provoquait l'interprétation arbitraire de plusieurs de

ses articles, le législateur devait intervenir à deux reprises pour en expliquer le sens et en modifier quelques-uns.

Après plusieurs procès entre les corporations d'artisans et les corporations de commerçants sur l'interprétation des articles 76, 81 et 85, le Ministre de l'Intérieur demanda par une requête au Conseil d'Etat du 26 février 1848, sous le P. N° 762, une fixation du sens de ces articles.

C'est cette demande qui provoqua la loi du 29 janvier 1849.

De la combinaison des articles 81 et 85, il ressortait une confusion sur le genre de marchandises que les marchands avaient le droit de vendre dans leurs boutiques.

Par son article premier, la loi de 1849 tranche cette discussion au profit des marchands : ils auront le droit de vendre non seulement les articles de leur commerce spécial, mais aussi toutes autres marchandises qu'ils voudront.

La permission que l'article 76 donnait aux artisans de vendre non seulement les objets faits par eux, mais aussi la matière dont ils se servaient pour produire ces objets, a entraîné des abus. Bien que la loi ne permit que la vente en pièces, les artisans vendaient cette matière au détail. Pour donner satisfaction aux marchands, l'article II de la loi de 1849 stipule que les artisans ne pourront vendre au détail qu'après une autorisation administrative, qui sera accordée seulement dans le cas où il n'y aurait pas

de corporations de marchands vendant ces matières dans la localité et dont les droits seraient lésés.

L'article 85 donnait le droit aux marchands de vendre pour le compte des artisans, les produits fabriqués par ceux-ci. Ainsi, les artisans d'une localité produisant dans les meilleures conditions, pouvaient concurrencer les autres par l'intermédiaire des marchands, le contrat de commission étant fait librement, sans aucune intervention du pouvoir administratif.

Pour protéger les artisans contre cette concurrence, sur le territoire de leur corporation, l'article III de la loi de 1849 stipule que les commerçants pourront vendre les objets fabriqués par les métiers privilégiés, mais seulement avec l'autorisation de la police, laquelle sera libre d'enlever cette autorisation si les intérêts d'une corporation sont lésés.

Après avoir recommandé aux maîtres de régler tous leurs différends dans l'intérieur de leurs corporations et de ne pas recourir aux tribunaux qu'à la dernière extrémité, et après avoir établi des peines pour les maîtres qui prendront les apprentis d'un autre maître, la loi de 1849 supprime la fonction du commissaire d'État et confie ses fonctions au chef de l'esnaf. Le législateur motive cette suppression par la confiance qu'il a dans le sens de la légalité des corporations et par le besoin de dégager les fonctionnaires déjà surchargés, d'un service qui n'entre pas dans leur compétence.

Ainsi, la corporation s'est affranchie dès le début

du seul contrôle administratif qui existait dans son fonctionnement intérieur.

Quelques années plus tard, le législateur devait intervenir de nouveau. Saisi de nombreuses plaintes par les esnafs contre les personnes qui, ayant appris un métier, travaillaient directement pour la clientèle sans aucune formalité et faisaient ainsi concurrence aux maîtres organisés, de sorte qu'un certain nombre de maîtres se trouvaient sans travail et dans l'impossibilité d'avoir un compagnon ; le Ministre de l'Intérieur proposa au Conseil d'Etat, le 15 janvier 1853, sous le N° 118, la modification de l'article 113, qui donnait lieu à ces abus.

C'est alors que la loi du 30 avril 1853 intervient pour renforcer le privilège des maîtres. L'article 123 (nouveau) leur donne, en effet, le droit de fabriquer, sans aucune formalité, les objets de tous les métiers qu'ils connaissent, même pour la clientèle, mais seuls ou avec l'aide seulement de leurs familiers.

L'artisan non privilégié ne pourra faire que les réparations du métier qu'il connaît. N'étant membre d'aucune corporation, il n'aura le droit d'avoir ni apprenti ni compagnon, et même, pour les réparations qu'il fera seul, il devra obtenir l'autorisation de la police.

On voit que ces interventions n'ont eu lieu que pour régler la question de la concurrence et renforcer les privilèges des corporations. La loi n'intervient pas dans les rapports des maîtres et des travail-

leurs ; elle n'améliore pas les conditions du travail et le sort des apprentis, et laisse à la corporation toute l'indépendance dans la réglementation de ces conditions.

Malgré cette liberté, les corporations dont le nombre atteint, en 1906, 528 avec 20.132 membres, se sont montrées incapables de répondre au but que la loi leur avait fixé. Elles se sont renfermées en elles-mêmes et n'ont montré aucune activité pour le progrès de la production, ne se souciant que de garder leur monopole.

Comme le travail devenait un facteur de plus en plus important, le gouvernement sentait le besoin de créer des corps professionnels qui pourraient l'éclairer par ses avis sur les réformes nécessaires à réaliser pour l'amélioration de la production.

N'ayant pas trouvé ce conseiller dans les corporations, le gouvernement crée, par la loi du 28 février 1857, le premier corps consultatif à Belgrade, sous la dénomination de « Comité Commercial de Belgrade ». Ce comité était créé à titre d'expérience et la loi déclarait que, dans le cas où le Comité de Belgrade se montrerait utile, le Ministre des Finances pourrait organiser des comités pareils dans les principaux centres commerciaux du pays.

Le Comité était composé de neuf membres et d'autant de suppléants, dont six étaient élus par la Municipalité de Belgrade, et trois membres et trois suppléants par le Ministre des Finances, parmi les commerçants importants de tous pays. Leur mandat

durait deux ans. Malgré le nom qu'il portait, le Comité comptait aussi, parmi ses membres, des artisans, bien que dans une proportion moindre. Son rôle était consultatif ; il devait contribuer au développement du commerce et des métiers par ses avis et propositions au gouvernement. Les séances ordinaires sont tenues une fois par mois et les séances extraordinaires auront lieu à la demande du Ministre des Finances ou des deux tiers des membres du Comité. Les locaux nécessaires seront fournis par la Municipalité de Belgrade.

A côté du rôle consultatif, le législateur confie au Comité le rôle de tribunal arbitral dans les conflits entre artisans et commerçants.

C'était la création d'un corps consultatif officiel. L'ingérence du pouvoir administratif était grande. Le choix du président et du vice-président devait être approuvé par le Ministre des Finances qui devait désigner en même temps le secrétaire du Comité. De même chaque décision devait être approuvée par le Ministre, et n'avait aucune valeur avant cette approbation. De plus, le Ministre pouvait, à chaque séance, envoyer un représentant qui aurait le droit de parole sans toutefois avoir le droit de vote.

Composé des mêmes éléments que les corporations, n'ayant aucun pouvoir propre, ce Comité n'a montré aucune activité. Mais l'idée des corps consultatifs était née et bientôt la loi du 12 octobre 1870 vient supprimer la loi de 1857 et constituer des corps

nouveaux sous la dénomination du « Comité de Commerce et des Métiers de Belgrade ».

La composition du nouveau comité ressemble déjà à la chambre mixte ; il n'y a plus de prédominance de l'élément commercial ; la moitié des membres devait appartenir à l'ordre des commerçants et l'autre à celui des artisans. En tout, vingt membres et dix suppléants.

Dans les comités des autres villes, le nombre des membres sera fixé par le décret qui les instituera ; il ne peut être inférieur à six ni supérieur à douze.

La faculté que le Ministre avait de choisir parmi les commerçants du pays tout entier les membres du Comité institué par la loi de 1857, avait cet inconvénient que les membres des départements éloignés ne pouvaient défendre efficacement les intérêts régionaux du Comité ; souvent même ces intérêts étaient en contradiction avec les intérêts des membres extérieurs. La loi de 1870 remédie à cet inconvénient en exigeant que seuls puissent être élus membres ceux qui exercent leur profession dans le siège ou le département du comité.

Est éligible tout commerçant ou artisan âgé de 25 ans, possédant ses droits civiques et exerçant sa profession au moins depuis trois ans. Le mandat dure deux ans.

Les membres du comité ne sont pas élus individuellement ; ici encore le législateur favorise les corporations. Les corporations envoient un électeur sur dix membres qu'elles comptent. Le corps élec-

total est formé par ces envoyés des corporations. Les noms des membres élus sont soumis à l'approbation du Ministre des Finances, ainsi que le nom du président et du secrétaire choisi par eux.

Le comité tient ses séances ordinaires deux fois par mois, et, quand besoin est, des séances extraordinaires. Pour qu'une décision soit valable, il faut la présence d'au moins deux tiers des membres. Le compte rendu des séances doit être publié au Journal Officiel.

Toutes les dépenses du Comité sont à la charge de la Municipalité, et le secrétaire est payé par la trésorerie de l'Etat.

Ce comité n'a pas non plus montré une activité suffisante, mais à partir de cette date, le pouvoir central cesse de s'occuper des métiers et du commerce.

Nous devons mentionner cependant la création du Conseil Economique auprès du Ministère de l'Economie Nationale. Ce Conseil était composé de quinze membres. Il n'a pas rendu de grands services, ses membres restant des fonctionnaires et par conséquent, d'une compétence insuffisante pour éclairer le gouvernement sur les besoins du commerce et de l'industrie.

Or, nous avons vu que c'est surtout depuis 1870 que les métiers furent menacés. C'est alors que les artisans mécontents réclament de plus en plus l'observation stricte de la loi de 1847. En effet, les conditions nouvelles de la production ont condamné

les principes de la loi corporative. La concurrence se développe et les artisans n'ont cessé de se plaindre contre l'inobservation de la loi. Plus tard, ils s'enhardissent à demander une nouvelle loi du travail. Ils réclament le maintien de la corporation en même temps que des sanctions plus efficaces pour leur fonctionnement.

Le mouvement ouvrier, de son côté, réclamait le droit d'association, de coalition, de grève.

Nombreuses furent les réclamations et les résolutions dans ce sens.

Ce mouvement devenant de plus en plus important, le gouvernement fut obligé, à plusieurs reprises, de donner des promesses formelles et même de former des commissions chargées de préparer le projet de la nouvelle loi du travail.

Mais tout ce travail s'arrêtait dans les commissions. Aussitôt que le mouvement s'apaisait un peu, le gouvernement oubliait ses promesses et c'est ainsi que le projet de Kosta Taouchanovitch de 1887, celui de Mihailo Radivoyévitch et de Costa Stoyanovitch n'ont pas même été portés à la discussion de la Chambre. Plusieurs autres projets élaborés depuis 1890 devaient avoir le même sort.

Toutes les classes intéressées étaient unanimes à demander une législation moderne du travail. Les artisans, les commerçants, les ouvriers et les industriels ne cessaient de la réclamer dans leurs réunions mais en vain. Le plus grand obstacle à la réalisation de cette réforme était, pour le gouvernement, la

crainte de ne pouvoir satisfaire toutes les classes intéressées et de s'aliéner ainsi leurs sympathies.

Aucun parti politique n'avait le courage de réaliser la réforme qui était de première importance pour le pays, retenu qu'il était par la crainte de perdre aux prochaines élections quelques milliers de voix, mécontentées par la nouvelle loi. Et c'est cette raison des partis qui peut seule justifier la longue existence de la loi corporative, condamnée depuis sa naissance.

Avec des promesses, on se ménageait les sympathies de toutes les classes.

Cet état de choses ne pouvait se prolonger ; le mouvement croissant finit par trouver des défenseurs au Parlement.

Le sénateur Tchédomir Miyatovitch et ses camarades portèrent, en 1901, une interpellation au Ministre de l'Economie Nationale par laquelle ils demandèrent :

- 1° Quelles mesures le Ministre comptait prendre pour protéger la jeunesse ouvrière contre la trop longue durée du travail dans les ateliers, magasins de commerce et entreprises industrielles, et pour empêcher l'exploitation systématique de leur force au détriment de leur santé et de leur développement intellectuel.
- 2° Pour assurer à tout ouvrier le repos hebdomadaire nécessaire à son repos physique,

son enseignement moral et spirituel et à la satisfaction de ses besoins religieux.

3° Si les lois existantes ne contenaient pas de dispositions relatives à cette protection, le Ministre était-il disposé à soumettre à la prochaine session du Parlement un projet de la loi qui rendrait cette protection possible ?

En répondant à cette interpellation, le Ministre, après avoir constaté que les rapports entre les patrons et les ouvriers sont régis par la loi de 1847, avoua que les dispositions de cette loi ne donnent à l'autorité administrative presque aucun pouvoir de contrôle sur les conditions dans lesquelles vit la jeunesse ouvrière (1).

Il assura avoir déjà confié à une commission l'élaboration d'un projet de loi qui devait surtout limiter la durée du travail, établir le repos hebdomadaire et instituer des écoles professionnelles où la jeunesse ouvrière trouverait l'enseignement nécessaire.

Ce n'était qu'une promesse de plus.

En 1903, le gouvernement charge de cette tâche M. Militch Radovanovitch, professeur d'économie nationale à l'Université de Belgrade, député en même temps. Après un voyage d'études en Autriche et en Suisse, il soumet son projet au gouvernement.

Ce projet avait chance d'être discuté et même adopté par elle lors de la première lecture, cepen-

(1) Hristitch, dans le *Courrier du droit, Jurisprudence et administration*.

dant, la même raison qui avait éliminé les autres projets a fait dormir celui-ci dans les archives. Les commentaires avaient déjà commencé dans la presse, des mécontentements se faisaient jour et le gouvernement ne le porta pas à la deuxième lecture.

En 1912, les artisans tinrent un congrès très fréquenté. On y discuta la question et on adopta la résolution par laquelle on demanda le vote rapide de la loi nouvelle et on recommanda aux artisans de s'organiser pour la meilleure défense de leurs intérêts.

Enfin, il se trouva un ministre qui eût la volonté et l'énergie nécessaires pour réaliser cette réforme ; c'était M. Prodanovitch qui appartenait au parti des radicaux indépendants. C'est lui qui a le mieux expliqué les difficultés de sa tâche, lors de la discussion de la loi devant la Chambre. Il s'exprima en ces termes :

« Je me trouve entre le marteau et l'enclume.
« Pendant que les conservateurs me reprochent
« d'avoir fait trop de concessions à la classe ouvrière,
« les socialistes m'attaquent pour leur avoir donné
« trop peu.

« Dans mon propre parti, on m'accuse d'être
« devenu moi-même socialiste et cependant, M. Kat-
« zlerovitch (député socialiste), déclare qu'il votera
« contre la loi » (1).

(1) Comptes rendus sténographiques de la Skoupchtina. Séance de 19-V 1910.

La commission à laquelle M. Prodanovitch avait confié l'élaboration du projet a pris pour base le projet de M. Militch Radovanovitch et celui de Kosta Stroyanovitch ; elle était composée de représentants de toutes les classes intéressées. Dès que le projet fut terminé, des réunions nombreuses furent tenues par les ouvriers, les commerçants, les industriels et les artisans, réunions dans lesquelles ledit projet fut critiqué.

Tel qu'il était élaboré par la commission, il fut porté à la discussion de la Chambre, le 19-5-1910.

La discussion de la loi est ouverte par le Ministre de l'Economie Nationale qui a commencé par condamner le principe du « laisser faire, laisser passer » et les corporations archaïques, en proclamant le besoin de l'intervention de l'Etat dans les rapports de la production. Tout en avouant que la corporation obligatoire était un obstacle à l'amélioration de la production, il demande à bien réfléchir avant de la supprimer, car l'artisan ne disparaît pas comme on se plaisait à l'affirmer, c'est une classe importante de la société qui se maintient. L'Etat doit intervenir pour des raisons économiques, mais aussi pour une raison utilitaire ; la société ne doit pas créer des classes inférieures qui seront dans la misère et, par conséquent, toujours enclines à la révolte.

Le projet présenté tâche de réaliser l'harmonie

entre les deux classes de la société : les artisans et les ouvriers.

Les commerçants avaient, dans le parlement, plusieurs représentants qui ont tâché de diminuer le protectionnisme extrême de la loi ou d'en faire profiter le monde commercial.

Ce sont eux qui ont défendu en même temps les intérêts de l'industrie quand ils étaient concordants avec ceux du commerce. Car l'industrie n'avait presque pas de représentants.

Le projet, dans la plupart de ses articles, protège seulement les deux classes, artisans et ouvriers et ce n'est qu'au cours de la discussion que MM. Pavlovitch, Simitch, Rizintch, ont réussi à obtenir quelques concessions pour le commerce et l'industrie, comme par exemple d'assurer les moyens d'existence aux Chambres de Commerce et à la Chambre d'Industrie ; ces deux ne recevant aucune subvention de l'Etat.

Mais, malgré la proposition de M. Milorad Pavlovitch, aux termes de laquelle la loi eût imposé l'obligation à tous les commerçants d'appartenir à la Chambre de Commerce et de payer la cotisation, la loi a laissé la liberté d'affiliation.

La discussion sur les articles concernant la corporation obligatoire fut très animée. Les députés représentant le commerce et l'industrie étaient d'accord pour la condamner avec le député socialiste.

Un des plus ardents défenseurs de la liberté du travail, M. Drag Woulovitch, s'associa à eux et con-

damna le projet pour avoir maintenu les restrictions de la loi de 1847 et surtout pour avoir appliqué ces restrictions même à l'industrie. Il a protesté contre l'introduction en Serbie de la corporation médiévale abolie dans la plupart des états, par une loi moderne.

Mais les artisans avaient un bon défenseur dans la personne de M. Agathonovitch, qui demandait la corporation obligatoire, même dans chaque localité, et la suppression de la faculté donnée aux maîtres de se prononcer pour la création de celle-ci. Il a obtenu la limitation de la concurrence que les services pénitentiaires et les écoles professionnelles pouvaient faire aux métiers.

Le député socialiste, M. Katzlerovitch, a déclaré qu'il voterait contre le projet parce que les socialistes avaient une autre conception de la législation ouvrière, mais ils s'abstiendraient de toute autre action contre ce projet qui contient, d'ailleurs, des réformes utiles.

Le vote définitif avait eu lieu le 11 juin 1910, et la loi fut adoptée par 88 voix sur 89 votants, contre la seule voix du député socialiste.

DEUXIÈME PARTIE

La Loi du Travail
du 29 Juin / 12 Juillet 1910

CHAPITRE PREMIER

Le Régime corporatif nouveau

a) DISPOSITIONS PRINCIPALES DE LA LOI

La loi de 1910 apparaît sous la forme d'un code du travail ; elle est venue poser les bases solides d'une législation industrielle moderne en Serbie.

Au moment où elle fut votée, la Serbie ne connaissait pas encore les grands conflits entre les divers facteurs de la production avec lesquels les autres pays industriels de l'Europe avaient à compter. Essentiellement agricole, avec 85 % de petits propriétaires, sans grandes agglomérations urbaines, sans grands capitaux, la Serbie, avec une petite industrie à peine naissante, n'entrevoyait pas, même dans un avenir proche, le grave problème ouvrier.

Cependant, le législateur serbe va au-devant des événements et inaugure une protection des classes ouvrières, à l'instar des plus modernes législations.

Après le « laisser faire, laisser passer » complet, le législateur entre dans la voie du protectionnisme et de l'interventionnisme de l'Etat dans les rapports du travail et du capital. Cette grande transformation fut facilitée par le fait que la classe capitaliste n'existait pour ainsi dire pas ; la grande industrie n'était pas organisée et, à part quelques discours à la Skoupchtina, le législateur n'a pas rencontré de grandes résistances. Il n'y avait que deux classes à contenter : les artisans et les ouvriers. Ce fait explique le maintien du régime corporatif et la reconnaissance du droit d'association, droit de grève, principe de l'assurance obligatoire et d'autres revendications ouvrières que les classes de travailleurs des autres pays n'ont obtenu qu'après des longues luttes et de lourds sacrifices. Les ouvriers serbes ont obtenu tous ces droits d'un seul coup dans la loi nouvelle.

Bien que la loi de 1910 n'entre pas dans le cadre de notre étude, nous allons faire un rapide exposé de ses principales dispositions, pensant qu'il servira à mieux comprendre l'organisation professionnelle instituée par cette loi.

La loi de 1910 impose aux entrepreneurs l'affichage des règlements d'ateliers approuvés par les chambres compétentes et qui doivent en outre être portés à la connaissance des ouvriers au moment de l'embauchage. Elle institue les inspecteurs du travail qui peuvent pénétrer à tout moment dans chaque entreprise pour vérifier l'application de la loi et sont armés du pouvoir de prononcer les peines,

les bourses du travail et les conseils des Prud'hommes ; elle assure l'ouvrier contre le congé brusque par un congé-délai, d'un mois pour les contrats conclus pour un an ou six mois, et d'une semaine pour les contrats conclus pour un mois ; elle prohibe le truck système et assure un repos hebdomadaire de 36 heures par semaine, limitant la durée du travail à 10 heures pour les ouvriers de l'industrie et à 12 heures pour les employés de commerce.

L'article 56 reconnaît le droit de grève aux ouvriers et le droit de lock-out aux patrons. La majorité des ouvriers peut à tout moment cesser collectivement le travail et se mettre en grève ; il n'existe aucun moyen pour prévenir la grève ; la conciliation du conseil des Prud'hommes ne vient qu'après le déclenchement de la grève et l'arbitrage du conseil n'est pas obligatoire ; celui-ci se borne à publier ses recommandations. Seuls les bouchers et les boulangers sont tenus de faire une déclaration à la police locale quatre semaines avant la cessation du travail.

Dans l'intérieur de l'atelier, la loi introduit le principe de l'hygiène parfaite ; les parties dangereuses des machines doivent être protégées, l'atelier bien aéré et, des salles spéciales doivent exister pour les repas et la toilette des hommes et des femmes.

Nous avons vu que l'enseignement professionnel laissait beaucoup à désirer en Serbie. La loi nouvelle s'en occupe dans plusieurs articles. A côté de l'initiative privée, elle charge l'Etat et les corporations de créer des écoles professionnelles. Dans tous les

cas, les municipalités des localités qui ont au moins cinquante apprentis, doivent créer et entretenir une école. Le contrôle de l'enseignement professionnel est centralisé dans le Conseil de l'enseignement professionnel institué auprès du Ministère de l'Economie Nationale. Le Ministre attribuera, en outre, tous les ans, des bourses pour les écoles du pays ou les écoles étrangères.

Un autre défaut de la législation antérieure était l'absence de l'assurance pour les travailleurs. La loi de 1910 introduit l'assurance obligatoire des ouvriers contre la maladie et contre les accidents, les autres assurances sont facultatives mais elles peuvent devenir obligatoires sur la demande de la majorité des travailleurs et des chambres compétentes. Une subvention annuelle de 100.000 dinars est attribuée par l'Etat aux caisses d'assurances, dont celle contre les accidents est alimentée par les patrons seuls et les autres par les patrons et les ouvriers au moyen des cotisations égales.

Les artisans et les commerçants sont aussi obligatoirement assurés. La loi crée les caisses de retraite qui seront alimentées par les fonds des corporations liquidées. De plus, l'Etat assurera une subvention annuelle de 50.000 dinars à la caisse de retraite des artisans et de 15.000 dinars à celle des commerçants.

A côté de ces institutions utiles, la loi accorde aux ouvriers qui voyagent dans le but de se trouver du travail, la moitié des tarifs de tous les moyens de communication et dispense du droit d'enregistre-

ment tous les contrats et les actes prévus par la loi.

Par certaines dispositions, la loi de 1910 dépasse le protectionnisme des autres législations.

Ainsi, nous avons vu qu'elle sanctionne le principe de la limitation de la durée du travail des adultes qui n'était pas entré dans les autres législations et qui était appliqué en France, seulement dans les entreprises où les hommes et les femmes travaillent ensemble. La protection des femmes et des mineurs est aussi efficace. Les mineurs et les femmes ne peuvent être employés dans aucun travail de nuit et la durée du travail des premiers n'est que de huit heures. Les ouvrières-mères auront droit au repos de douze semaines (six semaines avant et six semaines après l'accouchement), et nous savons que les lois les plus libérales ne leur accordaient qu'un repos de huit semaines.

La liberté d'association la plus large est sanctionnée pour la première fois, en Serbie, par l'article 98. Cet article qui a servi de base aux syndicats professionnels et à leurs unions, créés dès lors, est ainsi conçu :

« Les entrepreneurs et les ouvriers ont le droit de
« s'associer pour la défense de leurs intérêts écono-
« miques et moraux (les syndicats professionnels).
« Ces associations patronales, ouvrières ou mixtes,
« pourront se former entre les membres d'une seule
« ou de plusieurs professions différentes. Les fem-
« mes, patronnes ou ouvrières sont membres de ces
« associations avec les mêmes droits que les hom-

« mes ; les mineurs, ceux qui sont en tutelle et les
« personnes morales seront représentés dans les
« associations par leurs représentants légaux.

« Les associations créées peuvent former des
« unions locales, régionales et nationales. Les maî-
« tres des métiers privilégiés ont, en plus, le droit
« de former des corporations obligatoires (esnafs)
« en conformité avec les dispositions de la présente
« loi. »

Ainsi l'article 98 sanctionne en même temps l'égalité des ouvriers et des patrons et la liberté des unions, deux principes pour lesquels les ouvriers en France ont tant lutté au cours du xix^e siècle. En même temps, les syndicats sont libérés de toute préoccupation de connexité des professions.

Le principe de la liberté du travail est la base de la loi.

N'importe qui peut créer une entreprise après simple déclaration à la Chambre compétente et au tribunal. La seule condition est d'avoir exercé la profession en question, en qualité de travailleur, pendant six mois. C'est une restriction à la liberté du travail que le législateur, croyons-nous, pouvait bien éviter. Un industriel a plutôt besoin de savoir organiser le personnel, monter une entreprise et connaître les besoins du marché que de savoir produire les articles de son industrie, et le temps de six mois est trop court pour qu'un industriel apprenne son métier. Cependant, cette restriction est atténuée par la

faculté donnée à l'industriel de prendre un directeur technique qui remplit la condition exigée.

La liberté du commerce est proclamée par la loi. L'article 98 n'autorisant que les artisans à former les corporations obligatoires.

A part ces professions libres, l'article 13 énumère un certain nombre des métiers qui intéressent l'alimentation ou la sécurité des citoyens. Ce sont ceux que la loi autrichienne de 1883 dénomme « de concession ». Ce sont les armuriers, maréchaux-ferrants, fumistes, boulangers et pâtisseries, fabricants de bougies et de produits en cire et les entrepreneurs en bâtiment. Les artisans qui désireront exercer un de ces métiers, doivent préalablement passer un examen devant une commission d'experts désignés par le Ministre de l'Economie Nationale. Un des membres de ces commissions au moins, doit avoir l'enseignement supérieur (ingénieur, architecte, médecin, selon le besoin).

Les conducteurs des machines à vapeur ou électriques, les entrepreneurs de constructions électriques et de canalisation, doivent également passer l'examen devant la commission d'experts.

b) LA CORPORATION NOUVELLE

Mais le législateur ne pouvait abolir le régime corporatif qui avait pris de fortes racines pendant le long règne de la loi de 1847.

Le nombre des ouvriers de l'industrie au moment

où la loi fut votée, était inférieur de beaucoup au nombre des artisans et le législateur qui a institué plusieurs institutions utiles aux ouvriers, ne pouvait pas mécontenter la classe plus importante des artisans en supprimant la corporation dont ils exigeaient le maintien dans leurs congrès et dans leur résolutions.

Tout ce qu'il pouvait encore faire, c'était d'affranchir le commerce et d'adapter la corporation des artisans aux conditions nouvelles de la production en supprimant ses principaux défauts. L'exemple d'Innungen Alemandès ne pouvait manquer de s'imposer à lui, et il s'en est largement inspiré.

L'article 12 énumère les métiers privilégiés pour lesquels la preuve d'une certaine capacité est exigée et qui pourront être érigés en corporation obligatoire. Tandis que la loi de 1847 comptait parmi les métiers privilégiés presque tous les métiers importants qui existaient alors en Serbie, le projet de la loi nouvelle n'en comprenait que 26 sur 380 métiers existants ; c'est au cours de la discussion de la loi que les artisans ont réussi, par l'intermédiaire d'un député, à faire monter ce nombre à 45.

Les métiers énumérés par l'article 12 sont :

Les tailleurs de costumes nationaux, les tailleurs civils, les brodeurs, les fabricants de couvertures, les pelletiers et fourreurs, les opantchari (fabricants de chaussures nationales), les cordonniers, les selliers, les menuisiers, les charretiers et les forgerons, les serruriers, les plombiers, les chaudronniers, les hor-

logers avec les joailliers, les cordeliers, les artisans de la cire (bougies, etc.), les teinturiers, les maçons et les charpentiers, les peintres, les imprimeurs, les lithographes et les relieurs, les potiers, les couteliers, les savonniers, les tapissiers, les fumistes, les coiffeurs, les charcutiers, les boulangers avec les pâtisseries, les tonneliers, les entrepreneurs en bâtiment avec les métiers de construction, les armuriers, les tisserands et les vitriers.

Pour l'exercice de ces métiers, l'apprentissage et la preuve d'une certaine capacité sont maintenus.

Mais les privilèges de ces métiers se distinguent pour beaucoup des privilèges de la loi de 1847. D'abord l'apprenti n'est plus à la merci des maîtres. L'âge d'admission est fixé à 14 ans et exceptionnellement, après la production d'un certificat médical affirmant la capacité physique de l'apprenti à 12 ans; la durée de l'apprentissage est limitée à trois ans et le contrat par écrit doit être enregistré. Le maître ne peut plus employer l'apprenti dans les travaux domestiques que dans le cas où il le nourrit et l'habille et, même dans ce cas, l'apprenti doit être libéré de ces travaux pendant la dernière année de l'apprentissage.

L'apprenti qui a fini une école professionnelle, est libéré de l'examen d'apprentissage et même dans le cas où il doit passer cet examen, la composition de la commission n'est plus dans les mains de l'essnaf. Le Ministre nomme, pour la durée d'une année, une commission composée de deux maîtres de la

profession et d'un professeur d'une école professionnelle. Le Conseil des Prud'hommes peut condamner le patron à des dommages-intérêts de 50-200 dinars s'il constate que l'insuccès de l'apprenti à l'examen provient de l'insuffisance de l'enseignement que le patron lui a donné.

Mais la meilleure protection de l'apprenti se trouve dans l'article 76, qui donne au Ministre de l'Economie Nationale le pouvoir de priver un patron du droit d'avoir un apprenti, sur la proposition d'un inspecteur du travail approuvée par la Chambre compétente. Cette proposition peut être motivée par l'insuffisance de l'enseignement donné à l'apprenti, le manque de surveillance de son assiduité à l'école professionnelle, abus de sévérité et mauvais traitements.

L'apprentissage n'est plus obligatoire ; même ceux qui ont exercé seuls un métier pendant trois ans, pourront se présenter à l'examen de maîtrise. L'examen de maîtrise se passe seulement devant les esnafs départementaux que la loi nouvelle institue. Ici encore, le législateur remédie aux abus des commissions d'examen des anciennes corporations. Les commissions nouvelles sont instituées pour une durée de deux ans, le Ministre désigne auprès de chaque corporation départementale un magistrat de la localité et un professeur de l'école professionnelle ; la corporation doit désigner deux membres par métier et le cinquième membre est nommé par le candidat lui-même.

L'examen est théorique et pratique (chef-d'œuvre) ; si la production du chef-d'œuvre dure plus de vingt-quatre heures, le président assurera la surveillance par roulement.

Le candidat pourra attaquer la décision de la commission d'examen devant la Chambre des Métiers, laquelle doit statuer dans les quinze jours. Sa décision est sujette au pourvoi devant le Ministre de l'Economie Nationale, qui est juge en dernier ressort.

Les lettres de maîtrise irrégulièrement délivrées seront annulées par la Chambre des Métiers, sauf recours au Ministre. Cependant, une instruction postérieure à la loi du Ministre de l'Economie Nationale, explique que la lettre de maîtrise enregistrée devant la police est un acte public et ne peut être annulée que par une décision légale d'un tribunal.

Le maître peut produire tous les objets qui servent comme complément nécessaire aux articles de son métier. Dans les cas douteux, le Ministre se prononcera après avis de la Chambre des Métiers.

c) LA CORPORATION D'ARRONDISSEMENT

Nous avons vu combien de conflits avaient été provoqués par le manque de délimitation des métiers dans la loi de 1847. Pour supprimer ces procès éternels entre les corporations sur leur compétence

réci-proque et parer à l'impossibilité de la délimitation des métiers, le législateur crée des corporations territoriales et à deux degrés. Il n'y aura plus d'innombrables petites corporations éparpillées dans les villages, incapables d'aucune action utile à la profession. Tous les artisans des métiers privilégiés d'une localité ou d'un arrondissement formeront une seule corporation unique pour tous les métiers.

Cependant une brèche est faite au principe obligatoire de la corporation. Pour qu'elle soit obligatoire pour les maîtres, deux conditions sont exigées. D'abord, que la ville (ou l'arrondissement) compte au moins vingt maîtres privilégiés et qu'une requête pour former la corporation obligatoire, soit signée par dix maîtres au moins et approuvée par la Chambre des Métiers. Si ces deux conditions sont remplies, tous les autres maîtres privilégiés de l'arrondissement doivent s'affilier à la corporation dans un délai de trois mois.

Comme le législateur de « la Geweber-ordnung » allemande, le législateur serbe laisse les artisans juges de la formation des corporations.

La loi défend expressément aux corporations de limiter ses membres dans la fixation des prix de leurs produits, dans l'achat des matières premières et des outils, dans le nombre des apprentis et des compagnons, dans la création des filiales en vue de la vente, etc. D'une manière générale, la corporation nouvelle ne peut plus entraver la concurrence entre ses membres.

La mission des esnafs est de :

- 1° Développer l'esprit mutuel entre les patrons leur personnel et défendre les intérêts professionnels.
- 2° Favoriser et surveiller l'enseignement de ses membres par des conférences, la création des musées, des expositions, des écoles, des bibliothèques, etc.
- 3° Empêcher l'exercice illégal du métier.
- 4° Surveiller la fréquentation des écoles par le personnel.
- 5° Créer des institutions utiles à la profession, comme les coopératives d'achat, de vente, de production en commun, etc.
- 6° Elire les membres du tribunal arbitral et du tribunal d'honneur.
- 7° Proposer les membres de la commission d'examen.
- 8° Intervenir dans le placement des apprentis et des compagnons.
- 9° Fournir à la corporation départementale et à la Chambre des Métiers tous les renseignements pour la statistique des métiers.

Les esnafs pourront se diviser en sections pour le meilleur accomplissement de leur mission. Un statut modèle des esnafs sera élaboré par la Chambre des Métiers et soumis à l'approbation du Ministre ;

chaque esnaf doit avoir son statut par lequel sera réglé son fonctionnement et sa dissolution ; toutefois l'article 103 prévoit deux cas de dissolution de l'esnaf : le premier, si la majorité des membres décide la dissolution et le second, si l'esnaf ne remplit pas la mission dont il est chargé par la loi et par les règlements. Le Ministre décidera après avis de la Chambre.

L'esnaf ne pourra pas exercer un commerce ni exploiter une entreprise pour son compte, mais il peut acquérir les immeubles nécessaires à ses bureaux et aux institutions dont la loi le charge. Ces immeubles ne pourront être aliénés ni hypothéqués qu'avec la permission de la Chambre des Métiers.

Envers les tiers, la corporation n'est responsable que sur son patrimoine, mais l'article 105 prévoit la responsabilité solidaire des membres de la direction de l'esnaf pour les dommages causés par une mauvaise gestion. Cette responsabilité solidaire s'applique aussi aux membres des bureaux de la corporation départementale et des chambres consultatives.

Les affaires importantes comme : l'élection du bureau, la vérification du budget et des comptes, l'achat, l'aliénation ou l'hypothèque du patrimoine, les emprunts s'il y a lieu, l'élection des membres du tribunal arbitral corporatif, la modification des statuts et la fixation de la cotisation, sont réservées à l'assemblée de la corporation. La décision de l'assemblée est valable, si la majorité des membres est

présente ; sinon après une deuxième convocation, quel que soit le nombre des présents, l'assemblée déli-
bé-
libérera valablement. Les décisions sont prises à la
majorité des membres présents.

Les affaires courantes sont expédiées par le bureau
de la corporation.

Les recettes des corporations consistent dans les
taxes qu'elles percevront à l'occasion de la délivrance
des certificats et de l'expédition des décisions de l'as-
semblée ainsi que de l'utilisation des institutions
créées par elle. Cependant, pour empêcher les abus
des taxes élevées qui mettaient alors obstacle à la
présentation aux examens des candidats pendant le
règne de la loi de 1847, la loi nouvelle stipule que le
tarif des taxes que la corporation peut percevoir sera
fixé par le Ministre d'accord avec la Chambre.

L'instruction du Ministre, T. N° 13.646 du 17 dé-
cembre 1911, donne le tarif suivant :

La taxe pour l'inscription de l'apprenti 1 dinars.

La taxe pour l'inscription du compagnon, 2 di-
nars.

La taxe pour l'inscription du maître, 3 dinars.

La taxe pour certificat ou décision de l'assemblée,
1 dinars.

La taxe pour l'examen d'apprentissage, 6 dinars.

La taxe pour l'examen de la maîtrise, 50 dinars.

Le candidat à l'examen de la maîtrise, paie en plus
30 dinars d'allocation aux membres de la commis-
sion, à raison de 6 dinars par membres.

Mais la corporation ne garde pour ses dépenses que 50 % des recettes. Elle doit verser l'autre moitié à la corporation départementale, à la Chambre des Métiers et à la Caisse des retraites des artisans, à raison de 10 % à la première, 15 % à la seconde, et 25 % à la troisième. Si les 50 % de ses recettes ne couvrent pas les dépenses, la corporation pourra frapper ses membres d'une cotisation proportionnelle à leur fortune ; cette cotisation doit être approuvée par la Chambre des Métiers.

Le patrimoine des corporations dissoutes sera placé à la Banque Hypothécaire, au profit de la nouvelle corporation qui se créera dans la même localité. Si pourtant, la nouvelle corporation ne se crée pas dans un délai de deux ans, le patrimoine de la corporation dissoute sera attribué définitivement à la Caisse des retraites des artisans.

Mais la grande innovation de la loi de 1910, qui va combler une des plus grandes lacunes de celle de 1847, est l'organisation du personnel et son admission au sein de la corporation où il acquiert le droit de discuter les conditions du travail.

Les compagnons des métiers privilégiés ont le droit d'élire un comité de cinq membres qui se choisit un président dans son sein. Ce comité représente les intérêts du personnel et peut intervenir dans le fonctionnement de la corporation dans plusieurs cas, notamment :

1° Lors de la réglementation des rapports du travail ;

- 2° Lors de l'élection des membres de la commission d'examen de maîtrise ;
- 3° Lors de la constitution du tribunal des Prud'hommes ;
- 4° Dans l'organisation et le fonctionnement de toutes les institutions pour la création desquelles les compagnons ont supporté une charge : les bourses du travail, les asiles, etc.

Pendant la discussion de ces questions, tous les membres du Comité des compagnons sont admis dans l'assemblée avec le droit de vote complet, et, dans les délibérations du bureau de la corporation, un membre-compagnon, au moins, doit prendre part.

d) LA CORPORATION DÉPARTEMENTALE

Toutes les corporations du département forment une corporation dont le siège sera dans le chef-lieu du département ou dans une ville plus importante dotée d'un tribunal de première instance. La Chambre des Métiers a la compétence pour décider quelle corporation sera attachée à tel centre.

La grande partie de la mission dont la loi charge la corporation départementale, fait double emploi avec celle de la corporation du premier degré. De plus, elle est chargée de favoriser la création des esnafs, de contrôler leur travail, d'établir les institutions que les esnafs ne peuvent fonder seuls et

d'envoyer un rapport annuel à la Chambre des Métiers avec la statistique exacte des maîtres et du personnel. La Chambre des Métiers peut la charger d'autres devoirs qui ne soient pas contraires à la loi.

Nous avons déjà dit que l'examen de maîtrise se passe seulement devant la corporation départementale.

La direction de la corporation du second degré est assurée par un bureau de neuf membres, dont cinq maîtres de métiers différents, un membre juridique, un professeur de l'enseignement professionnel et deux compagnons, tous domiciliés dans le siège de la corporation. Les sept premiers membres sont élus par ceux des bureaux des corporations du premier degré, et les deux derniers membres par ceux des comités des compagnons. Les mandats des élus durent trois ans, et ceux-ci sont renouvelables par tiers tous les ans. L'élection est dirigée par la Chambre des Métiers.

Les recettes de la corporation départementale consistent dans les taxes sur les lettres de maîtrise et autres, dans les amendes et les fonds que les corporations d'arrondissement lui versent à raison de 10 % de leurs recettes.

Le surplus des recettes sera versé à la Chambre des Métiers et, dans le cas où les dépenses ne seraient pas couvertes, la Chambre peut approuver une contribution sur les corporations d'arrondissement, proportionnellement au nombre de leurs membres.

Toutes les corporations sont soumises au contrôle

du Ministre de l'Economie Nationale par l'intermédiaire d'une section pour l'industrie, le commerce et les métiers qui sera instituée auprès de ce ministère. Nous savons déjà que les inspecteurs du travail ont un pouvoir de contrôle sur toutes les entreprises régies par la loi de 1910.

e) LE FONCTIONNEMENT DE LA CORPORATION DE BELGRADE

La loi fixa la dissolution de toutes les anciennes corporations au 1^{er} juillet 1911. Avant cette date, les Chambres de Métiers et du Commerce devaient envoyer dans tous les départements des délégués chargés d'inventorier la fortune des esnafs et de la confier à leurs chefs qui la transmettrait aux nouvelles corporations quand elles seraient créées.

Ainsi, le premier travail de la nouvelle corporation de Belgrade fut de liquider les nombreuses corporations qui existaient jusqu'alors dans la ville. Bien que la fortune des anciennes corporations fut déjà inventoriée par la Chambre des Métiers, ce travail de liquidation s'est prolongé pendant plusieurs mois grâce à la mauvaise volonté des anciens chefs. La liquidation des 31 corporations avait apporté la somme de 73.566 dinars.

Les statuts de la corporation de Belgrade sont approuvés par la Chambre des Métiers, le 11 novembre 1911. Après avoir élu son bureau, la nouvelle cor-

poration a invité tous les maîtres des métiers privilégiés à s'y inscrire. 1.434 maîtres se sont alors fait inscrire, mais ce qui est caractéristique, c'est que les artisans des métiers libres ont profité de la faculté que la loi leur donne pour s'inscrire dans la corporation obligatoire et nous voyons parmi 1.434 membres inscrits en 1912, 150 artisans libres.

En 1912, vint la Guerre Balkanique, suivie par la Guerre Serbo-Bulgare de 1913. Toute la vie économique du pays fut arrêtée ; les artisans et les ouvriers furent mobilisés et le travail de l'organisation nouvelle ne put s'accomplir ainsi que la loi le prévoyait. La meilleure illustration des conséquences funestes de la Guerre Balkanique sur la vie économique de la Serbie, se voit dans la statistique commerciale. La diminution de l'exportation, par rapport à l'année 1911, est de 32.694.723 dinars en 1912 et de plus de 38.000.000 en 1913.

La guerre devait forcément avoir une répercussion sur le travail du nouvel esnaf ; ainsi, nous voyons que le nombre des maîtres nouvellement inscrits en 1913 est seulement de 49, tandis qu'il est de 131 en 1914.

A peine les producteurs étaient-ils démobilisés, que la Grande Guerre commence par le bombardement de Belgrade ; la Serbie est alors évacuée par son armée et doit connaître le sort pénible d'un Etat sans territoire. Ayant cessé d'exister en 1914, la corporation de Belgrade ne commence son travail qu'en 1919. Pendant cette période de guerre qui devait

durer sept ans, il est tout naturel que la corporation nouvelle ne puisse montrer d'activité, ni créer les institutions que la loi la chargeait d'établir. Le premier et unique rapport sur le travail pendant ces sept années, est donné à l'assemblée de l'esnaf le 19 août 1920. Ce rapport montre qu'en 1919 le nombre des maîtres nouvellement inscrits est de 193.

Les commissions d'examen avaient commencé leur travail dès l'année 1912. Le rapport nous donne la statistique suivante des maîtres et compagnons qui ont passé leurs examens pendant cette époque :

	1912	1913	1914	1919	Total
	<u>91</u>	<u>56</u>	<u>68</u>	<u>156</u>	<u>371</u>
Nouveaux maîtres.	91	56	68	156	371
Nouveaux compagnons	114	192	163	91	533

Le nombre des apprentis inscrits sur les registres de l'esnaf pendant la même période est de 2.104.

Ces chiffres sont éloquents. Pour 371 maîtres nouveaux, il n'y a que 533 compagnons qualifiés, mais c'est surtout le nombre d'apprentis qui effraie la corporation ; comparé au nombre de 1.807 maîtres inscrits pendant cette période, le chiffre d'apprentis inscrits est insignifiant ; il n'y a pas même deux apprentis pour un maître.

La corporation reproche aux artisans de ne pas faire inscrire leurs apprentis et compagnons sur les registres, ce qui ne lui permet pas d'établir une statistique exacte sur le mouvement du personnel.

Mais la raison de ce manque de personnel qualifié est donnée par la corporation elle-même, dans la forme d'une accusation formelle contre les maîtres qui, malgré la loi, évitent de présenter à temps leurs apprentis à l'examen et les obligent à s'embaucher chez d'autres maîtres qui les acceptent en qualité de compagnons et les payent comme tels. La négligence et l'égoïsme des maîtres augmente le cadre des ouvriers non qualifiés.

C'est la preuve la plus éclatante de l'égoïsme dans le régime corporatif. Un des meilleurs arguments dont ils se servent pour obtenir le monopole corporatif, est la formation des artisans qualifiés, capables de produire la meilleure qualité des objets. Nous voyons cependant que cette formation de travailleurs spécialisés est négligée par les artisans. Tout le travail de la corporation consiste à sauvegarder le monopole ; les intérêts plus larges de la profession comme la création des institutions utiles, des comités des compagnons, des coopératives, des musées, expositions, écoles professionnelles, sont laissés de côté.

Ainsi, le travail de la corporation pendant son existence, se bornait à un millier d'avis d'interdiction du travail aux artisans qui n'étaient pas dans les conditions exigées ; dans les interventions pour l'interdiction du travail dans les services pénitentiaires et dans les écoles professionnelles, et dans les demandes d'interdiction de colportage.

Les dépenses de la corporation, couvertes en ma-

jeure partie par les taxes, s'élèvent à 11.686,70 dinars en 1912 ; le projet de budget pour 1919 prévoit 26.100 dinars.

Deux legs ont fait bénéficier l'esnaf de deux immeubles à Belgrade.

La première corporation créée est celle de Belgrade ; c'est au cours de l'année 1912 seulement que la Chambre des Métiers avait commencé la création des autres corporations à l'intérieur du pays. A peine avaient-elles eu le temps de se former, que la Guerre Balkanique était déclarée. C'est la raison qui ne nous permet pas de donner plus de détails sur leur fonctionnement. Mais le fonctionnement de la corporation de Belgrade peut nous servir comme illustration du fonctionnement des autres esnafs, l'esprit qui les anime étant partout le même. Les guerres qui se sont succédées peuvent justifier de leur inactivité ; il est à se demander seulement si leur activité eût été plus grande sans cet obstacle. Pour notre part, nous ne le croyons pas. L'esprit qui a animé les maîtres dans les corporations de 1847 et l'inertie égoïste montrée par les maîtres de Belgrade dans la nouvelle corporation, nous portent à penser plutôt le contraire.

Le premier soin de la Chambre des Métiers, après la libération de la Serbie, fut la résurrection des esnafs. En 1919, toutes les corporations départementales furent ressuscitées avec un bon nombre des corporations d'arrondissement. Dans les dix-sept départements de la Serbie, il y a aujourd'hui une cor-

puration pour chaque chef-lieu ; les villes comme Pojarevatz, Tchoupriya, Chabatx exercent le contrôle chacune sur une dizaine de corporations d'arrondissements.

Dans la Serbie du sud, douze grandes villes possèdent des corporations départementales dont la plus importante est celle de Skoplyé (Uskub).

Quel sera l'avenir de la corporation dans le nouvel Etat des Serbes, Croates et Slovènes ? Nous nous proposons de revenir sur cette question dans un des chapitres suivants.

CHAPITRE II

Les Chambres consultatives en Serbie

Au début du xix^e siècle, la Serbie était un des rares Etats de l'Europe qui n'avaient pas encore de Chambres de Commerce ; il y en avait pourtant chez ses voisins balkaniques eux-mêmes.

Les comités consultatifs de commerce et des métiers, créés par les lois de 1857 et 1870, ne pouvaient donner aucun résultat, tels qu'ils étaient composés, et sans aucune liberté d'action.

Cependant, avec le progrès du commerce et de l'industrie, le désir s'accroît de plus en plus dans toutes les classes de la société, d'obtenir la création de corps représentatifs ; il devient intense à partir de 1900. Les ouvriers, déjà bien organisés, réclament une Chambre de Travail ; les artisans demandent une Chambre des Métiers séparée, pareille aux *Haudwerks kammern* que les artisans allemands venaient d'obte-

nir par la *Gewerberordnung* de 1897. La création des Chambres de Commerce s'imposait, et l'industrie nouvelle qui avait surtout besoin de l'appui des pouvoirs publics, dans son premier âge, demandait une représentation exclusivement industrielle.

Le gouvernement sentait aussi le besoin de créer des corps consultatifs, surtout depuis la guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie de 1906, lorsqu'il dût rechercher de nouveaux débouchés pour l'exportation dans le but de s'émanciper du monopole devenu insupportable de l'Empire voisin. A ce moment, une collaboration étroite entre le gouvernement et les représentants de la vie économique de la Nation, devenait nécessaire pour que la nouvelle orientation s'inspire de l'intérêt général.

La loi générale du travail de 1910 vint donner satisfaction à toutes les aspirations. Son originalité consistait à doter toutes les classes d'une Chambre séparée, afin d'éviter toute opposition au sein de chaque chambre, et de lui permettre de protéger les intérêts professionnels en toute indépendance.

La question de la pluralité des chambres ne se posait même pas ; la population de la Serbie ne dépassait pas à ce moment celle de Paris. Il y avait cependant une proposition intéressante de M. Milorad Pavlovitch que nous avons mentionnée dans la discussion de la loi. Cette proposition portait sur la division de la Serbie en régions économiques, d'après les circonscriptions militaires et l'établissement de conseils économiques régionaux. Elle rappelait la

division régionale qui s'était produite en France au cours de la guerre et aux conseils consultatifs d'action économique, mais comme la Serbie n'avait pas à ce moment de grandes régions économiques, cette proposition ne pouvait pas aboutir.

Le titre V de la loi de 1910 parle de l'organisation professionnelle en général ; les articles, de 117 à 134, sont consacrés aux Chambres consultatives.

Comme la loi n'a fait que poser les principes généraux des institutions qu'elle a créées, nous allons compléter notre exposé des dispositions qui régissent les Chambres par l'étude des statuts approuvés par le Ministre de l'Economie Nationale, auxquelles la loi confie du reste la réglementation détaillée de l'institution.

L'article 117 qui crée les Chambres consultatives comme représentation supérieure des professions, est ainsi conçu :

« Les associations des industriels, des artisans, des
« commerçants et des ouvriers formeront, chacune
« de leur côté, une chambre dont le siège sera à Bel-
« grade. »

Le principe de la chambre unique et séparée, pour chaque classe, est ainsi consacré.

La loi donne toute liberté aux chambres pour leur organisation intérieure ; elles doivent faire approuver par le Ministre leurs statuts qui régleront la procédure d'élection des membres et le mode de leur remplacement ; le quorum nécessaire pour la délibération et le procédé de vote pour les séances, les

attributions du président, du secrétaire et du bureau de la chambre, les modifications des statuts, l'élaboration et l'approbation du budget et la vérification des comptes, la division en sections et le fonctionnement de celles-ci ; la publication du rapport annuel et les modes de perception des recettes.

Les chambres sont des établissements publics dotés de la personnalité morale ; elles peuvent acquérir, même par donation et par testament, elles peuvent contracter et ester en justice. Elles ne sont responsables que sur leur patrimoine social, sauf la responsabilité solidaire des membres du bureau en cas de mauvaise gestion.

Leur liberté est entravée par la présence d'un commissaire d'Etat que le Ministre de l'Economie Nationale peut envoyer aux séances. Ce commissaire n'a pas le droit de vote et ne préside pas les séances ; mais il a un pouvoir énorme qui annihile toute l'indépendance des chambres. Ce pouvoir consiste dans un droit de veto suspensif, applicable à toute décision des chambres. Le Ministre de l'Economie Nationale doit se prononcer sur la décision frappée de veto dans un un délai de sept jours ; s'il ne se prononce pas dans ce délai, la décision de la chambre est considérée comme approuvée par lui et devient valable.

Une autre entrave à l'indépendance des chambres consiste dans la faculté, pour le Ministre, de dissoudre les chambres si elles ne remplissent pas leurs devoirs ou si leur travail sort des limites de la loi.

Mais, dans ce cas, de nouvelles élections doivent être faites dans le délai d'un mois.

1° L'ÉLECTORAT. — Le nombre des membres est fixé par la loi uniformément pour toutes les quatre chambres permanentes. Il est, de douze membres domiciliés à Belgrade et d'un membre en plus par département, ce qui porte le nombre total des membres à 29, la Serbie ayant alors dix-sept départements.

En dehors des membres ordinaires, les chambres peuvent avoir un nombre illimité de membres honoraires élus même en dehors de la profession. Ceux-ci assistent aux séances et donnent leurs avis et conseils, sans avoir le droit de vote.

Le mode d'élection rappelle celui qui fut institué en France par le décret Millerand de 1900, pour l'élection des conseils du travail. La loi de 1910 favorise l'essor des associations et des syndicats. Le droit d'électeur appartient à tout membre majeur des associations professionnelles affiliées à la Chambre. Les chambres sont, en vérité, le dernier degré de l'organisation professionnelle et la loi leur confie le contrôle sur les associations en exigeant que toute association désirant entrer dans la Chambre fasse approuver ses statuts par la Chambre et se soumette à son contrôle.

Les conditions d'éligibilité pour les membres ordinaires sont :

1° Être sujet serbe et jouir des droits civiques ;

- 2° Avoir exercé la profession pendant trois ans au moins ou l'exercer actuellement depuis trois ans, comme propriétaire ou comme directeur.

Dans le but d'assurer aux chambres la collaboration des hommes qui ont acquis l'expérience professionnelle et qui ont plus de temps à consacrer aux buts poursuivis par les Chambres, le législateur concède, dans les mêmes conditions, le droit d'éligibilité aux personnes qui ont cessé d'exercer la profession.

Pour la fonction de membre ordinaire de la Chambre du travail, est éligible tout ouvrier âgé de 25 ans révolus, sujet serbe, qui a travaillé au moins trois ans dans les ateliers nationaux. Il doit être, en outre, syndiqué et le statut de la Chambre de Travail demande à tout électeur la carte syndicale au moment du vote.

La femme est-elle éligible à la fonction de membre de la chambre ? La loi n'en parle pas, mais le Ministre consulté sur cette question, a répondu affirmativement. Peu après la formation des chambres, l'Union Nationale des Femmes Serbes a adressé à la Chambre de Commerce la question de savoir si les femmes, membres des associations professionnelles, ont le droit d'élire et d'être élues membres des chambres. Le Ministre de l'Economie Nationale, consulté par la Chambre, a répondu que les femmes ont le droit actif et passif d'élection, étant donné que l'ar-

ticle 98 de la loi de 1910 leur donne les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'aux hommes, dans les associations professionnelles.

Dans la loi française de 1898, la femme, bien qu'électeur, n'est pas éligible pour la charge de membre des Chambres de Commerce.

Les membres des chambres sont élus pour une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables par moitié tous les deux ans et indéfiniment rééligibles. Les premiers membres sortants son désignés par le sort.

La procédure d'élection appartient aux Chambres, sans aucune immixtion des fonctionnaires. Elles convoquent le corps électoral par l'intermédiaire des associations professionnelles. Le bureau d'élection est formé par les présidents et un membre des associations professionnelles ; il doit composer une liste des électeurs, vérifier leur nombre après le dépouillement des votes exprimés, dresser le procès-verbal de l'élection, délivrer le mandat aux membres élus et envoyer à la Châmbre le procès-verbal de l'élection en même temps que les listes des électeurs et des votes exprimés.

Pour éviter les déplacements inutiles dans les départements qui ont plusieurs associations, dans diverses villes, le statut de la Chambre de Commerce prévoit que chaque association doit élire un électeur par vingt membres qu'elle compte. Ces électeurs élus se rendront dans la ville et le local désignés par la Chambre pour l'élection définitive.

L'élection se fait au scrutin secret au cas où deux

ou plusieurs candidats obtiennent un nombre égal de voix, le tirage au sort décidera lequel deviendra membre de la Chambre.

Le département qui n'a pas d'association professionnelle adhérente à la Chambre, n'est pas représenté dans celle-ci.

Les électeurs seuls ont le droit d'élever des réclamations sur la régularité et la sincérité de l'élection. Ces réclamations sont jugées par les Chambres seules, qui ont le pouvoir d'annuler l'élection irrégulière. La loi ne prévoit aucun recours contre la décision des Chambres dans ce cas, mais comme la plupart de leurs décisions sont soumises à la juridiction en dernier ressort du Ministre de l'Economie Nationale, il est à présumer que ce dernier pourrait valider ou annuler la décision de la Chambre.

Le délai pour la contestation est de dix jours pour la Chambre de Commerce et de trois jours pour les Chambres d'Industrie. Il court du jour de la constatation des résultats généraux par les bureaux.

Le statut de la Chambre du Travail prévoit que chaque organisation professionnelle centrale doit choisir trois candidats. Le bureau électoral est composé, à Belgrade, de cinq représentants des cinq plus forts syndicats et présidé par le président de la Confédération Générale du Travail. A l'intérieur, le bureau se compose de cinq membres des plus forts syndicats du département, présidés par le président du Comité Syndical ou, à défaut de celui-ci, par le président du syndicat le plus nombreux.

Les listes électorales sont faites par les syndicats et approuvées par les bureaux d'élection.

2° BUREAUX. — Devant les autorités publiques et dans leurs affaires juridiques, les Chambres sont représentées par leurs bureaux dont les membres, domiciliés à Belgrade, sont élus pour deux ans.

Le bureau s'occupe des affaires courantes, perçoit les recettes, prépare les délibérations des séances, exécute les décisions de celles-ci et, en général, tous les travaux que la loi ne réserve pas expressément à la compétence des séances de la Chambre.

À la tête du bureau se trouve le président ; le statut de la Chambre de Commerce prévoit deux vice-présidents et des présidents de section comme membres du bureau. Le secrétaire général de la Chambre assiste aux délibérations du bureau, rédige le procès-verbal, il a voix consultative et contresigne, après le président, tout acte de la Chambre.

Le bureau se réunit à la demande du président ou de deux de ses membres. La voix du président est prépondérante au cas de partage des voix.

Chaque chambre a un secrétaire général qui est le chef du personnel. Il doit avoir reçu l'enseignement supérieur et avoir fait preuve, par ses travaux, d'une certaine connaissance des problèmes économiques.

Chose curieuse, la loi qui donne aux Chambres une indépendance assez large pour leur organisation intérieure, limite leur droit de se choisir un secrétaire. Elles doivent proposer deux candidats,

élus au concours, au Ministre de l'Economie Nationale et c'est celui-ci qui choisit, entre les deux, le secrétaire de la Chambre.

Le secrétaire suit le mouvement de la presse, de la littérature et des réunions, prépare les rapports sur les événements économiques, le matériel pour les statistiques intéressant la profession, pour les traités de commerce et les conventions avec les autres Etats. Il rédige les réponses à toutes les demandes du Ministre, donne des informations, veille à l'application de la loi et dirige l'administration et le personnel de la Chambre.

3° LES DÉLIBÉRATIONS. — Les séances ordinaires des Chambres se tiennent au moins une fois par mois ; les séances extraordinaires, selon les besoins, ont lieu à la demande du Ministre de l'Economie Nationale ou d'un tiers des membres de la Chambre.

Pour que les décisions soient valables, la première séance doit comprendre la majorité des membres ; au cas où ce nombre ne serait pas atteint, le président lance une deuxième convocation et la Chambre délibère valablement avec le nombre des membres présents.

Les Chambres sont libres d'inviter aux séances les experts qui les éclaireront par leurs avis sur les questions spéciales.

Les questions réservées à la délibération des séances sont :

1° L'élection du bureau, des membres honoraires et correspondants et des membres des sections ;

2° Les projets et approbations du budget, la vérification des comptes, l'approbation des dépenses non prévues par le budget et des emprunts à conclure ;

3° Les décisions pour l'achat, l'aliénation ou l'hypothèque des immeubles ;

4° Les avis et propositions au ministre en ce qui concerne les projets de lois qui intéressent la profession ;

5° L'élaboration des règlements et instructions sur les rapports entre les patrons et le personnel ;

6° L'élection des candidats pour la fonction de secrétaire de la Chambre ;

7° Les décisions sur la modification des statuts ;

8° L'élaboration des règlements pour les examens d'apprentissage et de maîtrise.

La Chambre délibère à la majorité des voix et la voix du président est prépondérante au cas de partage.

Pour remédier à l'inconvénient des chambres séparées, l'article 129 de la loi donne la faculté aux chambres de se concerter pour la défense des intérêts communs. Ces réunions peuvent se produire spontanément dès qu'un intérêt commun est en question ou avoir lieu sur l'initiative du Ministre. L'assemblée des chambres de diverses professions délibère, en ce cas, comme un corps unique.

4° LES ATTRIBUTIONS. — Les principales attributions des chambres sont consultatives. Elles étudient les propositions qui leur sont soumises par les corporations et les associations professionnelles et

donnent au Ministre, spontanément ou sur sa demande, des avis sur les mesures à prendre pour le progrès et le développement de la production.

Elles doivent publier un rapport annuel sur la situation économique, surtout en ce qui concerne la profession qu'elles représentent sur l'état des institutions créées au profit des ouvriers, sur les voies de communication, etc...

Les chambres contrôlent l'application de la loi ; elles surveillent les associations affiliées et les entreprises de leur ressort et saisissent le Ministre des infractions commises.

La loi recommande à toutes les autorités publiques d'aider les corporations et les chambres dans leur tâche et de leur fournir tous les enseignements nécessaires.

Nous avons déjà cité le rôle réglementaire des chambres ; elles règlent les rapports entre les patrons et les ouvriers et approuvent les règlements d'ateliers, préparés par les patrons, de même que ceux élaborés par les corporations.

La loi confie aux chambres la création et l'administration des institutions à l'usage du commerce et de l'industrie, comme les musées, les expositions, les bourses du travail, les écoles et cours professionnels, etc.

Elles ont, en outre, un rôle administratif. Chaque personne qui veut exercer une profession doit obtenir de la chambre compétente, avant tout enregistrement, un certificat qui confirme la capacité exi-

gée par la loi, du requérant pour l'exercice de la profession. La police n'enregistre aucune déclaration non accompagnée de ce certificat.

Parmi les attributions communes à toutes les chambres, on trouve encore la fonction arbitrale. Toutes peuvent, en effet, constituer un tribunal arbitral pour la solution des différends professionnels en vertu d'une convention préalable des parties.

Les Chambres de Commerce et de l'Industrie ont, en plus, des missions spéciales à elles. Elles doivent tenir à jour les registres des marques et des modèles déposés et des concessions données aux entreprises industrielles de leur ressort. Elles ont le droit d'élire les juges au tribunal de commerce de Belgrade (1).

La Chambre de Commerce est la seule compétente pour délivrer des certificats d'usages commerciaux et des certificats d'origine pour les marchandises destinées à l'exportation.

Toutes les chambres doivent publier chaque année un compte rendu de leurs travaux.

Aux termes de l'article 132 de la loi de 1910, le gouvernement est tenu obligatoirement de demander l'avis des chambres sur toutes les questions qui touchent les intérêts professionnels. Tous les projets des lois et les règlements qui se rapportent au commerce, à l'industrie ou au travail, doivent être

(1) Une juridiction commerciale a été instituée en Serbie le 12 décembre 1859. Son organisation fut modifiée en 1890 et 1905, mais il n'y a eu qu'un seul tribunal pour tout le pays jusqu'à ces derniers jours.

soumis préalablement aux chambres, ainsi que les traités de commerce et les conventions à conclure avec les Etats étrangers. Aucune modification des impôts et taxes ne peut non plus être effectuée sans cette consultation des chambres.

De cette énumération, il ressort que la loi serbe est plus large en ce qui concerne la consultation obligatoire des chambres, que la loi française de 1898.

M. Milorad Pavlovitch a réussi, au cours de la discussion de la loi, à faire adopter la disposition d'après laquelle les ministres qui soumettaient à la Skouptina les projets de loi concernant une des questions sus-mentionnées, doivent en même temps joindre les avis des chambres consultées de manière que les députés connaissent l'opinion des milieux intéressés avant de voter. Cet amendement est sanctionné par l'article 132 in fine.

Les chambres ont le droit de correspondre directement avec les autorités publiques et la loi sur l'enregistrement les libère du timbre dans leur correspondance officielle.

5° L'ORGANISATION FINANCIÈRE. — Bien qu'établissements publics, elles ne sont pas obligées de soumettre leurs budgets à l'approbation du Ministre. La Chambre approuve, après le rapport de sa section financière, le budget élaboré par le bureau, indépendamment de toute ingérence du dehors. A la fin de l'année, la section financière vérifie les comptes et fait son rapport à la Chambre qui les approuve en dernier ressort.

Les recettes des chambres sont ordinaires et extraordinaires.

Parmi les recettes ordinaires figure d'abord la subvention de l'Etat. Il n'y en a que deux qui en bénéficient, celle des métiers et celle du travail ; d'après la loi, elles reçoivent une subvention annuelle de 6.000 dinars chacune. Pendant la guerre, lors du fonctionnement des Chambres en France, et, après le retour au pays, la subvention de l'Etat a été accordée exceptionnellement à toutes les chambres.

Les autres ressources sont les taxes perçues à l'occasion de la délivrance d'actes ainsi que les taxes prélevées sur l'usage des institutions administrées par elles.

Une troisième source de recettes provient des amendes que les chambres ont le droit de prononcer. D'après l'article 159, les chambres ont le pouvoir de prononcer des amendes allant de 100 à 1.000 dinars contre les personnes qui favorisent l'exercice illégal d'une profession par des personnes qui ne sont pas dans les conditions exigées par la loi, et des amendes de 100-200 dinars contre ceux qui acceptent la direction d'une entreprise sans remplir les conditions de capacité nécessaires, ainsi que contre les patrons qui n'édicte pas les règlements d'atelier prévus par la loi.

La Chambre des Métiers a, en outre, 15 % des recettes des esnafs d'arrondissement et les excédents éventuels de recettes des esnafs départementaux.

Parmi les recettes extraordinaires, figure d'abord

le revenu temporaire provenant de la liquidation des esnafs. La loi de 1910 a supprimé les corporations commerciales et mixtes ; elle prévoit que la Chambre de commerce percevra 20 % des biens liquidés et autant de la part revenant aux commerçants dans les corporations mixtes.

Si les recettes ordinaires ne suffisent pas à couvrir leurs dépenses, les Chambres peuvent être autorisées par le Ministre de l'Economie Nationale à percevoir une cotisation de toutes les associations qui les composent.

C'est surtout sur le régime financier que la discussion s'anima, au moment où la loi de 1910 fut votée. Les représentants du commerce et de l'industrie, à la Skouptchina, ont essayé en vain d'obtenir pour leurs chambres une subvention de l'Etat. Ils affirmaient, avec raison, que ce sont surtout les Chambres du Commerce et de l'Industrie que la loi charge du plus grand travail et que leurs dépenses devaient être, par conséquent, considérables ; ils exigeaient que la loi leur assure des moyens d'existence pour que leur activité puisse être utile.

Devant l'intransigeance du Ministre, M. Riznitch a demandé que la loi sanctionne au moins la contribution des commerçants aux charges de la Chambre, attendu qu'ils se sont déjà, dans leur congrès, déclarés prêts à supporter cette contribution. Sa demande a été adoptée par la Skouptchina et l'article 121 prévoit que la Chambre de Commerce et la Chambre d'Industrie pourront, au besoin, frapper

tous les magasins et entreprises enregistrés, d'une contribution spéciale égale à 1 ou 2 % des contributions directes payées par celles-ci. Cette contribution sera perçue en même temps que l'impôt de l'Etat par les percepteurs et son montant sera versé aux Chambres.

CHAPITRE III

Le fonctionnement des Chambres

Au cours de l'année 1910, les chambres provisoires se sont constituées. Les statuts de la Chambre d'Industrie furent approuvés par le Ministre de l'Economie Nationale le 16 août et ceux de la Chambre du Travail, dernière créée, le 31 décembre 1910.

Les guerres balkaniques qui avaient arrêté toute la vie économique de la Serbie, ne permirent pas aux nouvelles chambres de développer une grande activité. La plupart des fabriques étaient fermées ; la seule industrie qui ait vu augmenter sa production était l'industrie textile qui fournissait l'étoffe et les draps à l'armée.

Au cours de la Grande Guerre, la situation économique n'a fait qu'empirer jusqu'à l'évacuation complète du pays.

Cependant, pour si courte que fut leur vie, les chambres nouvelles ont tout de même protégé les

intérêts professionnels et ont continué cette œuvre, grâce à la large hospitalité de la France, même pendant l'invasion.

Dès sa création, la *Chambre des Métiers* a entrepris la liquidation des anciennes corporations et la formation des nouvelles. Dans ce but, elle a publié plusieurs livres qui devaient dissiper les nombreuses confusions qui s'étaient répandues après la promulgation de la nouvelle loi et contribuer à l'uniformité de la nouvelle organisation.

Après avoir envoyé des délégués pour inventorier le patrimoine des anciennes corporations, la *Chambre* a entrepris leur liquidation. Ce travail n'était pas facile ; les artisans craignaient qu'après l'abolition des corporations commerciales ne vint la suppression de celle des artisans et ils préférèrent dépenser la fortune des corporations plutôt que de la garder.

Le rapport que la *Chambre* donne sur son travail pendant les trois premières années, ne témoigne pas d'une grande activité.

On voit, dans ce rapport, qu'elle n'a pas compris dès l'abord quel était son véritable but et son travail en conséquence n'a pu être fertile.

Au lieu de favoriser l'initiative privée des artisans qui devrait logiquement devenir le facteur principal de la solution du problème des métiers, elle attend tout de l'Etat et ne considère son action propre et l'initiative privée que comme secondaires.

C'est elle surtout qui pouvait fournir un travail utile car la loi l'avait dotée d'organismes prêts à

l'aider. Au lieu de distribuer tout le travail secondaire aux corporations et de ne conserver pour elle les questions générales de la profession, elle s'est attribué el travail que la loi avait réservé aux corporations et que celles-ci seules devaient faire.

Absorbée par ce travail d'importance secondaire, elle ne pouvait arriver à se consacrer aux intérêts généraux de la profession. A part son intervention pour faciliter la participation des petits artisans dans les adjudications de l'Etat, tout son travail consista à limiter la concurrence et à réserver le marché à un nombre restreint d'artisans. Une importance exagérée attribuée à la concurrence, tendance commune aux artisans de toutes les nations, telle fut la préoccupation qui a guidé la Chambre dès ses premiers pas.

La question du crédit ne l'a pas inquiétée et elle n'a pas songé à la création des institutions utiles à cet effet ; toute son activité se borna dans ce sens à favoriser la création d'organisations dont l'initiative revenait aux artisans eux-mêmes.

Aucun zèle à former des organisations ouvrières qui pourraient avoir un effet salutaire sur les rapports entre les patrons et le personnel ; une des plus importantes questions, l'enseignement professionnel, fut également négligée par la Chambre ; non seulement elle ne créa aucune école professionnelle, mais elle ne donna aucun appui aux écoles existantes et elle n'a rien entrepris contre les membres qui retenant la jeunesse ouvrière hors de l'école,

Le D^r Koujelié, dans l'« Economist », (1) voit la raison de l'inactivité de la Chambre dans son hostilité contre les corporations départementales.

La Chambre voulait centraliser tout le pouvoir entre ses mains, sans partager avec les corporations départementales créées cependant à la demande expresse des artisans. Les corporations d'arrondissement se montrèrent également hostiles à ces institutions nouvelles sous le contrôle direct desquelles la loi les plaçait et auxquelles elles devaient fournir une partie de leurs revenus.

Pour défendre leur indépendance, les corporations du premier degré aidèrent la Chambre dans la lutte contre les corporations départementales ; celles-ci gardant le silence, la Chambre, après trois ans de fonctionnement, n'avait même pas élaboré leur statut modèle.

Ce désir de l'omnipotence a réagi sur les résultats obtenus. Privée, de par sa propre volonté, de collaborateurs précieux qui pouvaient la décharger d'un bon nombre de travaux, la Chambre fut submergée par une multitude de démarches constamment renouvelées contre des personnes exerçant le métier sans avoir la capacité nécessaire, ce qui n'était aucunement de son rôle.

Après la Grande Guerre, elle a fourni un rapport sur ses travaux en 1919 et en 1920. Ce rapport ne

(1) « Economist », Revue économique et sociale, n° 23. D^r S. Koujelié. Le bilan des trois années de travail de la Chambre des Métiers, p. 364. Belgrade 1913.

montre pas une plus grande activité dans la création des institutions utiles aux métiers, mais le rôle consultatif a été plus fécond à cause de la multiplication des problèmes soulevés par la guerre.

L'œuvre de la Chambre a commencé au mois de février 1919. Le pays était dévasté, les ateliers fermés et sans machines, les artisans mobilisés, le personnel manquait.

Les premières interventions eurent pour but d'obtenir la démobilisation des artisans et les crédits nécessaires pour l'achat des outils et de la matière première.

Les autorités d'occupation avaient donné des concessions pour exercer les métiers et le commerce, aux personnes n'ayant aucune capacité ; dès le retour au pays, les Chambres obtiennent du Ministre du Commerce et de l'Industrie une circulaire prescrivant aux préfets de poursuivre tout exercice illégal. Les demandes d'examen affluèrent alors. En 1920, la Chambre a délivré 1.522 certificats d'enregistrement pour la Serbie, et 195 pour la Serbie du sud. Le plus grand nombre revient aux métiers :

Opantchari (chaussures nationales) . .	196
Cordonniers	163
Forgerons	114
Menuisiers	95
Boulangers	90
Coiffeurs	78
Tailleurs	72
Constructeurs en bâtiment	61

Par ses réclamations, la Chambre a obtenu plus de 30.000 kilos de cuir provenant des biens séquestrés, qu'elle a distribués aux esnafs, à raison de 35 kilos par artisan. Peu après, elle a obtenu encore 100.000 kilos de cuir provenant des magasins du Ministère du Ravitaillement.

De nombreuses démarches furent faites au sujet des crédits consentis par l'Etat. La Chambre se chargea d'établir les listes et de vérifier les réclamations des intéressés. Le Gouvernement avait les institutions toutes préparées pour la solution de ce problème.

Mais, comme dans d'autres questions, ici aussi, les avis des Chambres n'ont pas prévalu.

Les artisans de la Serbie du sud, reconquise au cours de la guerre balkanique, n'étaient pas soumis à la loi de 1910 ; elle ne s'appliquait à ces provinces que par des dispositions réglementant l'enseignement professionnel.

A la demande de ceux-ci, le Ministre du Commerce et de l'Industrie place la Serbie du sud sous le régime de la loi de 1910. La Chambre des Métiers réussit à obtenir du Ministre une subvention de 5.000 dinars à l'aide de laquelle son secrétaire a organisé les esnafs dans les principales villes de ces provinces parmi lesquelles Skoplyé, seul, compte plus de 2.000 artisans.

La Chambre a eu en 1919, quatre-vingt-dix séances et son administration a expédié 4.536 numéros ; en 1920, le nombre des séances est de cinquante-six et des numéros expédiés 5.501. Elle est divisée en quatre sections : section du contentieux, section de

l'organisation professionnelle, section pour la réforme et le développement des métiers et section financière.

La *Chambre de Commerce* est divisée en trois sections : section d'importation, section d'exportation et section financière.

Son premier travail a été d'élaborer le statut modèle des associations des commerçants qui remplacent les esnafs. Les seules associations existantes, avant la loi de 1910, étaient l'« association des commerçants serbes », fondée à Belgrade en 1882, et les associations de la « Jeunesse Commerciale », qui existaient dans toutes les grandes villes de la Serbie depuis 1880, sous forme de sociétés mutuelles.

Après avoir liquidé les 116 corporations dont les biens donnaient une somme de 390.353 dinars, la Chambre de Commerce se mit à favoriser la création des associations libres. Dès 1911, le nombre des associations affiliées était de 27.

Ce que nous avons dit pour la Chambre des Métiers, peut se dire aussi pour la Chambre de Commerce. Cette dernière entreprit aussi la lutte contre la concurrence ; elle demanda au Ministre de limiter l'action des coopératives agricoles qui vendaient des articles de commerce.

Après la circulaire du Ministre du Commerce et de l'Industrie, les demandes d'enregistrement abondent ; en 1910, la Chambre a délivré 1.997 certificats dont 880 pour les maisons créées à Belgrade.

Déjà, avant la Grande Guerre, la Chambre de

Commerce avait installé ses sections dans les centres les plus importants de la Serbie du sud, à Skoplyé et à Bitolje ; après la guerre, elle a reconstitué sa section de Skoplyé.

Après la guerre, elle a travaillé à la création des organisations professionnelles. En 1919 déjà, le nombre des associations est de 50. Le service d'information bien organisé, se tient en liaison avec l'étranger, et 1.332 informations sont fournies par lui en 1919.

En 1911, la Chambre a tenu 25 séances, 33 en 1913 et 30 en 1919. Son administration était plus active ; en 1911, elle a expédié 6.966 numéros, en 1912 5.060 et en 1919, 9.121 numéros.

LA CHAMBRE DE L'INDUSTRIE

Son premier travail fut la création des associations industrielles. Comme dans un grand nombre de villes, en Serbie, l'industrie n'est pas développée, on ne créa pas beaucoup d'associations.

En 1911, cette Chambre a publié un rapport documenté sur la situation de l'industrie et les conditions du travail.

En 1913, elle a fondé le musée de la Chambre de l'Industrie à Skoplyé, qui est devenu son organe de défense des intérêts industriels dans la Serbie du sud.

Après le retour au pays, une tâche énorme lui incombait. Elle dut tenir une séance par semaine, en

1919, 61 dans l'année. Elle avait à s'occuper de la libération de l'armée, du matériel de guerre pris sur l'ennemi, du crédit aux industriels, de l'invasion des capitaux étrangers à arrêter avant que l'industrie nationale ne se soit relevée.

Sous l'influence de la Chambre, fut créée en 1920 la coopérative industrielle pour l'achat des matières premières ; cette institution ne fit pas preuve d'une grande activité ; elle ne comptait que très peu de membres.

L'« Union Meunière », formée en 1920, a exporté au cours de cette année 2.500 wagons de farine et permis aux petits exportateurs d'écouler leurs produits, ce qu'ils ne pouvaient faire seuls.

La Chambre est actuellement en liaison avec les institutions étrangères et fournit quotidiennement des informations nombreuses.

En 1920, elle a enregistré 280 brevets de modèle, ce qui prouve que le commerce s'améliore.

Elle en a délivré en 1919, 37, et en 1920, 108 certificats d'enregistrement. Elle a tenu 25 séances en 1920.

Son administration a expédié 3.089 numéros en 1919, et 1.800 en 1920.

LA CHAMBRE DU TRAVAIL

Avec les moyens dont elle disposait, la Chambre du Travail a donné de bons résultats, grâce à la bonne organisation des syndicats ouvriers.

Ses rapports contiennent de nombreuses statistiques sur les conditions du travail. Les nombreuses enquêtes qu'elle a conduites avec l'aide des organisations syndicales, comblent les lacunes des statistiques officielles d'ailleurs inexistantes.

Le travail de la Chambre consistait dans le développement du mouvement syndical et dans des interventions nombreuses auprès du pouvoir central pour la protection de la classe ouvrière.

Le rapport de 1914-1920 donne la statistique suivante sur le mouvement syndical :

Année	Nombre des membres	Année	Nombre des membres
1903	1.761	1912	8.141
1904	3.350	1913	14.707
1910	7.418	1920	23.437

Au mois de juin 1919, la Chambre a créé une section pour la Bosnie et l'Herzégovine à Sarajevo.

La Chambre est en liaison avec la Confédération générale du Travail de Paris.

En 1912 et 1913, son administration a expédié 1.000 numéros.

Après l'évacuation de la Serbie, le gouvernement s'installe à Corfou, mais plusieurs de ses membres sont à Paris. En 1916, le Ministre de l'Economie Nationale autorise le fonctionnement en France des Chambres dont la plupart des membres étaient disséminés dans le monde entier.

Dès le début de 1917, les Chambres se sont reformées en modifiant les règles du quorum.

Une des principales tâches des Chambres était à ce moment de présenter au gouvernement les besoins du commerce et de l'industrie, les modes pour les relever après le retour au pays, la question de crédit et de collaboration avec le gouvernement sur les projets de restauration du pays que les renseignements disaient dévasté.

Mais elles se sont surtout consacrées à l'étude des marchés européens et elles organisèrent de nombreux voyages d'études dans les principaux centres commerciaux et industriels de la France. Elles ont même réussi à organiser une exposition à Lyon.

Les Chambres du Commerce et de l'Industrie ont fait un voyage d'études collectif en Angleterre, où leurs membres furent reçus par Leurs Majestés. Le résultat immédiat de ce voyage fut la création du Comité « Anglo-Serbe », sous la présidence de M. Bayloni, président de la Chambre de l'Industrie, dont le but était le rapprochement économique des deux pays.

Dans le même but fut créée à Paris la Chambre de Commerce franco-serbe.

En 1918, la Chambre de l'Industrie crée, de sa propre initiative, à Paris, « l'Association des Sinistrés de la Guerre ». Elle se tient en liaison avec « l'Union des Sinistrés Français », qui invite à toutes ses séances un représentant de la Chambre d'Industrie serbe.

La Chambre de l'Industrie a aidé, en outre, le placement des jeunes gens serbes dans les entreprises

et les écoles professionnelles françaises. Pendant les temps d'exil, elle a tenu en France 128 séances.

Le résultat du séjour en France fut l'acquisition de relations pour l'avenir. Ce rapprochement eut une grande influence sur la participation active de l'importation française dans le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes, malgré le change défavorable. La statistique commerciale montre que l'importation de la France s'élève à 132.300.000 dinars pour 1920 et à 188.000.000 dinars pour 1921. L'exportation à destination de la France, en 1920, se monte à 41.300.000 dinars, et en 1921 à 40.700.000 dinars. Le premier semestre de 1920 est déjà de 86.100.000 dinars d'exportation pour la France.

Pour donner un jugement sur l'activité des Chambres serbes, il faudrait se rappeler le rôle que la loi leur avait confié, les moyens dont la loi les avait dotées et les conditions dans lesquelles elles ont fonctionné.

Leur rôle principal, comme du reste celui de toute Chambre officielle, était consultatif. Comment les Chambres l'ont-elles rempli ?

On peut dire qu'elles sont intervenues dans toute question intéressant les intérêts de leurs professions et ont servi d'intermédiaires entre le gouvernement et les classes qu'elles représentent.

Déjà, avant la guerre européenne, le gouvernement avait pris l'habitude de consulter les Chambres pour tout nouveau projet de la loi intéressant la production. Elles ont donné leur avis pour les lois d'im-

pôts, de tarifs de douanes, les traités et conventions de commerce, les lois relatives aux Sociétés d'assurance, les conventions pour la protection des modèles et des échantillons, etc.

Mais c'est surtout depuis le retour en Serbie que leur collaboration a été très utile au gouvernement pour la solution des nombreux problèmes soulevés par la guerre.

La plupart de ces problèmes ont été traités collectivement par toutes les Chambres, délibérant comme un corps. Ainsi, ce sont des réclamations collectives qui furent présentées en matière de crédit : en matière d'achat de devises étrangères ; au sujet des traités de compensation qui empêchaient le commerce et permettaient l'exportation des matières premières indispensables à l'industrie nationale ; sur la question des dommages de guerre ; au sujet de la livraison faite aux producteurs nationaux des matières premières provenant des biens séquestrés, etc., etc.

L'unité économique ne s'est pas réalisée simultanément avec l'unité politique du royaume et les divers gouvernements provinciaux avaient établi des barrières prohibitives entre les provinces, dans le but d'assurer le ravitaillement des populations. Le commerce intérieur était paralysé par ces prohibitions et l'industrie d'une province ne pouvait se procurer les matières premières, indispensables à son fonctionnement, qui abondaient pourtant dans d'autres provinces du pays. Il fallait obtenir l'autorisa-

tion de plusieurs ministres pour exporter d'une province à l'autre.

De cette manière, la vie économique ne pouvait reprendre et c'est surtout la Serbie qui en a pâti, étant complètement dévastée et pillée par les troupes ennemies.

Les Chambres de Belgrade sont intervenues activement auprès du gouvernement pour faire abaisser ces barrières.

La Chambre de l'Industrie devait intervenir à plusieurs reprises pour assurer le ravitaillement de l'industrie en charbon. Il arrivait souvent que, même le charbon destiné à l'industrie était réquisitionné pour les chemins de fer qui transportaient les troupes, en raison de la situation politique instable.

Pour obvier au manque de capitaux, la Chambre de l'Industrie avait proposé que l'Etat rachetât les entreprises ennemies et les cédât aux industriels nationaux sinistrés, en représentation de l'indemnité de dommage de guerre à laquelle ils avaient droit. C'était la meilleure solution pour que l'industrie reprenne sous la direction des hommes compétents et pour que ceux qui ont perdu pendant la guerre ne restassent pas inactifs faute de capitaux pour restaurer leurs entreprises. Au lieu de suivre cet avis sage, le gouvernement a fait le contraire ; il a cédé la raffinerie de sucre de Belgrade, ancienne propriété allemande, au Syndicat des banques qui compte les hommes n'ayant rien perdu pendant la guerre. La Chambre de l'Industrie a beaucoup lutté pour em-

pêcher que les autres entreprises ennemies ne passent par la même voie pendant que les industriels auxquels l'Etat ne payait pas leur indemnité de dommage de guerre se trouvaient inoccupés.

A côté de ces avis, les Chambres étaient représentées dans de nombreuses commissions des ministères, dans la Centrale de l'Etat, pour l'achat des devises étrangères qui délivraient les autorisations après vérification et visas des Chambres compétentes.

Ce travail consultatif des Chambres était très actif, malheureusement le gouvernement ne suivait que très rarement les suggestions des Chambres, ce qui avait quelquefois des conséquences néfastes pour le commerce et l'industrie du pays. Il arrivait souvent que les réclamations les plus importantes des Chambres restaient sans réponse et le rapport de la Chambre de l'Industrie contient de nombreuses plaintes dans ce sens. La loi ne prévoyait aucune sanction pour cette négligence du gouvernement.

Les Chambres ont manifesté aussi leur activité dans l'élaboration de la nouvelle législation ouvrière. Le nouveau Ministère de la Prévoyance Sociale créé depuis la guerre, est entré dans une voie nettement protectionniste à l'égard de la classe ouvrière et a montré une tendance antilibéraliste encore plus marquée que celle des grands états industriels. Il voulait suivre le mouvement général issu de la guerre, sans tenir compte quelquefois de la situation exceptionnelle de l'industrie et des conditions économiques de l'Etat.

Les Chambres étaient représentées dans les diverses commissions de ce ministère ; elles furent présentes aussi à l'enquête organisée par celui-ci à Zagrelo (15-20 mai 1920), où la plupart des questions à l'ordre du jour furent agitées.

Il serait intéressant de connaître l'opinion des diverses Chambres sur ces problèmes de première importance.

La question qui a provoqué le plus de discussions fut la *loi des huit heures de travail*. Invitée à donner son avis, la Chambre de l'Industrie s'est prononcée pour la protection des ouvriers par le moyen de coopératives et d'assurances, et a affirmé sa meilleure volonté de contribuer à cette protection pourvu que l'industrie nationale pût lutter avec la concurrence étrangère.

Par contre, elle est nettement opposée à l'introduction du principe des huit heures de travail. La Yougoslavie, dont la production était arrêtée depuis de longues années, ne pouvait pas suivre si vite les grands Etats industriels qui devaient combattre le chômage de leurs ouvriers ; elle manquait plutôt de main-d'œuvre pour la restauration du pays. D'un autre côté, les ouvriers serbes ne travaillaient pas d'une manière si intense que les ouvriers américains. La Serbie du sud et la Macédoine ne possédaient que des petits ateliers ; les ouvriers y voulaient bien travailler plus longtemps, mais la loi nouvelle les en empêchait.

La Chambre des Métiers a appuyé la résolution du

Congrès des artisans Yougoslaves tenus à Celyé, le 9 novembre 1919, en demandant que cette réforme soit remise à cinq ans, époque pendant laquelle la production nationale était arrêtée ; même après ce délai, elle ne voulait admettre que la limitation du travail à neuf heures, avec possibilité de douze heures supplémentaires par semaine, heures dont le prix serait librement débattu entre les patrons et les ouvriers, d'après le cours moyen des salaires.

Ces avis n'ont servi à rien ; la règle des huit heures est entrée en vigueur en 1919 et a été incorporée dans la loi relative à la protection des ouvriers, le 28 février 1922.

Les représentants patronaux demandaient que les bourses de travail fussent dirigées par un nombre égal de représentants des patrons et des ouvriers. La Chambre du Travail voulait que les bourses restassent exclusivement entre les mains des ouvriers. Le Ministre a adopté le point de vue patronal dans cette question. La Bourse centrale de Belgrade a commencé ses travaux le 1^{er} août 1919, mais son fonctionnement a été entravé par l'opposition de la Chambre du Travail. Elle n'a embauché que 1.314 ouvriers sur 6.372 demandés pour la seconde moitié de 1914 et le premier semestre de 1920.

La Chambre des Métiers s'est prononcée contre toute participation des artisans dans l'assurance des ouvriers. Elle demande que cette réforme soit aussi ajournée pour cinq ans.

Dans son avis sur la loi créant la Banque Natio-

nale d'émission, elle demande qu'un article de la loi prévoie 5 % des bénéfices nets de la Banque, au profit du développement des métiers, et qu'on accorde la facilité des crédits aux artisans.

A côté de ce travail consultatif, les Chambres ont rempli leur rôle administratif et réglementaire. Elles ont délivré les certificats d'enregistrement, enregistré les modèles et marques déposés et élaboré les règlements pour le contrat collectif du travail et pour les relations entre les patrons et les ouvriers.

Mais elles ne remplissent pas le rôle de créateurs et d'administrateurs d'établissements utiles au commerce et à l'industrie, que la loi leur avait confié. Le résultat de leur travail dans ce sens, est nettement négatif. Aucune institution utile a été créée par elles et leur activité ne s'étend pas en dehors de leurs bureaux.

Quelles sont les raisons de ce résultat négatif ?

Nous croyons que la première raison de cette inertie est dans les circonstances anormales dans lesquelles les Chambres ont fonctionné dès leur naissance. Les guerres successives n'ont pas permis la continuité du travail nécessaire à la réalisation des buts plus vastes. Les mobilisations, les démobilisations, les dévastations se sont succédées l'une à l'autre et, dans ces conditions exceptionnelles, aucun travail d'une certaine grande envergure ne pouvait être entrepris.

L'Etat, de son côté, ne voyait dans les Chambres que des corps consultatifs et ne leur confiait pas l'exé-

cution des travaux publics, sauf le cas unique où la Chambre de Commerce était chargée, après la guerre balkanique, d'acheter, pour le compte de l'Etat la nourriture nécessaire aux provinces de la Serbie du sud affamées.

Une autre raison du peu d'activité des Chambres, provient de leur mauvaise organisation financière. La loi ne les a pas doté de moyens d'existence suffisants. Elles ont toutes débuté avec des budgets extrêmement modestes. Les dépenses de la Chambre du Travail ne s'élevaient, pour les années 1911, 1912 et 1913, qu'à une dépense annuelle respective de 6.876, 6.607 et 8.000 dinars. Après la guerre, ces dépenses, du 28/VI-1919 au 31/V-1920, ont été de 44.032 dinars.

La Chambre de l'Industrie a dépensé en 1918, 19.253 dinars ; 26.544 en 1919 et 119.643 dinars en 1920 (1). Le grand écart de 1920 provient du paiement des traitements au personnel non payé pendant la guerre et de la dette contractée pendant le fonctionnement de la Chambre en France.

Avec des budgets pareils, les Chambres ne pouvaient organiser leurs bureaux, se procurer le personnel compétent et développer une plus grande activité dans la création des institutions civiles.

Après la guerre, les dépenses augmentent en chiffres, mais cette augmentation n'est qu'apparente, vu le renchérissement du coût de la vie et la déprécia-

(1) Pour combler le déficit de cette année, elle a dû percevoir un pourcentage sur le matériel cédé à ses membres.

tion du dinar serbe dont le cours moyen, par rapport au franc français, peut être fixé à 1 : 5. Ainsi les 150.000 dinars des recettes de la Chambre des Métiers, pour l'année 1920, ne dépassent guère la somme de 30.000 francs et le budget de la Chambre de Commerce en 1919, le plus élevé de tous, qui atteint le chiffre de 277.000 dinars, ne dépasse pas la somme de 60.000 francs.

En dehors des taxes, les Chambres n'ont pas d'autres recettes que les cotisations de leurs membres, ce qui ne peut suffire à alimenter une activité plus grande. D'ailleurs, on ne connaît que trop le peu d'empressement que les patrons mettent à payer leurs cotisations.

La contribution aux frais des Chambres, de tous les commerçants et industriels, prévue par l'article 121 de la loi de 1910, pouvait seule combler cette lacune.

Mais cette contribution, malgré les dispositions formelles de la loi, ne fut jamais perçue. Dès le début de leur fonctionnement, les Chambres ont demandé la perception de cette contribution, mais le Ministre, tout en autorisant les Chambres à la percevoir par leurs propres moyens, n'a jamais voulu consentir à ce qu'elle soit perçue par les receveurs de l'Etat, comme la loi le prévoyait, sous le prétexte que ces derniers étaient surchargés de travail et ne pouvaient assumer cette tâche.

Cette demande, maintes fois renouvelée, fut maintes fois refusée. La Chambre de Commerce qui avait

déjà des associations libres formées dans toutes les villes, voulait les charger de cette perception en leur concédant un pourcentage pour ce travail ; les guerres qui survinrent ont empêché la réalisation de ce projet. Du reste, il y avait contre lui une grosse objection : ces associations ne pouvaient arriver à percevoir régulièrement leurs propres cotisations et, elles avaient par conséquent, encore moins de chance de percevoir celles de la Chambre.

Un des premiers soins de la nouvelle législation du Royaume-Uni, doit être d'assurer aux Chambres leurs moyens d'existence, sans lesquels leur travail ne peut être fécond.

Une troisième raison de l'inertie des Chambres est dans la mentalité des patrons serbes chez lesquels le sens de l'association n'est pas du tout développé. Chaque membre ne regarde que ses propres intérêts directs sans vouloir se soucier des intérêts généraux de la classe. Ils montrent très peu d'empressement pour collaborer aux intérêts généraux. Toutes les Chambres patronales souffrent de l'inertie de leurs membres.

La Chambre de l'Industrie ne parvint pas à mener à bonne fin une de ses premières tâches qui est la statistique industrielle. Ses membres ne voulurent pas lui fournir la documentation nécessaire, n'appréciant pas suffisamment l'importance de la statistique, surtout dans un Etat où toute statistique officielle fait défaut.

TROISIÈME PARTIE

*Le royaume des Serbes,
Croates et Slovènes*

CHAPITRE PREMIER

Le problème des métiers dans le Royaume-Uni

La Grande Guerre a réalisé l'union des trois branches de la race des Slaves du sud. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes se substitue au royaume de Serbie.

Le nouveau royaume qui, d'après la dernière statistique comprend une superficie de 248.250 kilomètres carrés, avec 12.617.359 habitants, est créé par la fusion des deux Etats indépendants : la Serbie et le Monténégro et de plusieurs provinces qui étaient soumises à la domination de l'Empire Austro-Hongrois, la Slovénie, la Croatie, la Slavonie, la Bosnie-Herzégovine, la Dalmatie et la Voyvodina.

Le premier soin du gouvernement, en ce moment, est l'unification de la législation dans le royaume

dont plusieurs provinces sont régies par des lois différentes.

Le grave problème des métiers doit être bientôt résolu. Quelle solution le législateur de la Yougoslavie va-t-il donner à ce problème qui a occupé longuement les économistes ?

Devant la marche ascendante de la grande industrie, Marx voyait la concentration se réaliser rapidement, en même temps que la transformation de l'artisan autonome en ouvrier salarié. La plupart des économistes étaient d'accord avec lui ; Bucher ne voyait, dans le métier, qu'un reste du passé qui ne peut plus s'adapter aux conditions de la vie moderne ; Sombart voyait aussi la disparition du métier devant la marche conquérante de la grande industrie.

Ces prévisions ne se sont réalisées qu'en partie. La concentration est réalisée dans un bon nombre d'industries, surtout dans la métallurgie, dans l'industrie textile et dans l'industrie des transports.

Le nombre des usines métallurgiques est tombé, en France, de 400 en 1876, à 203 en 1910 ; il est diminué de moitié. Pendant la même période, la production de la fonte a triplé, de 1.435.000 elle a passé à 4.500.000 tonnes (1). Les trusts, en Amérique, les cartels en Allemagne et les Comptoirs en France (quoique ces derniers dans une moindre mesure), témoignent aussi de cette concentration.

(1) Charles Gide, « Cours d'Economie Politique ». T. I. Paris 1919.

Les statistiques dévoilent d'autre part la stagnation des petites entreprises ; ainsi la statistique française en donne presque le même nombre pour 1896 et 1906.

	1896	1906
de 1 - 5 salariés	9.238	9.263
» 6 - 50 »	723	708
» 51 - 100 »	19	26
plus de 500 »	1	1

Dans la statistique du commerce on lit le même résultat.

Les statistiques des Etats-Unis montrent, pour l'intervalle de quinze ans, entre 1899 et 1914, le nombre moyen des ouvriers dans une entreprise passer de vingt-trois à vingt-cinq. C'est une augmentation faible, vu que la production des entreprises et le capital investi a doublé pendant ce temps.

En Allemagne, les statistiques se prononcent dans le même sens.

Cependant, nous sommes d'accord avec M. Gide pour admettre qu'on ne peut pas se fier aux statistiques. Le nombre des entreprises augmente sous la poussée des besoins multipliés des sociétés progressives ; les entreprises qui figurent dans les statistiques, comme les entreprises isolées ne sont souvent que des modalités du grand capitalisme. Si on observe séparément les industries et si on en recherche scrupuleusement les succursales et les filiales cachées sous le nom d'entreprises isolées, on voit que

la concentration se réalise. En outre, la guerre a activé la marche de la concentration.

Malgré cette concentration, le métier ne disparaît pas. Dépossédé dans plusieurs branches où il régnait souverainement, surtout là où on a besoin de grands capitaux et où le travail par série est possible, comme dans le tissage, la tonnellerie, la draperie, la tannerie, il continue cependant à s'occuper de quelques branches envahies déjà par la grande industrie.

Un grand nombre d'artisans cordonniers conservent leur clientèle malgré l'apparition des grandes fabrique de chaussures ; à côté des grands magasins de mode, une importante clientèle s'habille encore sur commande chez les tailleurs et la production domestique horlogère se maintient en Suisse malgré les grandes fabriques qui produisent les montres à bon marché.

Le métier isolé subsiste pour tous les produits où le goût du consommateur joue un rôle déterminant, de même que pour ceux de consommation immédiate, comme boulangerie, boucherie, pâtisserie, etc.

Il y a même des métiers qui ne peuvent pas être dépossédés par la grande industrie. Ce sont ceux qui ne fabriquent pas des produits pour la vente, mais un travail pur qui consiste dans le maniement des instruments, tels les métiers de peintres, fumistes, coiffeurs et tous les travaux d'art où le goût et la spécialisation sont nécessaires, tels les travaux en bois et dans la pierre.

A côté de ces métiers qui existaient déjà, chaque

nouvelle invention dans la grande industrie en a créé de nouveaux. La bicyclette, l'électricité, l'automobile ont donné naissance à des professions nouvelles. La statistique allemande de 1882 compte 4.785 professions diverses dans les métiers et dans l'industrie, sans compter le commerce et les transports ; en 1907 ce nombre passe déjà à 14.000 et la statistique autrichienne compte pour l'année 1902, 9.500 sortes d'entreprises différentes (1) ; s'il est vrai que les fabriques se sont spécialisées de telle manière que l'une produit les principales parties de la bicyclette, l'autre ne fait que la composition des parties déjà faites et la troisième ne fabrique que les accessoires ; il est vrai aussi que la fabrique ne fait pas les réparations qu'elle laisse à l'artisan. Le métier suit les inventions et tâche de s'adapter aux nouvelles conditions de la production.

En résumé, c'est une classe importante de la Société qui se maintient et que le gouvernement ne peut pas négliger.

Dans le nouvel Etat des Serbes, Croates et Slovènes, l'industrie n'est pas encore développée. Les métiers disparaissent dans les provinces du nord mais ils continuent à prédominer dans le sud. Une délimitation géographique ne peut pas être faite ; le long de la mer, des grands fleuves navigables et là où les voies de communications sont meilleures, l'industrie a trouvé des conditions favorables, et le

(1) Milorad NEDILIKOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade, « Les principes de l'économie politique », Belgrade 1921 « Napredak ».

métier disparaît devant la facilité avec laquelle les produits de la grande industrie arrivent, c'est le cas de la Slavonie, de la Dalmatie, de la Voyvodina et de certaines parties de la Croatie et de la Serbie.

Mais dans la Serbie du sud, en Macédoine, en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro, et dans une grande partie de la Serbie et de la Croatie, la grande industrie n'a pas encore pénétré et les métiers règnent souverainement.

En Croatie-Slavonie, les métiers sont florissants. Avant la guerre, cette région comptait 50.000 artisans autonomes. En Bosnie-Herzégovine, l'industrie n'existe pour ainsi dire pas, Sarajévo est réputé pour les beaux travaux artistiques de ses artisans qui possèdent un goût exceptionnel pour les œuvres d'art. En Macédoine également, le métier est tout puissant.

La Croatie-Slavonie et la Voyvodina étaient régies par la législation hongroise, elles faisaient partie de la couronne de Saint-Etienne. La Slovénie et la Dalmatie étaient soumises à la législation autrichienne et la Bosnie-Herzégovine jouissait depuis 1909 d'une législation spéciale.

Le fait principal est que toutes ces provinces étaient soumises au régime corporatif, ne fut-ce que par la loi autrichienne de 1883, ou par la loi hongroise de 1884.

Mais ce régime n'existe que sur le papier, en réalité, la corporation obligatoire est condamnée par le progrès économique et, sur ses ruines, s'élèvent les associations libres d'artisans. Même en Bosnie-

Herzégovine, où le régime corporatif atteignait son point culminant, avant l'occupation autrichienne, nous voyons, dans le rapport de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Sarajevo (1911-1912) qu'après l'annexion les esnafs se sont perdus et que l'association libre les remplace. Ces associations qui ont pour but la défense des intérêts des métiers, la réglementation des rapports entre les patrons et le personnel, et la création des institutions utiles, surtout les coopératives de crédit, se fondèrent sur la base de la loi sur les associations en Bosnie et en Herzégovine, du 17 février 1910, qui permet la création d'une association libre après la déclaration et le dépôt des statuts et des noms des administrateurs, à l'autorité administrative.

Aujourd'hui, toutes les villes importantes de la Bosnie-Herzégovine possèdent des associations d'artisans dont celles de Tuzla, Stolac, Travnik, Prijedor, Banja Luka comptent plusieurs centaines de membres. Toutes ces associations sont centralisées dans une « Union des organisations professionnelles des métiers pour la Bosnie-Herzégovine » dont le siège est à Sarajevo.

En Slovénie, l'organisation libre a aussi éliminé la corporation obligatoire. Sa centrale de Ljubliana a pour organe « Le Courrier de l'Artisan ». Le mouvement coopératif est très développé en Slovénie. L'union des coopératives de Ljubliana englobe 481 coopératives dont 262 de crédit, leur chiffre d'affaires global, pour l'année 1921, est de 1.774.583.491 couronnes,

En Croatie-Slavonie, à Zagreb, fut fondée en 1909 « l'Union des Artisans croates ». C'est une puissante organisation qui comptait, en 1922, 146 associations libres avec 11.669 membres. Les organisations locales sont disséminées sur tout le territoire de la Croatie.

L'Union a son organe, « Le Courrier de l'Artisan », distribué gratuitement aux membres, elle dirige un musée du commerce et des métiers et prépare un grand immeuble pour la maison des apprentis à Zagreb.

Depuis la libération, l'Union a participé par ses avis à tous les projets de loi et a été représentée au Conseil Economique de Belgrade. Le rapport de l'assemblée annuelle de 1922 prévoit un budget de 1.175.000 couronnes, dont la principale partie, 796.264 couronnes, est couverte par les cotisations.

Cette tendance vers l'association libre se manifeste aussi dans les autres régions.

Même en Serbie, où l'organisation corporative obligatoire est plus forte, une union d'artisans était formée en 1907. Depuis la guerre, cette organisation a entrepris l'œuvre de rapprochement des unions provinciales et la création d'une organisation centrale de toutes les unions.

La passivité de la Chambre des Métiers à ouvert les yeux, au début du mois de mai de l'année 1919, une conférence à laquelle assistaient des représentants de la plupart des provinces, s'est tenue à Belgrade.

Une résolution est votée en vue de créer une orga-

nisation centrale à Belgrade, qui défendrait les intérêts des métiers de tous le pays.

La divergence des vues dans les diverses provinces, n'a pas encore permis la réalisation de ce vœu, mais quelque chose est fait, les associations des provinces, régies par la loi serbe de 1910, ont adopté, lors de leur assemblée du 7 mai 1922, à Tchoupriya, le statut d'une « Fédération Nationale des Associations des Artisans ». Le statut prévoit la faculté d'adhésion des organisations qui ne sont pas régies par la loi serbe.

Le siège de l'Union nouvelle est à Belgrade, elle est dirigée par un bureau de douze membres, dont neuf sont de Belgrade. Toutes les organisations adhérentes gardent leur autonomie complète, l'Union ne poursuit que l'intérêt général de la profession par la propagande, par la coopération, par la presse, par les institutions utiles, etc.

A côté de la Chambre des Métiers, les artisans de Belgrade créèrent, en 1919, « l'Union des Associations professionnelles des Métiers de Belgrade ». Cette Union fonctionne en même temps comme bureau d'approvisionnement des artisans de Belgrade. Elle a servi utilement pour la distribution des matières premières et des instruments de travail, concédés par l'Etat, même aux artisans de l'intérieur de la Serbie, qui n'ont pas encore leurs coopératives.

Le nombre d'artisans autonomes égale celui des ouvriers salariés dans le Royaume-Uni. Aussi, l'on

peut s'attendre à ce qui s'est passé au xix^e siècle en Allemagne et en Autriche, se reproduise actuellement en Yougoslavie. L'activité des nombreuses fédérations de métiers créées depuis la guerre, démontre que le mouvement commencé dans les pays industriels par les ouvriers, sera poursuivi par les artisans autonomes dans le nouvel Etat.

Déjà, des exagérations se manifestent, les artisans de la Serbie, suivis par ceux de la Macédoine, de la Bosnie et Herzégovine, de la Voyvodina réclament le maintien de la corporation obligatoire.

L'Union des artisans croates de Zagreb, consultée sur ce point par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, se montre favorable à la suppression du régime corporatif, mais sa réponse montre des exigences inacceptables. Ainsi cette Fédération, la plus puissante dans le pays, réclame la consécration d'un apprentissage de 2-4 ans, un compagnonnage de 5 ans, et à la fin, l'examen de maîtrise devant les Chambres de Métiers.

Elle propose une catégorisation originale des métiers, se basant sur le fait qu'en 1910 des 41.000 artisans autonomes existant en Croatie-Slavonie, 28.870 travaillaient seuls, 8.900 avec 1-3 ouvriers ; 2.900 avec 4-20 ouvriers et seulement 100 industriels employaient plus de 20 ouvriers, elle propose que la loi opère cette catégorisation sur la base d'une division des métiers en petits, 1 à 3 ouvriers ; moyens 3 à 20, et grands métiers plus de 20 ouvriers occupés.

Les petits et moyens artisans des 70 métiers énu-

mérés par la Fédération, seront privilégiés. A côté de l'apprentissage et de la preuve capacitaire, elle exige pour eux des protections spéciales, des impôts modérés, l'exonération des droits de douane, l'insaisissabilité pour dettes des instruments nécessaires au travail, la dispense de participer à l'assurance des ouvriers, des subventions de l'Etat pour les établissements de crédit, des Chambres des Métiers avec des pouvoirs étendus, etc... Telles sont les exigences des artisans à la veille de la nouvelle législation.

Quelle va être l'idée directrice du législateur pour la solution de ce problème ?

Va-t-il suivre l'exemple de la législation française et laisser l'artisanat seul dans la lutte contre l'envahissement de la grande industrie, où va-t-il adopter encore une fois la doctrine germanique du devoir de l'Etat d'aider les artisans dans cette lutte ?

S'il intervient, maintiendra-t-il la corporation obligatoire ? Dans ce cas, la difficulté d'unification ne serait pas grande, l'étude de la corporation serbe nous a démontré qu'elle n'est en réalité qu'un mélange des législations germaniques, par conséquent, il ne s'agirait que d'étendre, après quelques retouches, à tout le royaume, la loi serbe de 1910. Les provinces familiarisées déjà avec le régime corporatif, s'accommoderont vite de la nouvelle législation unitaire.

Mais nous mettons en doute que le législateur puisse aller jusque là, malgré la pression des artisans. Là où le syndicat libre est sanctionné, et il l'est

dans la constitution du nouvel Etat, il n'y a plus de place pour la corporation obligatoire. La corporation a vécu, les progrès économiques l'ont condamnée à jamais, et nous ne croyons pas que le nouvel Etat, dont la constitution est nettement démocratique, et dont la nouvelle législation se montre des plus modernes, puisse sanctionner le régime hiérarchique supprimé depuis bien longtemps dans la plupart des Etats.

Au cours des chapitres précédents, nous avons eu l'occasion de relever tous les défauts de la corporation en France, et l'inertie complète des nouvelles corporations serbes ; celles de l'Autriche n'ont pas montré une plus grande utilité. Les économistes sont d'accord pour les condamner et M. Merlin (1) cite les paroles suivantes de M. Brants, comme conclusion à une enquête personnelle qu'il avait poursuivie sur dix années de l'existence de la corporation autrichienne.

« L'organisation nouvelle a donné plus de cohésion à l'esprit professionnel. Dans l'ensemble, cependant, l'action des corporations est assez restreinte et cela par suite du manque d'initiative, de l'étroitesse d'esprit de ses membres et des difficultés administratives. »

C'est la condamnation de la corporation nouvelle par un de ses rares partisans.

(1) Roger MERLIN, « Les associations ouvrières et patronales » Paris 1899. Rousseau.

Le législateur ne peut cependant se désintéresser complètement de cette classe laborieuse qui aura encore un grand rôle à jouer dans le nouvel Etat. Seulement il faut que la mentalité des artisans change.

Il ne suffit pas de crier au secours, comme M. Brants le dit, il faut agir. « Comme toute situation humaine, le métier doit subir l'effet de circonstances qu'il n'a pas créées mais qui paraissent plus fortes que sa volonté ; la technique, le goût, le marché se modifient, il doit se modifier aussi et s'outiller pour cette lutte nouvelle. « Et un peu plus tard », les classes comme les individus, ne se sauvent pas sans effort, sans leur propre concours. Il faut faire l'éducation de la petite industrie, la société doit la secourir dans cette lutte, mais à condition qu'elle ne s'abandonne pas elle-même » (1).

Il est étonnant que les artisans qui ont joui du régime corporatif, croient que l'aide leur doit venir du dehors sans qu'ils s'efforcent de chercher des armes pour la lutte. Les réclamations des artisans de la Yougoslavie sont dominés par ce même état d'esprit qui consiste à tout attendre de l'Etat.

Ce qui manque surtout aux artisans pour se maintenir, c'est le capital, les crédits nécessaires pour se procurer les machines, dont le défaut les met en état d'infériorité au cours de leur lutte avec la grande industrie ; mais ce n'est pas tout, ils manquent d'une

(1) Victor BRANTS, « La petite industrie contemporaine ». Paris 1902. Librairie Lecoffre.

certaine aptitude à s'adapter aux inventions nouvelles et de cet esprit de prévoyance commerciale qui est indispensable dans la vie moderne.

Or, le remède à tous ces maux réside plutôt dans la volonté des artisans eux-mêmes, que dans l'aide de l'Etat. Toutes ces difficultés peuvent être vaincues par les puissantes associations d'artisans qui auront la volonté et l'énergie nécessaires.

A défaut de stage prolongé et de preuve capacitaire, les écoles professionnelles techniques pourront préparer des artisans capables. Quant à la bonne qualité de la marchandise, la clientèle reste le meilleur juge.

Ces écoles auront en outre l'avantage d'apprendre aux artisans les notions commerciales sans lesquelles ils ne peuvent pas se maintenir.

La corporation peut leur procurer les crédits pour l'achat des machines. M. Brants cite l'exemple des menuisiers d'Osnabruck (Westphalie) qui ont fondé une société à responsabilité limitée (500 marks) pour l'achat de bois.

La société possédait en 1900, son hangar, plusieurs ateliers, quatorze machines et trente-cinq chevaux. Son actif au bilan approchait, pour cette année, de la somme de 200.000 marks. Les membres payaient une faible taxe pour la place occupée et le matériel finissait par s'amortir assez vite.

A côté des organisations économiques, les Fédérations de Métiers peuvent entreprendre une campagne législative pour obtenir certaines concessions.

L'exemple des artisans et petits commerçants français peut être suivi par les artisans yougoslaves. Laisés à eux-mêmes, ils se sont groupés dans des fédérations puissantes qui, tout en luttant sur le terrain économique, aboutissent à des résultats d'ordre politique, lors des élections parlementaires. Ce sont ces groupements qui ont hâté le vote de la loi du 13 mars 1917, pour faciliter le crédit au petit et au moyen commerce et à la petite et moyenne industrie et ce sont encore eux qui ont provoqué la législation fiscale taxant largement les grands magasins et les entreprises à succursales multiples.

Cette action peut être complétée par des conférences et des cours qui apportent aux artisans les connaissances nécessaires techniques et commerciales. Les Meistercourse allemandes seront spécialement utiles dans la Yougoslavie dont plusieurs provinces sont privées de communication, de telle sorte que les artisans ne peuvent suivre les progrès de la technique.

L'enseignement serait complété par des musées circulants, qui feraient dans chaque ville un séjour de quelque durée et apprendraient aux artisans les procédés nouveaux, les machines et les découvertes récentes.

Voilà un grand champ d'action ouvert aux fédérations d'artisans ; ils doivent comprendre que leur salut est dans l'organisation libre.

Alors, seulement quand les artisans montreront la volonté de combattre pour vivre, quand ils prou-

veront leur capacité de vivre, l'Etat leur viendra en aide.

La législation nouvelle doit encourager la coopération, faciliter le crédit aux artisans, leur accorder devant l'impôt l'exemption du minimum nécessaire à l'existence, doter les métiers de Chambres dont la vie et l'autorité soient assurés, mais écarter toute contrainte et toute tendance vers le monopole des métiers. Les incapables ne pourront se maintenir auprès de ceux qui ont réussi à s'adapter aux nouvelles conditions de la production et qui, seuls, ont le droit de vivre.

CHAPITRE II

Les chambres consultatives dans le Royaume-Uni

L'étude de la législation serbe nous a montré le système des chambres séparées, uniques pour tout le pays.

Tout autre est le système des Chambres dans les provinces qui ont formé le royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Régies par les législations autrichienne et hongroise, ces Chambres, sous le nom de Chambres de Commerce et de l'Industrie, sont la représentation commune du Commerce, de l'Industrie et des Métiers.

Officielles comme les Chambres serbes, elles diffèrent de celles-ci par l'organisation de l'électorat, pour lequel un cens est exigé, sauf dans la Croatie-Slavonie où le suffrage universel est consacré. Même dans cette dernière province, l'élection n'a pas lieu

comme en Serbie. Le droit de vote appartient individuellement à tout patenté, tandis qu'en Serbie, nous l'avons vu, ce sont les membres des associations professionnelles qui votent.

La législation n'est pas uniforme dans toutes les provinces. Composée de nombreuses nations dont le désir d'indépendance devait être combattu, l'Autriche-Hongrie ne pouvait maintenir une législation identique partout, elle a dû l'orienter d'après les besoins politiques plutôt que d'après les besoins économiques.

La première loi autrichienne qui créa les Chambres officielles est celle du 18 mars 1851, n° 122. Après la proclamation du dualisme austro-hongrois, la loi du 28 juin 1868 L. D. Z. n° 85, vint répartir les Chambres dans les deux moitiés de l'Empire. Elle a institué vingt-neuf Chambres en Autriche, seize en Hongrie, une à Fiume et trois en Croatie-Slavonie.

Une loi spéciale du 1^{er} février 1909 est intervenue pour la création de la Chambre de Sarajevo après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Toutes ces Chambres ont deux sections, une pour le commerce et l'autre pour l'industrie, les sections n'ont aucune autonomie dans les Chambres, leur rôle est d'élire séparément les membres de leur ordre dans la Chambre.

Une étude sommaire des Chambres existantes actuellement dans le Royaume-Uni nous montrera les traits caractéristiques de leur organisation.

Deux seules provinces ont une Chambre unique, la Bosnie-Herzégovine et la Slovénie.

a) BOSNIE-HERZÉGOVINE

Chambre de Commerce et de l'Industrie à Sarajevo, composée de 60 membres dont 30 élus par les commerçants, et 30 par les industriels et les artisans.

Les électeurs sont divisés en trois catégories. La première catégorie comprend ceux qui paient au moins 20.000 couronnes de patente, la seconde ceux qui paient 2.000 à 20.000, et la troisième ceux qui paient 100 à 2.000 couronnes.

Les 20 premiers membres sont élus par les électeurs de la première catégorie de tout le pays, les autres 40 par les électeurs des deuxième et troisième catégories, divisés dans sept circonscription électorales.

Pour être éligible, il faut posséder le droit actif d'électeur depuis trois ans, être âgé de 30 ans et être domicilié dans le territoire de la Chambre. Le mandat des membres dure six ans, avec renouvellement par moitié tous les trois ans. Un des deux vice-présidents de la Chambre doit être commerçant et l'autre industriel.

Les attributions de la Chambre sont consultatives, elle tient en outre les registres de toutes les entreprises existant sur son territoire, le registre des marques et modèles déposés, constate les usages commerciaux et joue le rôle de tribunal arbitral en vertu

d'une convention entre les parties. Tous les ans elle publie un rapport sur la situation économique dans son territoire et sur ses travaux.

C'est surtout en Bosnie-Herzégovine où l'élément serbe était le plus rebelle, que l'esprit policier et inquisitorial de la législation autrichienne se manifestait. Ainsi, l'indépendance de la Chambre était entravée par l'obligation de demander l'approbation de l'élection des membres élus au Ministre des Finances, par la présence d'un Commissaire d'Etat qui pouvait à tout moment suspendre la séance de la Chambre et même demander la censure de ses membres.

Les recettes de la Chambre provenaient d'une contribution levée sur les électeurs, qui était de 8 % de la patente. Son budget de 1910 dépasse un peu 50.000 couronnes et celui de 1912 est de 90.468.33 couronnes.

b) SLOVÉNIE

Chambre unique à Ljubliana, créée en 1851, a pendant son long fonctionnement, réussi à perfectionner son organisation et est aujourd'hui la mieux organisée du royaume. Ses sections, pour les principales questions économiques, dirigées par des hommes compétents, sont capables de donner rapidement des informations sur la Slovénie et sur les pays voisins. L'organisation intérieure est analogue à celle de la Chambre de Sarajevo.

c) CROATIE-SLAVONIE

A actuellement trois Chambres créées en 1851 et régies par la loi de 1868. Leurs sièges sont à Zagreb, Ossiek et Senj.

Chaque Chambre se compose de 64 membres dont une moitié est élue par les commerçants et l'autre par les industriels. Un an d'exercice de la profession est nécessaire pour l'électorat, et trois ans pour l'éligibilité.

Les attributions des trois Chambres sont semblables à celles des Chambres serbes. En dehors de son rôle consultatif, la Chambre de Zagreb a montré une grande activité dans le rapprochement de toutes les Chambres croates, dans la création de l'école nautique de Bakar et dans diverses expositions. Installée dans son immeuble, elle y a créé un musée des produits de la Croatie-Slavonie.

Elle est affiliée à la Chambre Internationale de Commerce. Son administration, quoique mal organisée, a expédié, en 1921, 23.130 numéros et en a reçu 19.705. Son budget de 1920 s'élève à 1.675.067 couronnes yougoslaves, et celui de 1921 à 4.229.836. L'augmentation du dernier budget provient de l'autorisation du Ministre du Commerce et de l'Industrie d'élever à 10 % la contribution des électeurs, au lieu de 8 %.

La Chambre d'Ossiek est en tout pareille à celle de Zagreb, à la fin de 1921 elle avait sur son territoire 9.600 commerçants et 24.000 artisans et industriels,

La Chambre de Senj, limitée à un petit territoire, avec des moyens modérés, ne pouvait pas développer une grande activité.

d) LA DALMATIE

Le territoire de Zadar n'entrant plus dans les frontières de la Yougoslavie, il reste encore deux Chambres dans la région maritime.

La première est celle de Dubrovnik (Raguse), la plus ancienne chambre du royaume. Ce fut Napoléon qui, après avoir conquis la petite république serbe de Raguse, la dota en 1808 d'une Chambre de Commerce. Les archives de la Chambre contiennent un acte qui prouve son existence sous la domination française (1). Cet acte, écrit en français, est ainsi intitulé : « Nouvelles observations de la Chambre de Commerce de Raguse sur l'arrêté de Monsieur le Gouverneur Général, en date du 9 octobre 1808, relativement à la question des changes maritimes. »

Les archives de Vienne contiennent une autre preuve de l'existence de la Chambre sous Napoléon.

C'est un rapport sur les partisans français de la Ville envoyé le 18 mai 1809 par le Consul autrichien de Dubrovnik. Dans la « prima classe degli aderenti francesi in Ragusa » figure le nom de « Michele

(1) Josip ONYSZKIEVICZ. — « Le centième anniversaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dubrovnik, 1808-1809 », Dubrovnik.

Scuritch, *segretario della Camera di Commercio* ».

Actuellement, elle est régie par la loi autrichienne de 1868 qui l'a divisée en deux sections. La section industrielle comprend une sous-section de navigation.

La Chambre a créé le musée de Dubrovnik en 1872 et son activité a abouti à la création de l'école nautique en 1852.

La seconde Chambre de la Dalmatie est celle de Split. Sa création remonte à la première moitié du XVIII^e siècle.

De ses 20 membres, 13 sont élus par les commerçants et 7 par les industriels. 12 membres doivent être domiciliés à Split. La section commerciale comprend la navigation.

Un cens minime est exigé pour le droit électoral et pour l'éligibilité il faut avoir, depuis trois ans, le droit de vote, être âgé de 30 ans et domicilié sur le territoire de la Chambre. Les femmes n'ont pas le droit de vote.

Le mandat des membre dure six ans avec renouvellement par moitié tous les trois ans. L'organisation et les attributions de la Chambre sont analogues à celles de la Chambre de Ljubliana, sauf que la Chambre de Split nomme les courtiers maritimes.

En y comprenant les entreprises situées sur le territoire de l'ancienne Chambre de Zadar, la Chambre de Split comprend aujourd'hui 7.435 commerçants, 5.055 artisans et 30 industriels.

e) LE MONTÉNÉGRO

N'a jamais eu de Chambre de Commerce. En attendant la loi des Chambres de Commerce, une chambre provisoire englobant le commerce, l'industrie et les métiers, fut créée en 1919 à Podgoriza.

f) VOYVODINA

La Chambre de Commerce, de l'Industrie et des Métiers de Novi Sad est composée de 30 membres, dont 18 élus au suffrage universel dans la circonscription de Novi Sad, et les autres par douze circonscriptions de la Batchka.

Pour remplacer la Chambre de Temichvar (ville attribuée à la Roumanie), le Ministre du Commerce et de l'Industrie créa en 1920 pour le territoire de Banat une chambre provisoire à Vel-Betchkerek.

A côté des Chambres de Commerce, toutes ces provinces ont des associations et fédérations professionnelles libres. Ce mouvement fédératif date des premières années de ce siècle ; depuis l'Union le mouvement s'est sensiblement accentué. Devant la réforme de la législation industrielle et commerciale, les milieux économiques sentent le besoin de centraliser leurs efforts dans de puissantes fédérations qui pourront mieux appuyer leurs revendications.

En Serbie aussi ces milieux se réveillent et commencent à comprendre que le salut est dans une organisation forte,

Une des plus fortes fédérations commerciales est celle de Ljubliana qui englobe 27 organisations locales avec 8.500 membres. Non moins importante est celle de Zagreb, fondée en 1907.

Toutes les villes serbes ont des associations commerciales centralisées dans « l'Association des Commerçants Serbes » à Belgrade, et la Voyvodina, Bosnie-Herzégovine, Dalmatie, ont également leurs fédérations commerciales à Novi-Sad, Sarajevo et Split.

En 1919 fut créée en outre la Fédération des Exportateurs du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Son but est de tenir ses membres au courant de la situation des marchés étrangers par l'intermédiaire de son organe, de défendre les intérêts des exportateurs et de se tenir en liaison avec les fédérations étrangères semblables.

Toutes ces Fédérations sont formées sur la base de l'article 98 de la loi serbe de 1910.

Ce mouvement fédératif se manifeste aussi dans l'industrie.

La plus ancienne fédération du Royaume est celle de Zagreb. Fondée en 1904 avec 56 membres, elle devait limiter son activité à la Croatie, la politique de l'Autriche ne permettait pas l'expansion des institutions économiques slaves. Après l'Union, l'Assemblée de la Fédération de 1919 a décidé d'élargir son action à tout le pays. Le nombre de ses membres est aujourd'hui déjà de 250.

La Fédération est consultée par le gouvernement sur toute question importante et se tient en union

avec la Chambre de l'Industrie de Belgrade et avec les autres Chambres du pays.

Plus récente en date, mais non moins active, est la Fédération des Industriels Slovènes à Ljubliana.

Fondée après l'Union, le 9 février 1919, avec 85 membres, la Fédération en compte aujourd'hui 288. Représentant la région la plus industrielle du Royaume, la Fédération est très active. Toutes les industries importantes forment une section à part au sein de la Fédération. La plus importante section, celle de l'industrie du bois, est représenté par 95 membres, celle de la construction par 32, l'industrie du cuir par 29 et l'industrie chimique par 25.

La Fédération, par l'intermédiaire de ses sections, conclut les contrats collectifs de travail et joue le rôle de tribunal arbitral pour le différends qui en ressortent. Très active, la Fédération est représentée dans toutes les commissions législatives et participe dans toutes les réformes utiles en Slovénie, surtout dans la création des écoles d'enseignement technique.

Toute cette organisation industrielle n'a pas d'homogénéité. Dispersées dans diverses provinces, privées des Chambres ayant l'autorité suffisante pour défendre les intérêts communs, les industriels ont senti, dès l'Union, le besoin de former une Organisation centrale à Belgrade, qui grouperait toutes les Fédérations régionales et soutiendrait leurs intérêts devant le pouvoir central.

L'idée est partie de la Chambre de l'Industrie de

Belgrade, elle fût vite acceptée par la Fédération de Ljubliana, et, grâce à ces deux groupements, elle a trouvé sa réalisation.

Les statuts de l'Organisation ont été approuvés par le Congrès de Belgrade du 19 septembre 1922.

Cette Fédération Nationale de l'Industrie a pris le nom « d'Organisation Centrale des Corporations industrielles du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ».

Les membres originaires de la Fédération sont: les Fédérations des Industriels de Zagreb, de Ljubliana et de Split, la Chambre de l'Industrie de Belgrade et les Chambres de Commerce de Sarajevo, de Novi-Sad et de Vel.-Betchkerek.

Les Chambres de Commerce seront remplacées dans le sein de l'Organisation centrale par des Fédérations industrielles dès que celles-ci se formeront dans les provinces où elles n'existent pas actuellement.

L'Organisation se compose d'un congrès des délégués des corporations adhérentes tenu trois fois par an, qui discute les questions importantes et donne les instructions au bureau central. L'organe permanent est le bureau central dont le siège est à Belgrade.

Ce bureau étudie les modifications économiques et leurs répercussions sur les intérêts de l'industrie et propose à la présidence les mesures à prendre pour la défense de ces intérêts. Il prépare les délibérations des congrès, fournit les informations au gouverne-

ment, aux autorités et aux corporations, prépare la statistique industrielle uniforme pour tout le Royaume et fait la propagande industrielle dans le pays et à l'étranger. Le bureau est dirigé par un secrétaire général et a un personnel compétent. Son devoir est en outre d'être en contact avec les pouvoirs et de présenter et défendre les intérêts pour lesquels l'accord des corporations est complet.

L'organisation se propose en outre de favoriser la création des corporations locales de l'industrie.

L'organe exécutif est le bureau de la présidence, composé d'un président et de deux vice-présidents.

Ainsi la centralisation de la représentation industrielle est réalisée avant même la législation sur les Chambres de Commerce.

Un pas vers l'unification de la législation est déjà fait. La loi sur la protection des travailleurs, du 28 février 1922, a institué huit Chambres de Travail sur tout le territoire du Royaume.

Pour la Serbie, à Belgrade.

Pour la Serbie du sud, à Skoplyé.

Pour la Croatie-Slavonie, à Zagreb.

Pour la Slovénie, à Ljubliana.

Pour la Bosnie-Herzégovine, à Sarajevo.

Pour la Dalmatie, à Split.

Pour la Voyvodina, à Novi-Sad.

Pour le Monténégro, à Podgoriza.

Les attributions des nouvelles Chambres de Travail sont assez larges. A côté de leur rôle consultatif et de protecteur de la classe ouvrière, les Chambres

servent d'intermédiaire pour la formation des contrats collectifs de travail; elles contrôlent l'exécution des contrats et servent d'arbitres pour tous les différends qui en proviennent.

Elles contrôlent l'application de la loi et les organisations syndicales, créent des institutions utiles pour les ouvriers, établissent des statistiques du travail et soumettent un rapport annuel au Ministre de la Prévoyance Sociale.

Le nombre des membres, qui ne peut être inférieur à 30 ni supérieur à 60, est fixé par les statuts approuvés par le Ministre; ces statuts règlent l'élection et l'organisation intérieure.

Est électeur, tout ouvrier sujet à l'assurance obligatoire contre la maladie et contre les accidents de travail, âgé de 18 ans. Pour être éligible, il faut avoir 25 ans et être domicilié, au moins depuis un an, sur le territoire de la Chambre. Le mandat des membres dure trois ans.

Les Chambres sont obligatoires pour tous les ouvriers, qui donnent pour son fonctionnement au plus 0,5 du salaire pris comme base pour l'assurance obligatoire. La contribution est perçue par les organes de l'assurance qui la versent à la Chambre après la défalcation des frais de perception.

Le budget et les comptes des Chambres sont soumis à l'approbation du Ministre de la Prévoyance sociale, sous le contrôle duquel les Chambres sont placées. Le Ministre pourra attribuer une subvention de l'Etat aux Chambres qui n'auront pas suffisamment de ressources.

Dans le cas où l'activité des Chambres sort des limites de la loi, le Ministre pourra les dissoudre et ordonner les nouvelles élections dans un délai de trois mois.

La loi permet aux Chambres de créer un Secrétariat Général à Belgrade pour la défense de leurs intérêts communs auprès du pouvoir central.

Les Chambres sont libérées de toutes taxes.

Quelle sera l'organisation des Chambres de Commerce ? Serait-ce la consécration du système anglais ou resteront-elles officielles ?

Nous croyons que le législateur yougoslave doit renoncer, au moins au début, à l'introduction des Chambres libres. Tout partisan que nous sommes de la plus grande liberté d'association, nous pensons que les Chambres officielles rempliront mieux leur tâche, dans un pays dont l'union est si récente et dans lequel la situation politique et économique n'est pas encore stabilisée.

Les Chambres libres existent dans les Etats qui ont atteint le maximum du progrès économique et ce n'est pas le cas de la Yougoslavie. Une autre raison s'oppose à la Chambre libre, c'est que l'élément étranger est nombreux dans plusieurs provinces. La politique de l'Autriche, qui consistait à créer des oasis dans l'élément slave, a laissé des traces qui ne

disparaîtront qu'après plusieurs générations. La dernière statistique montre que les Slaves représentent en Croatie 87,7 %, et en Slovénie seulement 74,3 %.

Favorisés par les autorités autrichiennes, ces éléments étrangers ont réussi à monopoliser la vie économique des provinces et la plus grande partie de la grande industrie et du commerce est aujourd'hui dans leurs mains.

La nouvelle législation ne doit aucunement permettre que ces éléments étrangers, dont les centrales sont souvent à Vienne et à Budapest, arrivent à prédominer dans la représentation économique.

D'un autre côté, le commerce et l'industrie auront pour longtemps encore besoin de l'aide et du soutien de l'Etat et les Chambres officielles, avec lesquelles les rouages administratifs sont habitués à être en contact, rempliront mieux ce rôle de collaboration avec le gouvernement. Rien n'empêche les milieux économiques à former de puissantes associations professionnelles qui appuieront l'action des Chambres.

Le second problème qui se pose devant le législateur est celui des Chambres communes ou séparées.

Comme les métiers seront privés des corporations obligatoires, nous croyons qu'il faudrait maintenir les Chambres de Métiers instituées par la loi serbe de 1910, qui auront l'avantage d'éviter la difficulté de la représentation des intérêts de la petite industrie dans les Chambres communes.

Elles auront des moyens suffisants d'existence, la classe d'artisans est encore très importante dans chaque province.

Mais le commerce et l'industrie vont-ils être représentés par les Chambres communes ou séparées ? Dans presque tous les pays, les Chambres de Commerce représentent en même temps l'industrie et les métiers. Ces derniers sont légalement représentés en France par les Chambres consultatives des Arts et Manufactures, mais ces corps, privés de la personnalité morale et réduits à un rôle purement consultatif, ne peuvent développer aucune action et depuis la loi de 1898, se transforment en Chambres de Commerce. Il était même question, en France, de fusionner les Chambres de Commerce et les Chambres Consultatives des Arts et Manufactures dans les Chambres qui porteront le nom des Chambres de Commerce et de l'Industrie. La loi de 1898 n'a pas adopté cette fusion, mais elle se réalise par les transformations successives des Chambres Consultatives en Chambres de Commerce, qui représentent de facto l'industrie et les métiers en même temps que le commerce.

Il est incontestable que les avantages des Chambres communes sont grands. Composées de tous les groupes représentant l'activité commerciale du pays, elles auront plus d'autorité auprès des pouvoirs centraux dans la protection des intérêts communs ; assurées du concours financier d'un très grand nombre de membres, elles auront des moyens suffisants

pour perfectionner leurs services et étudier les problèmes sur une plus vaste échelle. Il y a en outre des questions nombreuses qui intéressent également toutes les classes : impôts, communications, législation douanière, législation ouvrière, traités et conventions de commerce, etc. Les Chambres communes auront plus d'influence pour appuyer ces revendications communes que les Chambres séparées.

Mais à ces avantages s'opposent de graves inconvénients. Les intérêts des classes sont souvent contradictoires. Après la libération de la Serbie ce fait s'est produit : l'industrie avait demandé l'interdiction d'exportation de certaines matières premières indispensables à son fonctionnement, en même temps les commerçants demandèrent l'exportation de ces matières. Pendant que les représentants de l'industrie demandèrent qu'on impose lourdement les objets qu'on pouvait produire dans le pays, les représentants de commerce demandèrent que ces objets soient libérés de toutes taxes pour que le commerce marche.

C'est surtout dans cette question de douanes que la divergence d'intérêts se montre ; comment les classes, avec des intérêts si divergents, peuvent-elles travailler ensemble ? Il y aura toujours une classe qui ne pourra représenter ses besoins et verra, par conséquent, ses intérêts sacrifiés.

Mais le plus grand inconvénient des Chambres communes se montre dans la difficulté de l'élection et la répartition des sièges.

Pour que la vie économique de la Nation soit nor-

male, il faut que le gouvernement connaisse exactement les besoins de chaque profession. C'est impossible dans les Chambres communes.

La meilleure solution serait de donner à chaque classe un nombre égal de sièges, mais les professions sont de diverse importance dans les provinces. Avec la meilleure volonté, le législateur ne peut pas arriver à trouver le critérium qui permettrait que chaque classe soit représentée d'après son importance.

Tout ingénieux que soit le système français institué par la loi du 19 février 1908, nous ne croyons pas qu'il arrive à représenter exactement les classes. Le critérium du montant de la patente, du nombre de la population active et de l'importance économique de la profession dans la région n'a rien de précis et il y aura toujours des intérêts sacrifiés.

Pour éviter toutes ces difficultés, il serait plus simple que la loi nouvelle consacre le système serbe des Chambres séparées et qu'elle institue même les Chambres agricoles.

Les Chambres de l'Industrie évitent la prédominance de plus nombreux éléments des petits industriels qui pourront, dans les Chambres communes, avoir l'influence décisive dans la représentation de la grande industrie et de la finance.

Les intérêts communs pourront toujours être discutés par les Chambres séparées, la loi nouvelle doit maintenir la disposition de la loi serbe qui permet aux Chambres de se concerter.

Quant à l'inconvénient des moyens d'existence,

au lieu de faire un grand nombre des Chambres, la loi doit limiter leur nombre, chaque région peut déjà entretenir une Chambre séparée.

Ainsi constituées les Chambres séparées, chacun sera chez lui, chaque classe discuterait en toute indépendance ses besoins et les ferait valoir.

Mais les Chambres ne doivent pas être trop nombreuses. M. Spechar (1) cite l'exemple des trois Chambres de la Dalmatie, qui ne pouvaient développer une action utile faute de moyens. Le budget de la Chambre de Senj ne s'élève, pour l'année 1918, qu'à 36.000 couronnes, celui de la Chambre de Dubrovnik à 20.000, et celui de la Chambre de Split à 55.000 couronnes. Pour la même année le budget de la Chambre de Zagreb représente la somme de 125.000 couronnes.

Comme il est très probable que Split (Spalato) sera le grand port du Royaume, il vaudrait mieux que les trois Chambres existantes se fusionnent dans une seule, celle de Split, qui pourra développer une plus grande activité.

La perte de Rieka (Fiume) peut être remplacée par Suchak, qui pourra devenir l'autre port du Royaume, après l'amélioration des communications; c'est à Suchak que la seconde Chambre maritime pourra être créée.

Le législateur doit consacrer une attention particulière aux Chambres maritimes qui pourront jouer

(1) SPECHAR Milan, Dr. — « La réforme des Chambres de Commerce en Yougoslavie », Zagreb 1920.

un rôle très important dans l'aménagement et l'entretien des ports ; la loi doit les autoriser à émettre des emprunts pour les grands travaux et les autoriser à percevoir des taxes de tonnage, de jaugeage, d'usage d'outillage, etc., à l'instar des Chambres maritimes françaises et anglaises.

Il y aura un peu d'amour-propre à supprimer la plus ancienne Chambre de Dubrovnik. Le territoire de la Chambre d'Ossiek doit être attribué à la Chambre de Zagreb et le territoire du Monténégro divisé entre les Chambres de Skoplyé et celle de Sarajevo. Nous croyons que la loi nouvelle doit se borner à instituer les Chambres à Belgrade, Zagreb, Ljubliana, Sarajevo, Skoplyé, Split, Suchak et Novi-Sad. Plus tard, quand le système sera stabilisé et la vie économique dans les régions plus développée, une loi nouvelle pourra intervenir pour la création des Chambres nouvelles.

Conclusion

Nous avons essayé de montrer dans notre étude par quelles phases a passé l'organisation professionnelle en Serbie. Le Comité de l'unification législative auquel on doit déjà plusieurs lois applicables à tout le Royaume, et notamment la loi d'assurance obligatoire, la loi de huit heures de travail et la loi de protection des travailleurs, sera appelé bientôt à décider du sort de la représentation professionnelle en Yougoslavie.

Le législateur serbe avait l'habitude d'englober dans une seule loi toute la législation industrielle. Cette loi se bornait à poser les bases des institutions et laissait de nombreuses lacunes et imprécisions. Très souvent elle confiait au ministre compétent la réglementation détaillée de ces institutions. La législation nouvelle devrait consacrer une loi spéciale aux métiers et une autre, spéciale également, aux Chambres de Commerce.

Le régime corporatif doit disparaître de la loi nouvelle ; il a montré trop d'inconvénients pour pouvoir se maintenir. Les artisans doivent chercher leur salut dans l'association libre, comme toutes les autres classes de la Société. Du reste, nous ne croyons pas que cette réforme rencontrera une résistance sérieuse ; la plupart des organisations professionnelles, consultées par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, se sont montrées favorables à la suppression de la corporation obligatoire et le mouvement fédératif est très fort dans les milieux des artisans en ce moment.

Le problème des Chambres de Commerce a une plus grande importance dans le nouvel Etat. Au moment où des travaux énormes sont en préparation, les Chambres de Commerce pourront rendre de grands services en contribuant à la création des voies de communication et à l'aménagement des ports maritimes.

Le commerce du Royaume est de plus en plus intense ; l'exportation a monté de 686.800.000 dinars en 1919, à deux milliards et demi en 1921, et l'importation du Royaume, pour l'année 1921, dépasse largement quatre milliards de dinars.

L'industrie se développe également ; à côté de la Slovénie, qui fut une des provinces les plus industrielles de l'Empire austro-hongrois, les nouvelles entreprises ne cessent pas de se former, surtout en Serbie et en Croatie-Slavonie. La plupart des industries trouvent toute la matière première dans le pays

même, et la richesse du sous-sol yougoslave promet un grand essor économique.

Mais pour que cet essor se produise, il faudrait que le commerce et l'industrie fussent dotés de corps représentatifs ayant assez d'autorité et d'influence pour la défense de leurs intérêts.

Nous nous sommes prononcé pour les Chambres officielles, mais le législateur ne doit pas permettre que les Chambres de Commerce deviennent, comme M. Germain-Martin l'a dit dans une heureuse expression : « ... de nobles et vieilles dames que l'on consulte avec beaucoup de déférence et qui, après avoir émis un avis, s'en remettent à la bonne volonté des pouvoirs publics » (1).

Les Chambres doivent être non-seulement consultées, mais leurs avis compétents doivent être suivis ; les organisations professionnelles devront tendre, de toutes leurs forces, à appuyer l'action des Chambres.

Il va sans dire que les dispositions de la loi serbe, selon lesquelles les secrétaires des Chambres sont désignés par le Ministre et le droit de veto suspensif du commissaire, à l'égard des décisions des Chambres, doivent être supprimées.

La loi doit maintenir le vote par associations professionnelles ; cette disposition contribuerait à la création des associations et pousserait celles-ci à collaborer plus intimement à l'œuvre des Chambres.

(1) M. GERMAIN-MARTIN. — « Cours de la législation industrielle ». Doctorat, 1921-1922.

Il y a, dans la loi serbe, des dispositions utiles qu'on devrait également conserver : le droit d'enregistrement des entreprises, le droit de prononcer des amendes, le droit d'enregistrer et de garder les patentes et les modèles déposés.

Seulement, les Chambres dotées de pouvoirs larges, d'une grande autorité vis-à-vis de ses membres, et libérées de toute ingérence dans leur organisation intérieure, pourront servir utilement les intérêts des classes et, par conséquent, l'intérêt général et le gouvernement du nouvel Etat n'aura que trop besoin de la collaboration étroite de ces corps compétents devant les nombreux problèmes que la restauration économique du pays soulève.

Vu le Doyen :

H. BERTHÉLÉMY.

Vu le Président :

CHARLES RIST.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

EN FRANÇAIS

- Paul PIC. — Le traité élémentaire de la législation industrielle.
V^e édit. Paris, 1922, Rousseau.
- Charles GIDE. — Cours d'Economie Politique. T. I, II, Paris,
1919, Sté du Recueil Sirey.
- Etienne-Martin SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de
métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en
1791. II^e édit. Paris, 1909, Félix Alcan édit.
- Roger MERLIN. — Les associations ouvrières et patronales.
Paris, 1899, Rousseau édit.
- Victor BRANDTS. — La petite industrie contemporaine. Paris,
1902, lib. Lecoq.
- Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT. — Précis de droit commercial.
Paris, 1885, F. Pichon.
- Paul DE ROUSIERS. — Les Syndicats industriels de producteurs
en France et en Angleterre. Paris, 1901, Armand Colin.
- Amédée ALTMANN. — Le régime corporatif des métiers en Au-
triche et en Allemagne au XIX^e siècle. Bordeaux, 1907,
thèse.
- Georges GUILLAUMOT. — Les Chambres de Commerce. Paris,
1898, Berger-Levrault.
- M. GUILLAND et M. HAMELET. — Les Chambres de Commerce.
Paris, 1908, Sté du Recueil Sirey.
- C.-G. DROSSINIS. — Les Chambres de Commerce à l'Etranger.
Paris, 1922, Payot.
- L.-A. SAVARE. — Les Chambres de Commerce. Paris, 1904,
thèse.

- André GUINARD. — Les Chambres ou Conseils de l'Industrie et du travail en Belgique, Hollande et en France. Paris, 1905, thèse.
- Annuaire International de Statistique. La Haye, 1916 et suivantes.
- YANITCH S. — La Serbie au point de vue économique. Paris, 1910, thèse.
- Markovitch BOGDAN. — Le Balkan économique. Paris, 1919, Imprimerie Graphique.
- Stoyanovitch KOSTA. — Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Paris, 1919, Imprimerie Graphique.
- Etat économique de la Serbie de 1878 à 1908. Belgrade, 1909, « Davidovitch » impr.
- Sixième Congrès international des Chambres de Commerce et des Associations commerciales et industrielles. Paris, 8, 9 et 10 juin 1914.
- Compte rendu sténographique des débats. Bruxelles, 1914.
- Chambre de Commerce Internationale. Constitution et règlements. Paris, 33, rue Jean-Goujon.

EN SERBIE

- Petrovitch MITA. — Les finances et les institutions de la nouvelle Serbie. Belgrade, I, II, III — 1898, 1899, 1901. Impr. de l'Etat.
- Nedelikovitch MIL, D^r. — Les principes d'Economie Politique. Belgrade, 1895, éd. « Naprédak ».
- Mich. VOUVITCH, D^r. — Les principes d'Economie Nationale. Belgrade, 1895. Imprim. de l'Etat.
- RANOYÉVITCH Georges. — La question d'esnaf en Serbie. Belgrade, 1905. « Davidovitch » impr.
- LAPTCHÉVITCH Dragicha. — L'Histoire du socialisme en Serbie. Belgrade, 1922, Kohn.
- Savitch MILIVOYE. — Notre industrie et nos métiers. I, II, Sarajevo, 1922, édition du Ministère du Commerce et de l'Industrie.
- Iovanovitch SLOBODAN. — Svetosar Markovitch. Belgrade, 1920, Kohn.
- Lakatos Ioso. — La Yougoslavie à la lumière de la statistique. Zagreb, 1919.

Glück Henri, D^r. — La législation du travail. Dubrovnik, 1909.
Smrekar MITA. — La législation de travail hongroise-croate.
Zagreb, 1892.

LAZAREVITCH Milan, D^r. — Aperçu sommaire sur notre industrie. Belgrade, 1921, « Davidovitch » imprim.

Petrovitch YELENKO. — Le commerce extérieur du R. S. H. S. Belgrade, 1921, » Davidovitch » imprim.

Adamovitch YOVA. — Le mouvement des métiers et ses tendances. Belgrade, « Revue Financière » 1902, t. XIV et XV.

HRISTICH M.-N. — Vers la réforme de la loi corporative. Courrier du droit, de la jurisprudence et de l'administration ». Belgrade 1903.

Les recueils des lois et des règlements.

Les comptes rendus sténographiques des débats de la Skoupchtina.

Les annuaires statistiques du Royaume de Serbie.

Journal Officiel.

Diverses revues économiques et les rapports annuels des Chambres consultatives du Royaume. S. H. S. Leurs statuts.

EN ALLEMAND

Iovan KRIKNER. — Industrie und Industriepolitik Serbiens. Leipzig. 1913, thèse.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Pages IX
--------------------	-------------

PREMIÈRE PARTIE

L'époque entre la libération et la loi de 1910.

CHAPITRE I. — Le droit coutumier.....	3
CHAPITRE II. — La loi des esnafs du 14 août 1847....	17
CHAPITRE III. — Analyse critique de la loi.....	37
CHAPITRE IV. — Evolution économique de la Serbie à la fin du XIX ^e siècle.....	54
CHAPITRE V. — Modifications de la loi de 1847 ; créa- tion des premiers corps consultatifs et la discussion de la loi de 1910...	61

DEUXIÈME PARTIE

La loi générale du travail du 19 juin 1910.

CHAPITRE I. — Le régime corporatif nouveau.....	79
a) Les dispositions principales de la loi	79
b) La corporation nouvelle.....	85
c) La corporation d'arrondissement	89
d) La corporation départementale.	95
e) Le fonctionnement de la corpo- ration de Belgrade.....	97

	Pages
CHAPITRE II. — Les Chambres consultatives en Serbie	103
1° L'électorat.	107
2° Bureaux	111
3° Délibérations	112
4° Attributions	113
5° L'organisation financière	116
CHAPITRE III. — Le fonctionnement des Chambres....	121

TROISIÈME PARTIE

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

CHAPITRE I. — Le problème des métiers dans le Royaume-Uni	145
CHAPITRE II. — Les Chambres de Commerce dans le Royaume-Uni	161
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE	185

